

COMITÉ DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE
74^e session
Point 3 de l'ordre du jour

TC 74/3
19 avril 2024
Original: ANGLAIS

Diffusion au public avant la session

PLANIFICATION ET ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS CONCERNANT LA COOPÉRATION TECHNIQUE

Rapport annuel pour 2023

Note du Secrétariat

RÉSUMÉ

Résumé analytique: On trouvera dans le présent document le rapport annuel sur les activités de coopération technique qui ont été menées dans le cadre du Programme intégré de coopération technique (PICT) en 2023, ainsi que des renseignements sur la mise en œuvre des projets thématiques à long terme.

Orientations stratégiques, le cas échéant: 1 et 8

Résultats: 1.1, 1.6, 1.8, 1.9, 1.10, 8.3, 8.4, 8.5 et 8.7

Mesures à prendre: Paragraphe 4

Documents de référence: TC 71/3(b), TC 74/4(a) et TC 74/4(c)

1 Conformément aux dispositions relatives à la présentation des rapports approuvées par le Comité de la coopération technique (Comité TC) à sa soixante-deuxième session en juin 2012, le Secrétariat soumet dans le présent document un rapport annuel sur le Programme intégré de coopération technique (PICT) de l'Organisation. Ainsi, ce rapport annuel pour 2023 présente les résultats de la mise en œuvre du PICT en 2023, la seconde année de la période biennale 2022-2023, ainsi que des renseignements sur la mise en œuvre des projets thématiques à long terme au cours de l'année 2023.

2 Le rapport annuel est structuré en deux annexes permettant de distinguer les résultats des activités menées sur le terrain et les résultats d'exécution en termes financiers. Le rapport annuel complet sur le PICT pour 2023 se compose donc de deux parties distinctes, qui correspondent aux annexes suivantes :

- .1 annexe 1 – une synthèse des travaux accomplis dans le cadre du PICT et des projets thématiques à long terme en 2023, accompagnée de résumés et de statistiques sur les activités du PICT, y compris d'un appendice décrivant en détail les résultats des différentes activités des programmes régionaux et mondiaux du PICT; et

- .2 annexe 2 – un aperçu de l'utilisation des ressources financières affectées au PICT et aux projets thématiques à long terme, étayé par une analyse statistique indiquant les tendances relatives à l'exécution des activités à long terme, un profil des contributions des donateurs faisant état des ressources utilisées* et des données sur les ressources utilisées et les dépenses effectuées par région et par domaine maritime. On trouvera à l'appendice de l'annexe 2 une liste des dépenses effectuées au titre de chaque programme/projet en 2023.

3 L'établissement de l'annexe 2 dépend de la réception des chiffres financiers vérifiés, généralement fournis à la fin du mois de mars, qui constituent les données de base pour l'analyse des dépenses. C'est pourquoi l'annexe 2 est présentée indépendamment sous la cote TC 74/3/Add.1.

Mesures que le Comité est invité à prendre

4 Le Comité est invité à examiner le rapport annuel ci-joint sur le PICT pour 2023 et à formuler les observations et prendre les décisions qu'il jugera appropriées, lesquelles seront prises en considération lors de l'élaboration future des activités de coopération technique.

* Pour les besoins de la budgétisation et de l'exécution des activités de coopération technique, le Fonds TC est considéré comme une "entité donatrice" dans le cadre de la gestion du programme de coopération technique.

ANNEXE

**PLANIFICATION ET ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS
CONCERNANT LA COOPÉRATION TECHNIQUE**

**Rapport annuel pour 2023
Aperçu de l'exécution du PICT et de la mise en œuvre
des projets thématiques à long terme en 2023**

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
APERÇU ET EXÉCUTION DU PROGRAMME	3
Aperçu de l'exécution du PICT en 2023	3
Données récapitulatives pour 2023	3
Rapport sur l'égalité hommes-femmes pour 2023	6
APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES RÉGIONAUX EN 2023	7
Afrique : aperçu des activités menées dans la région en 2023	7
États arabes et Méditerranée : aperçu des activités menées dans la région en 2023	9
Asie et Pacifique : aperçu des activités menées dans la région en 2023	11
Asie occidentale et Europe orientale : aperçu des activités menées dans la région en 2023	14
Amérique latine et Caraïbes : aperçu des activités menées dans la région en 2023	15
APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES MONDIAUX EN 2023	18
CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À L'APPUI DE L'EXÉCUTION DU PICT	25
CONTRIBUTIONS EN NATURE À L'APPUI DE L'EXÉCUTION DU PICT	26
PROJETS THÉMATIQUES À LONG TERME	28
Projets en matière de GES	28
Projets liés aux océans	31
Programme SMART-C	33
Projets liés à la sûreté maritime	34

INTRODUCTION

1 Les activités de coopération technique de l'OMI, y compris celles qui relèvent du Programme intégré de coopération technique (PICT), sont conçues pour aider les pays en développement¹ à appliquer les règles et les normes maritimes internationales de manière efficace et harmonisée, conformément au mandat global de l'OMI, qui a pour objet de "promouvoir, par le biais de la coopération, la sécurité, la sûreté, l'efficacité et la viabilité des transports maritimes ainsi que le respect de l'environnement". Ainsi, le PICT vise à répondre aux besoins des États Membres en matière d'assistance technique et sa mise en œuvre répond aux objectifs de coopération technique de l'OMI, à savoir le renforcement des capacités maritimes régionales et la promotion du développement des transports maritimes dans le monde entier.

2 Le PICT s'articule autour d'un cadre intégré de programmes régionaux et mondiaux qui est planifié et présenté tous les deux ans au Comité de la coopération technique (Comité TC) aux fins d'approbation. Les programmes annuels sont parachevés dans le cadre des documents sur l'exécution du programme et prêts à être exécutés au début de chaque année civile. Une planification méthodique garantit la pertinence, la transparence, l'efficacité et l'efficience de l'assistance technique fournie.

3 Outre le PICT, l'OMI fournit également une assistance technique par l'intermédiaire de projets thématiques à long terme, qui sont mis en œuvre grâce à des fonds externes obtenus dans le cadre de la stratégie de mobilisation des ressources de l'OMI. Ces projets visent à relever des défis mondiaux, tels que la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le renforcement de la sécurité et de la sûreté maritimes, et sont mis en œuvre avec le soutien de parties prenantes nationales, régionales et mondiales et de partenaires stratégiques.

4 Après les répercussions de la pandémie de COVID-19, l'année 2023 a marqué une nouvelle augmentation des niveaux d'exécution des activités de coopération technique pour l'OMI. L'approche mixte de la mise en œuvre à distance et de la mise en œuvre en présentiel a été maintenue en 2023 afin de préserver les possibilités d'efficacité, selon qu'il convenait.

5 Les résultats de l'exécution du PICT en 2023 découlent de l'effort collectif de quelque 41 fonctionnaires de mise en œuvre de l'OMI et de leur personnel de soutien au Siège de Londres et dans les bureaux de présence régionale, ainsi que de partenaires extérieurs et d'organisations régionales.

6 Si le présent rapport décrit en détail les activités menées dans le cadre du PICT et des projets thématiques à long terme, d'autres renseignements pratiques sur des aspects spécifiques de la coopération technique sont soumis à l'examen du Comité de la coopération technique au titre de différents points de l'ordre du jour. Lorsqu'il y a lieu, il est fait référence à ces documents dans le texte du présent rapport.

7 Dans un souci de clarté, les renseignements communiqués dans le présent rapport ne portent que sur les dépenses liées aux activités de coopération technique de l'OMI. Des informations financières complètes seront disponibles dans les rapports financiers dont il est question au point 5 b) de l'ordre du jour du C 132.

¹ Les mentions "pays en développement" et "régions en développement" sont employées à des fins statistiques et ne reflètent pas un jugement sur le stade de développement atteint par un pays ou une région en particulier.

APERÇU ET EXÉCUTION DU PROGRAMME

Aperçu de l'exécution du PICT en 2023

8 Les activités menées dans le cadre du PICT en 2023 ont porté sur un large éventail de questions liées aux domaines maritimes suivants : la sécurité maritime; la sûreté maritime; la facilitation du trafic maritime international; la législation maritime; la protection du milieu marin; l'audit des États Membres; la formation maritime; et le secteur maritime dans son ensemble.

9 Il a été tenu compte, dans le cadre du PICT, des objectifs respectifs des orientations stratégiques et des résultats approuvés qui figuraient dans le Plan stratégique révisé de l'Organisation pour la période de six ans allant de 2018 à 2023 (résolution A.1149(32)). Il a été tenu compte également de la vision et des principes directeurs du Secrétaire général en matière de coopération technique. Par ailleurs, il a été dûment tenu compte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) des Nations Unies, des stratégies régionales et sous-régionales ainsi que des conclusions des audits effectués au titre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI. À cet égard, l'accent a été mis en particulier sur le renforcement des capacités institutionnelles et la mise en valeur des ressources humaines dans les régions concernées.

10 Pour compléter les programmes régionaux, les programmes mondiaux ont été axés sur des problèmes techniques spécifiques et sur un certain nombre d'enjeux nouveaux recensés au niveau mondial. Cette souplesse du PICT permet de cibler les fonds sur un large éventail de domaines. Les États Membres tirent parti de la symbiose des programmes régionaux et mondiaux, qui permet de mener des activités dans les pays qui en ont le plus besoin et a également une incidence positive sur le développement durable de la communauté maritime dans son ensemble.

11 La capacité de l'OMI à fournir une assistance technique a été renforcée au moyen des accords de partenariat officiels qu'elle avait établis avec nombre de ses États Membres et avec plusieurs organisations régionales et internationales (TC 74/4(a)). Cela démontre qu'il est important de continuer à établir des accords de partenariat officiels pour promouvoir le programme de coopération technique de l'OMI.

12 Une synthèse de toutes les réalisations obtenues dans le cadre des différents programmes est présentée dans les tableaux et graphiques qui figurent à la fin des sections relatives à l'aperçu de l'exécution des programmes régionaux et mondiaux. On trouvera de plus amples renseignements sur les activités menées, y compris sur les résultats obtenus et les pays participants, à l'appendice du présent rapport.

13 Les paragraphes 87 à 125 contiennent des informations détaillées sur les résultats obtenus dans le cadre des projets thématiques à long terme en 2023.

Données récapitulatives pour 2023

14 Bien que l'OMI s'efforce d'exécuter toutes les activités programmées pour une année donnée, il est parfois nécessaire, dans certaines circonstances, d'annuler ou de reporter des activités. Les raisons en sont notamment les demandes du pays hôte, les problèmes de sécurité, la situation politique, les événements climatiques, les épidémies, etc. Pour cette raison, il est peu probable que le taux d'exécution des activités programmées atteigne 100 % au cours d'une année donnée.

15 En 2023, 206 activités ont été menées sur un total de 276 activités programmées, ce qui représente un taux d'exécution de 75 %. Ces chiffres constituent une augmentation de 5 % par rapport au nombre d'activités qui avaient été menées en 2022 (181 activités avaient été menées sur un total de 258 activités programmées, ce qui représentait un taux d'exécution de 70 %). En plus des 206 activités achevées en 2023, 23 autres activités ont débuté fin 2023 et seront achevées en 2024. Bien qu'elles ne soient pas prises en compte dans les chiffres du présent rapport annuel pour 2023, ces activités témoignent des efforts concrets que le Secrétariat a mis en œuvre au cours de l'année civile 2023 et méritent d'être notées.

16 Sur les 206 activités qui ont été menées à bien en 2023, 13 étaient des missions consultatives et d'évaluation des besoins (ce qui constitue une augmentation par rapport aux huit missions qui avaient été menées en 2022) et 102 étaient des cours de formation nationaux, régionaux et mondiaux (ce qui constitue une augmentation par rapport aux 87 formations qui avaient été dispensées en 2022). Quarante-et-un autres activités ont également été menées en 2023, notamment l'élaboration et la traduction de matériel de formation, les réunions régionales des responsables des administrations maritimes, des conférences et d'autres formes d'assistance technique, contre 86 activités similaires en 2022.

17 Au total, l'OMI a financé 176 bourses d'études dans le secteur maritime en 2023. Bien que ce nombre soit inférieur à celui enregistré en 2022, qui était particulièrement élevé compte tenu du fait que des cours supplémentaires avaient été achevés en 2022 pour compenser les restrictions observées pendant la pandémie de COVID-19, il est plus élevé qu'avant la pandémie. Sur les 176 étudiantes et étudiants boursiers, 36 ont été diplômés de l'un des deux établissements de formation maritime à vocation mondiale de l'OMI, à savoir l'Université maritime mondiale (UMM) et l'Institut de droit maritime international (IMLI) de l'OMI, tandis que les 140 autres ont été parrainés aussi bien par l'Organisation que par des donateurs pour l'obtention de leur diplôme auprès d'autres établissements de formation maritime, tels que l'Institut portuaire d'enseignement et de recherche (IPER) du Havre, en France, et l'Académie maritime internationale pour la sécurité, la sûreté et l'environnement (IMSSEA), en Italie.

18 En outre, quelque 2 590² personnes dans le monde ont reçu une formation dans le cadre d'ateliers et de séminaires de formation nationaux et régionaux, ce qui constitue une augmentation par rapport aux 2 028 personnes qui avaient suivi une formation en 2022. En 2023, quelque 657 hautes et hauts fonctionnaires ont également participé à des activités consacrées à l'élaboration de stratégies régionales axées sur des questions maritimes techniques et à leur harmonisation.

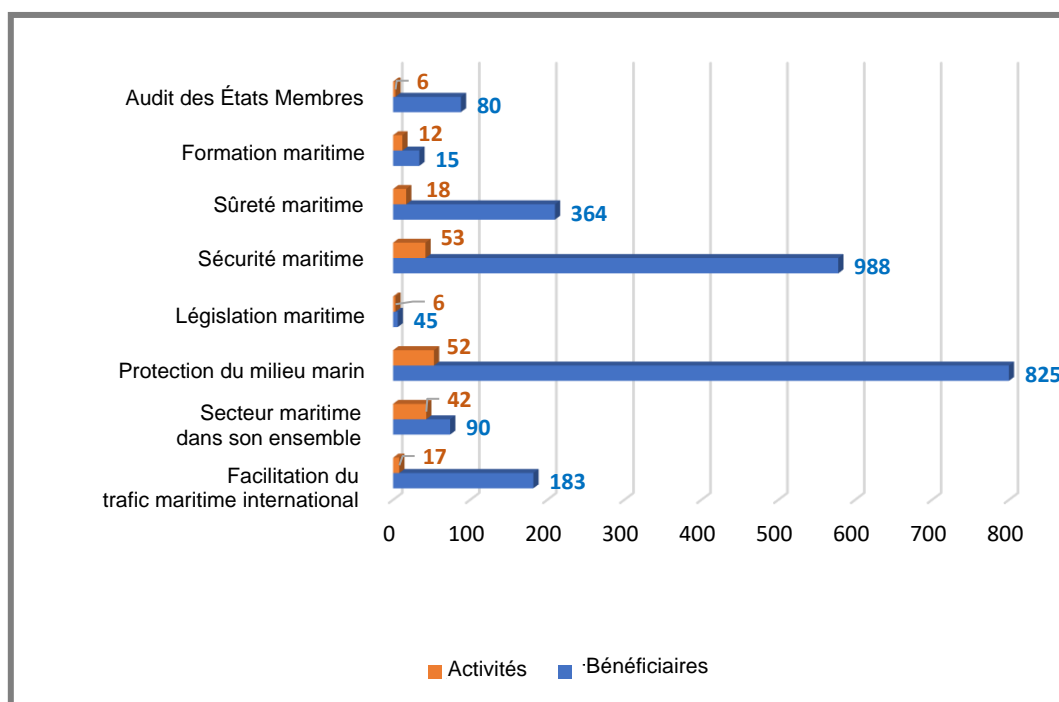
19 Le tableau 1 présente le nombre d'activités et les différents types d'activités menées dans le cadre du PICT en 2023. Le graphique 1 présente le nombre d'activités et de bénéficiaires (boursiers non compris) par domaine maritime et le graphique 2 présente la répartition géographique des bourses parrainées par l'OMI. Pour plus de détails sur les pays bénéficiaires spécifiques des bourses, se reporter à l'appendice. Si un nombre est indiqué dans la colonne "Boursiers" pour une activité particulière, les pays peuvent être trouvés dans la colonne correspondante "Pays et territoires participants".

² Il convient de noter que ces chiffres sont indicatifs, dans la mesure où il est probable qu'un certain nombre de fonctionnaires aient participé à deux ou à plusieurs ateliers et séminaires de formation consacrés à diverses questions.

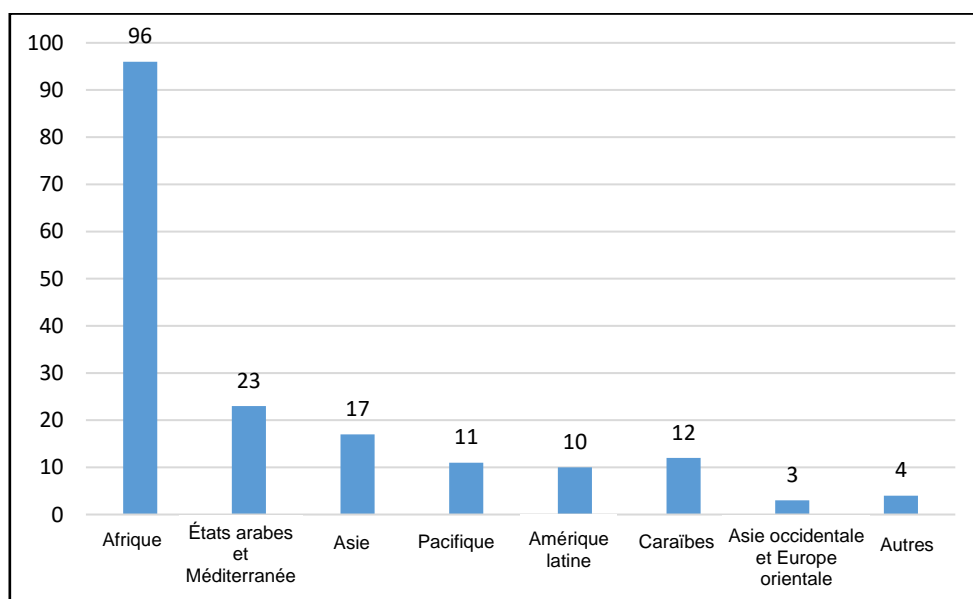
Tableau 1 – Synthèse des activités menées au titre du PICT, 2023

Activités	2023
Missions consultatives/d'évaluation	13
Activités de formation à l'échelle nationale	49
Activités de formation à l'échelle régionale	42
Activités de formation à l'échelle mondiale	11
Autres activités	91
Activités – total	206
Boursiers	
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	36
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	140
Boursiers – sous-total	176
Personnes ayant bénéficié d'une formation	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	2 590
Personnes ayant bénéficié d'une formation et boursiers – total	2 766
Autres	
Responsables chargés de la stratégie	657

Graphique 1 – Total des activités menées et des personnes ayant bénéficié d'une formation au titre du PICT par domaine maritime, 2023



Graphique 2 – Bourses parrainées par l'OMI, 2023

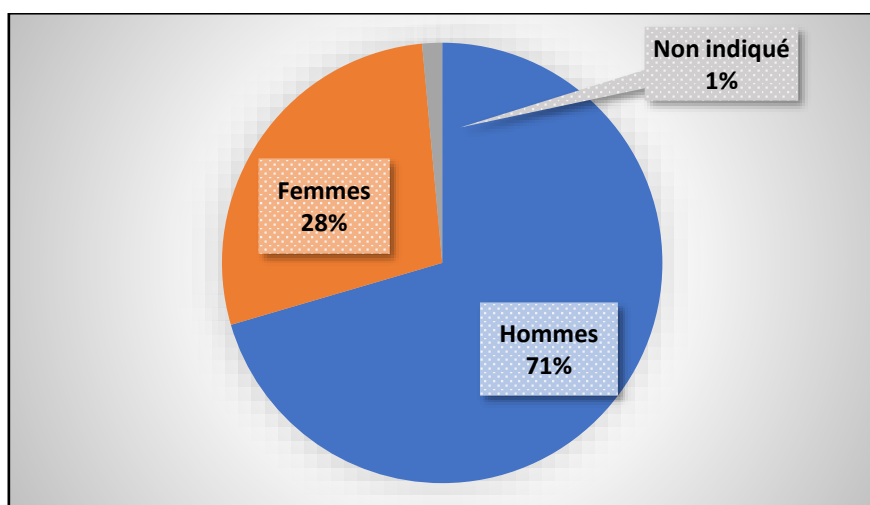


Rapport sur l'égalité hommes-femmes pour 2023

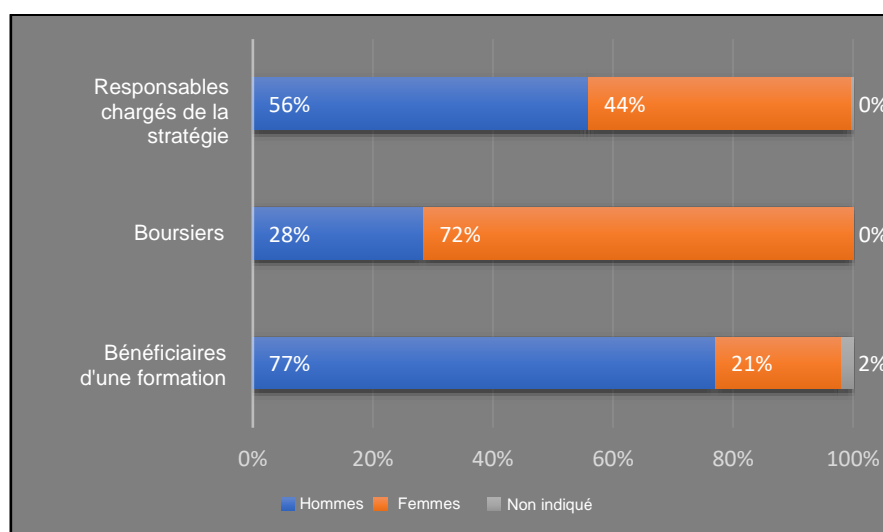
20 Depuis plus de 30 ans, le Programme de l'OMI sur les femmes du secteur maritime assure la promotion des perspectives qui s'offrent à ces dernières au sein du secteur. On trouvera de plus amples renseignements sur ce programme dans le document TC 74/9. Notons toutefois qu'afin de tenir compte de la question de l'égalité des sexes, des statistiques relatives au sexe des participants sont désormais incluses dans le rapport annuel sur l'exécution du PICT. À cet égard, depuis 2018, les participants aux cours et ateliers de formation parrainés par l'OMI sont invités à indiquer leur sexe lorsqu'ils s'inscrivent, en sélectionnant l'une des trois options prévues à cet effet ("Homme", "Femme" ou "Préfère ne pas répondre"). Cela permet à l'Organisation de recueillir des données sur le sexe des participants et, au fil du temps, de dresser un tableau des tendances relatives à la participation des hommes et des femmes aux activités de coopération technique de l'OMI.

21 Comme le montre le graphique 3 ci-après, 28 % des personnes participant aux activités du PICT étaient des femmes en 2023, ce qui est légèrement inférieur au taux de 32 % qui avait été enregistré en 2022. Comme le montre la répartition plus détaillée présentée dans le graphique 4, si les femmes continuent de représenter un pourcentage positif de 72 % dans la catégorie des boursiers, le pourcentage de femmes bénéficiaires d'une formation a diminué par rapport aux 28 % de 2022. Le pourcentage de femmes responsables de la stratégie a toutefois légèrement augmenté par rapport aux 38 % enregistrés en 2022.

Graphique 3 – Sexe des participants aux activités du PICT, 2023



Graphique 4 – Sexe et catégorie des participants aux activités du PICT, 2023



APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES RÉGIONAUX EN 2023

Afrique : aperçu des activités menées dans la région en 2023

22 L'OMI continue de se concentrer sur l'exécution du PICT dans les pays de la région Afrique, dont 16 % sont classés parmi les petits États insulaires en développement (PEID) et 60 % parmi les pays les moins avancés (PMA), notamment grâce au rôle important joué par les trois bureaux de présence régionale situés à Abidjan (Côte d'Ivoire), à Accra (Ghana) et à Nairobi (Kenya). Les coordonnatrices et coordonnateurs régionaux mettent en œuvre les activités, fournissent un appui et contribuent à l'objectif à long terme qui consiste à renforcer les capacités institutionnelles et humaines en Afrique pour une administration et une surveillance efficaces des secteurs maritime et portuaire du continent et, ce faisant, assurent la conformité avec les instruments pertinents de l'OMI et maintiennent des normes élevées en matière de sécurité.

23 Au cours de la période considérée, le Plan mondial de recherche et de sauvetage (SAR) a continué de bénéficier d'un appui, dans le cadre de la collaboration avec la Fédération internationale de sauvetage maritime (IMRF). Plusieurs activités ont été organisées, en présentiel et en mode virtuel, pour les coordonnatrices et coordonnateurs sur place (Manuel IAMSAR - Volume III) et sur l'administration et la gestion de la recherche et du sauvetage (Manuel IAMSAR - Volume I). Une réunion régionale pour les cinq régions SAR d'Afrique a également été organisée. En outre, deux ateliers régionaux pour les femmes associées aux opérations de recherche et de sauvetage ont été organisés au Maroc et au Kenya, respectivement.

24 Par ailleurs, la région Afrique a bénéficié d'une série d'activités de renforcement des capacités, notamment en ce qui concernait la facilitation du trafic maritime, le contrôle par l'État du port, les enquêtes sur les accidents et incidents de mer, l'évaluation et l'examen des instructeurs et instructrices, des évaluateurs et évaluatrices et des administrateurs et administratrices sur la base de la Convention de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (Convention STCW), telle que modifiée, ainsi que le transport et la manutention des marchandises dangereuses (Codes IMDG et IMSBC), la sensibilisation aux règles obligatoires de l'OMI relatives à la vérification de la masse des conteneurs et la rédaction générale de la législation nationale portant application des conventions de l'OMI. En outre, deux missions d'évaluation des besoins en matière de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille ont été organisées au Cameroun et en Sierra Leone, et une mission d'évaluation des besoins sur le guichet unique maritime a eu lieu au Bénin. Le projet de guichet unique pour la facilitation du commerce (SWiFT) dans le port de Lobito, en Angola, visant à faciliter le trafic maritime international, a été achevé en novembre 2023. Ce projet a été soutenu par Singapour, et d'autres États Membres pourraient envisager d'adopter la plateforme SWiFT, selon qu'il conviendrait, pour répondre aux prescriptions de la Convention visant à faciliter le trafic maritime international (Convention FAL) en matière de soumission de rapports.

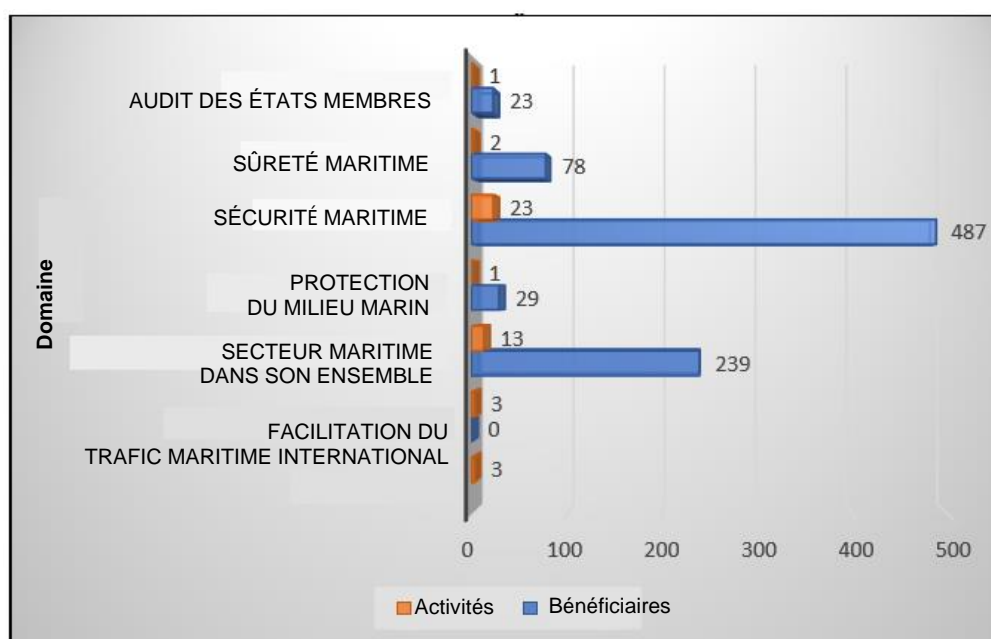
25 Des ateliers et des activités de formation sur la durabilité du milieu marin ont été organisés dans la région pour sensibiliser à la mise en œuvre de la Convention sur la gestion des eaux de ballast, à l'élaboration de plans d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures, aux Annexes I à V de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL), ainsi qu'à l'Annexe VI de MARPOL. Dans l'esprit du développement de partenariats, l'OMI et l'APIECA, dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF), ont continué à renforcer les capacités de lutte contre les déversements d'hydrocarbures des pays de la sous-région de l'Afrique occidentale et centrale.

26 Dans le cadre du soutien de l'OMI au développement maritime en Afrique, l'Organisation a participé à la sixième conférence de l'Association des administrations maritimes africaines (AAMA), qui s'est tenue au Kenya en mai 2023, et a parrainé la participation de représentantes et représentants à cette conférence.

Tableau 2 – Synthèse des réalisations dans la région de l'Afrique, 2023

Activités	2023
Missions consultatives/d'évaluation	5
Activités de formation à l'échelle nationale	15
Activités de formation à l'échelle régionale	18
Autres activités	8
Personnes ayant bénéficié d'une formation/boursiers	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	856
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	15
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	81
Autres	
Responsables chargés de la stratégie	180

Graphique 5 – Activités et personnes ayant bénéficié d'une formation en Afrique, 2023



États arabes et Méditerranée : aperçu des activités menées dans la région en 2023

27 Dans le cadre de ses activités de coopération technique, l'OMI a continué à soutenir les États Membres dans la région des États arabes et de la Méditerranée au cours de l'année 2023. Dans le but d'améliorer la connaissance et de promouvoir la ratification de la Convention BWM et des directives connexes, et de renforcer les capacités régionales pour une mise en œuvre et une application efficaces de la Convention, l'OMI et le Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle (REMPEC) ont organisé conjointement un atelier régional et une réunion sur les procédures harmonisées relatives à la Convention BWM dans la région méditerranéenne, auxquels ont participé 29 personnes de 16 pays.

28 En outre, l'OMI a organisé un cours de formation régional sur les enquêtes relatives aux accidents et incidents de mer, auquel ont participé 24 personnes de huit États Membres. L'objectif du cours était de faciliter le renforcement des capacités institutionnelles et des ressources humaines dans le domaine des enquêtes sur les accidents au sein des administrations régionales dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

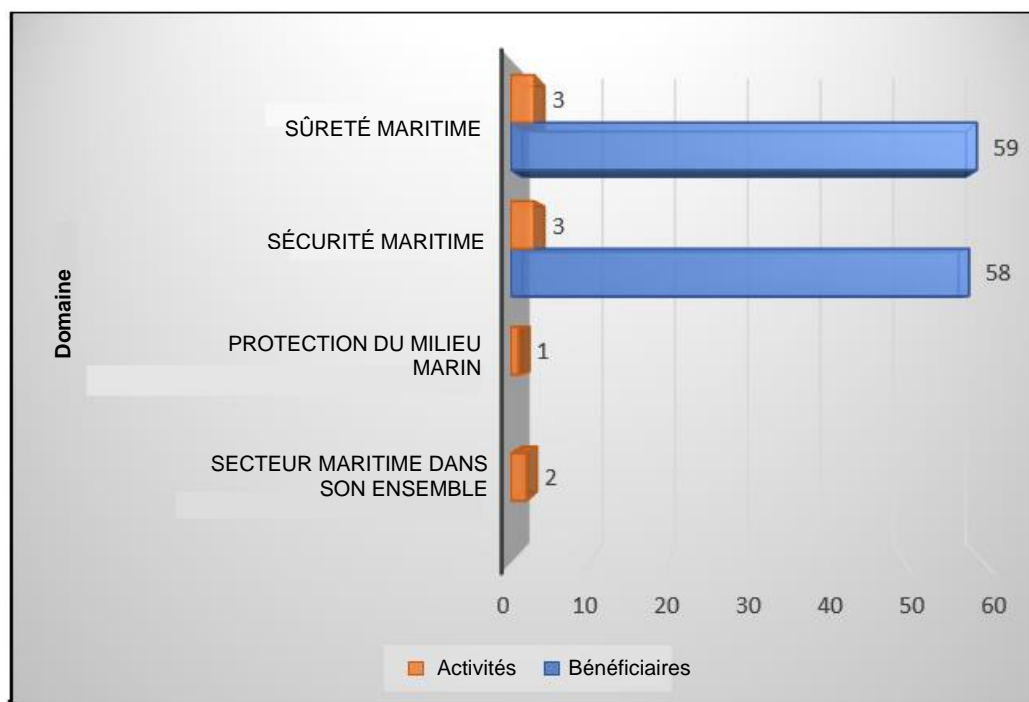
29 Deux ateliers nationaux sur l'application des instruments par l'État du pavillon et le contrôle des navires par l'État du port ont également été organisés, et 34 membres de l'Administration maritime de l'Arabie saoudite y ont participé.

30 À la suite de la décision du TC 72 et de l'approbation du C 128, l'OMI a signé un mémorandum d'entente avec le Gouvernement de la République arabe d'Égypte pour la mise en place du bureau de présence régionale pour les États arabes de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à Alexandrie, en Égypte, aux fins de l'exécution des activités de coopération technique de l'OMI.

Tableau 3 – Synthèse des réalisations dans la région des États arabes et de la Méditerranée, 2023

Activités	2023
Missions consultatives/d'évaluation	2
Activités de formation à l'échelle nationale	4
Activités de formation à l'échelle régionale	1
Autres activités	2
Personnes ayant bénéficié d'une formation/boursiers	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	117
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	5
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	18
Autres	
Responsables chargés de la stratégie	0

Graphique 6 – Activités et bénéficiaires d'une formation dans la région des États arabes et de la Méditerranée, 2023



Asie et Pacifique : aperçu des activités menées dans la région en 2023

31 Le coordonnateur régional de l'OMI pour l'Asie de l'Est et le fonctionnaire de la coopération technique de l'OMI établi au sein de la Communauté du Pacifique (CPS) pour la région du Pacifique ont continué d'interagir avec les États Membres de leur région respective et de les aider, y compris en leur prodiguant des conseils et en leur fournissant une assistance pour l'exécution d'activités nationales et régionales. Les consultations se sont poursuivies avec le Gouvernement de la République des Fidji en vue d'établir le texte définitif du mémorandum d'entente relatif à la création d'un bureau de présence régionale de l'OMI. En outre, l'appui de l'Australie (financier), de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (en nature et financier) et des Îles Salomon (en nature) a contribué à la mise en place du bureau de présence régionale dans les îles du Pacifique et au recrutement de deux administrateurs auxiliaires de Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Îles Salomon, respectivement, pour soutenir la transition.

32 Le Secrétariat a participé à des réunions régionales, telles que la vingt-troisième réunion du Forum des responsables des agences de sécurité maritime de l'Asie et du Pacifique (APHoMSA), qui s'est tenue en Australie et a été organisée par la Mongolie, les quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions du Groupe de travail sur le transport maritime de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN-MTWG), qui se sont tenues au Viet Nam, la cinquième réunion régionale des ministres de l'énergie et des transports du Pacifique, qui s'est tenue à Vanuatu, et les réunions de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). La participation à ces réunions a continué d'offrir la possibilité d'identifier les besoins réels des États Membres de la région, ceux-ci apportant directement leur contribution.

33 Au cours de l'année 2023, une nouvelle approche a été adoptée en vue de la conduite d'enquêtes de sécurité non culpabilisantes; dans ce cadre, deux cours d'introduction sur les enquêtes sur les accidents de mer ont été organisés à l'intention des États Membres de l'OMI (programme abrégé basé sur le cours type 3.1 de l'OMI). Cette approche a été complétée par

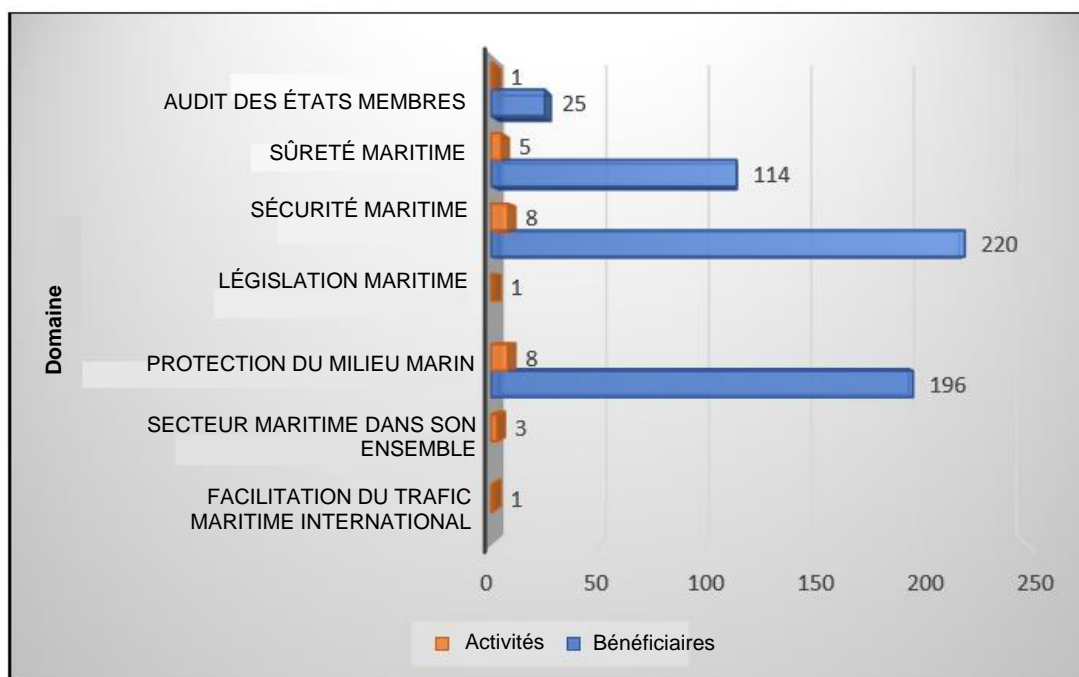
une expérience pratique de cinq jours dans la conduite d'enquêtes. En outre, l'étude portant sur la sécurité et le rendement énergétique des navires à passagers nationaux aux Philippines a été achevée. En conséquence, de nouvelles consultations seront engagées avec le Groupe de la Banque mondiale afin de déterminer comment étendre l'assistance aux Philippines pour que le pays mette en œuvre les recommandations formulées dans le cadre de l'étude, notamment en envisageant des projets visant à créer des corridors sûrs et écologiques et à fournir une feuille de route pour améliorer la sécurité des navires à passagers effectuant des voyages nationaux.

34 Par ailleurs, de nombreuses consultations ont été menées avec l'équipe spéciale sur la transition juste dans le secteur maritime (Maritime Just Transition Task Force, MJTTF), ce qui a permis d'obtenir une subvention de la Lloyds Register Foundation pour un projet intitulé "A holistic approach to the enhancement of domestic ferry safety" (Une approche globale du renforcement de la sécurité des transbordeurs effectuant des voyages nationaux), en collaboration avec l'IMLI et l'UMM.

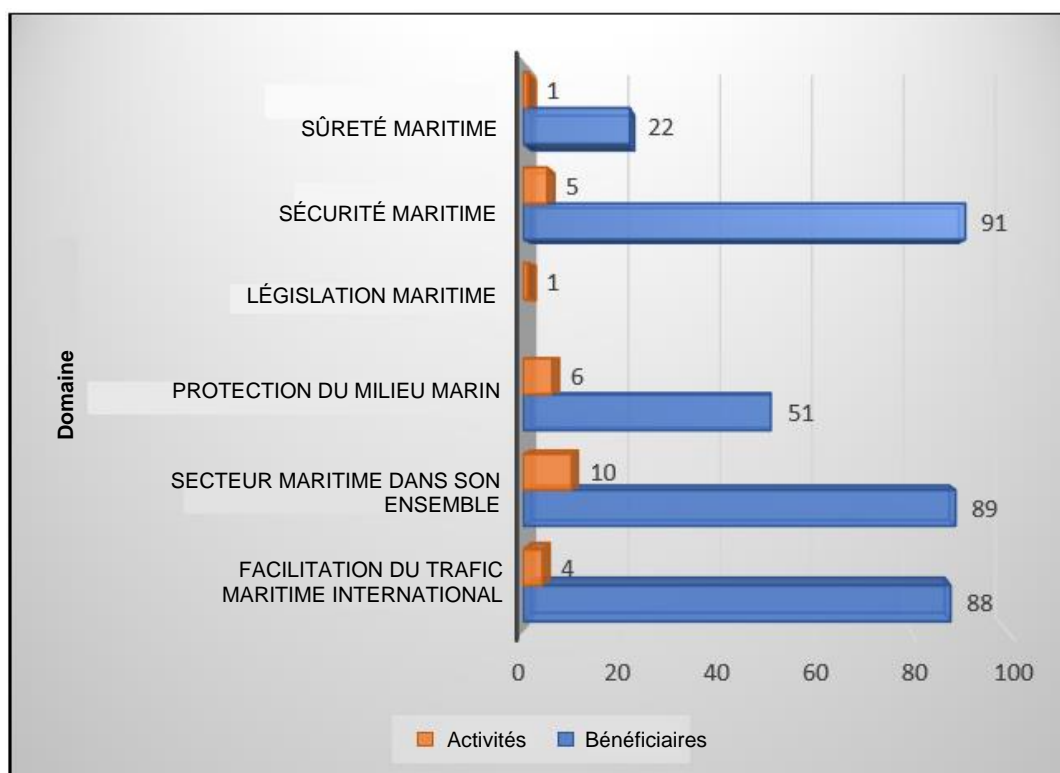
Tableau 4 – Synthèse des réalisations dans la région Asie-Pacifique, 2023

Activités	Asie	Pacifique
Missions consultatives/d'évaluation	0	0
Activités de formation à l'échelle nationale	11	7
Activités de formation à l'échelle régionale	6	9
Autres activités	10	11
Personnes ayant bénéficié d'une formation/boursiers		
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	555	341
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	8	1
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	9	10
Autres		
Responsables chargés de la stratégie	8	235

Graphique 7 – Activités et personnes ayant bénéficié d'une formation en Asie, 2023



Graphique 8 – Activités et personnes ayant bénéficié d'une formation dans les îles du Pacifique, 2023



Asie occidentale et Europe orientale : aperçu des activités menées dans la région en 2023

35 Le programme régional a permis de fournir une assistance technique aux États Membres en se concentrant sur le renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine de la facilitation du commerce maritime, de la recherche et du sauvetage et de la coopération dans la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, en particulier le long du littoral de la mer Adriatique. Avec l'entrée en vigueur en janvier 2024 des amendements à la Convention FAL (guichet unique maritime), qui a marqué une étape importante dans l'accélération de la transition numérique dans le secteur des transports maritimes, la priorité a été donnée à la simplification des procédures visant à autoriser l'arrivée, le séjour et le départ des navires et à améliorer considérablement l'efficacité des transports maritimes dans la région.

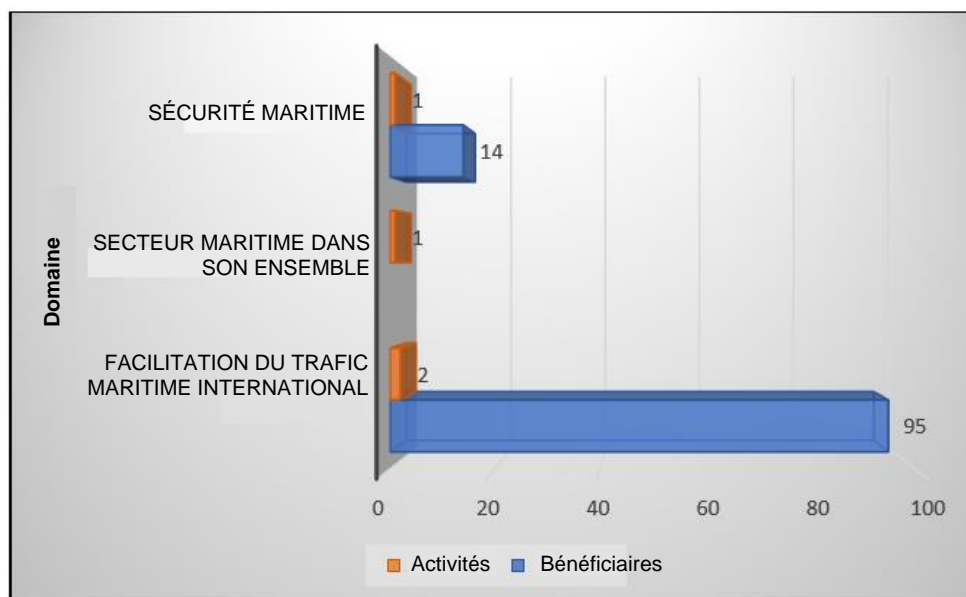
36 De nombreuses demandes ayant été reçues de la part des États riverains de la mer Noire, le programme régional a appuyé la poursuite de la formation sur la coordination des missions de recherche et de sauvetage, qui est devenue une méthode bien établie pour donner la priorité au sauvetage de vies humaines en mer dans la sous-région de la mer Noire.

37 Tout au long de l'année 2023, l'on a continué à soutenir, au titre du programme, la coopération avec le Traité instituant la Communauté des transports de l'UE (TCT), le REMPEC et l'Agence européenne pour la sécurité maritime en participant activement aux réunions régulières du comité technique sur le transport par voie navigable et la multimodalité au profit des États Membres de la sous-région des Balkans occidentaux. Une conférence régionale a été organisée au Monténégro à l'occasion de la Journée mondiale de la mer en septembre 2023 pour marquer le cinquantième anniversaire de l'adoption de MARPOL, en coopération avec le TCT de l'UE.

Tableau 5 – Synthèse des réalisations dans la région de l'Asie occidentale et de l'Europe orientale, 2023

Activités	2023
Missions consultatives/d'évaluation	0
Activités de formation à l'échelle nationale	2
Activités de formation à l'échelle régionale	1
Autres activités	1
Personnes ayant bénéficié d'une formation/boursiers	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	109
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	1
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	2
Autres	
Responsables chargés de la stratégie	0

Graphique 9 – Activités et bénéficiaires d'une formation dans la région de l'Asie occidentale et de l'Europe orientale, 2023



Amérique latine et Caraïbes : aperçu des activités menées dans la région en 2023

38 Suite aux programmes thématiques pilotes de trois ans approuvés par le TC 71 (TC 71/16, paragraphe 3.34.1), et compte tenu de l'expérience acquise lors des précédentes évaluations des besoins régionaux au sein du Réseau opérationnel de coopération régionale des autorités maritimes des États Membres d'Amérique centrale et de la République dominicaine (ROCRAM-CA) (recherche et sauvetage, facilitation du trafic maritime, gaz à effet de serre (GES), formation des gens de mer, délivrance des brevets et veille), la région d'Amérique centrale a concentré ses efforts au niveau national sur les Conventions FAL et STCW. Parallèlement, des évaluations des besoins régionaux ont été lancées en ce qui concernait la Convention sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC), le Protocole de Londres et la Convention de Londres.

39 Outre les programmes thématiques susmentionnés, conformément à la Stratégie intitulée "Décennie pour le renforcement des capacités (2021-2030)", un nouveau processus appelé "approche stratégique" a permis d'élaborer un modèle pour aider les pays à adopter et à mettre en œuvre les instruments et les amendements de l'OMI.

40 Dans le but d'évaluer les besoins en ce qui concernait la mise en œuvre de mesures visant à faciliter le trafic maritime international, y compris la préparation à la mise en œuvre de l'échange électronique de données et le concept de guichet unique pour soutenir les processus d'accomplissement des formalités des navires dans les ports, une deuxième phase des évaluations régionales des besoins en matière de facilitation du trafic maritime a été lancée en 2023 et est en cours dans les pays d'Amérique latine, notamment l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et l'Uruguay.

41 Afin de répondre à la demande d'assistance technique des États Membres hispanophones, l'OMI, en collaboration avec l'UMM, a lancé un cours d'apprentissage en ligne en espagnol sur la gestion de l'encrassement biologique intitulé "Introduction concernant l'encrassement biologique en mer : répercussions et gestion des risques", qui devrait s'achever au premier trimestre de 2024.

42 En outre, dans le cadre du mémorandum d'entente entre l'OMI et la Direction générale de la marine marchande du Royaume d'Espagne visant à promouvoir la coopération technique, signé en octobre 2019, deux cours de formation à distance, l'un sur la mise en œuvre et le contrôle uniformes de la teneur limite en soufre de 0,50 % prévue dans l'Annexe VI de MARPOL (deux éditions) et l'autre sur la mise en œuvre de l'Accord du Cap, ont été dispensés à des participantes et participants dans toute la région de l'Amérique latine.

43 Dans le cadre du même mémorandum d'entente, l'OMI a financé le voyage d'un fonctionnaire guatémaltèque pour qu'il participe à la formation "Introduction to standard marine communication phrases (SMCP)" (Introduction aux phrases normalisées pour les communications maritimes) dispensée par le Jovellanos Integral Maritime Safety Centre en Espagne. Le participant a suivi le cours dans un format mixte. La formation a permis de comprendre en profondeur les phrases normalisées pour les communications maritimes; le participant a ainsi pu acquérir des compétences essentielles en matière de communication pour les opérations maritimes.

44 Compte tenu de sa Stratégie révisée concernant la réduction des émissions de GES provenant des navires, récemment adoptée, l'OMI, en collaboration avec le Gouvernement chilien, a organisé la Conférence régionale sur les transports maritimes écologiques en Amérique latine, qui s'est tenue à Santiago (Chili) et a servi de plateforme clé pour répondre au besoin urgent de décarbonation dans le secteur des transports maritimes, ainsi que l'atelier national "Vers des transports maritimes plus durables", qui s'est tenu à Valparaiso (Chili) et qui visait à sensibiliser au projet de l'OMI sur l'hydrogène vert en Amérique latine, dont le lancement était prévu en 2024.

45 Deux activités ont été entreprises pour répondre à la demande d'assistance technique de Cuba :

- .1 un atelier national sur la ratification et la mise en œuvre de la Convention internationale sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires (Convention AFS), qui a permis de progresser vers la ratification de la Convention AFS par Cuba; et
- .2 un cours de formation national sur les niveaux 1 et 2 de la Convention OPRC, au cours duquel le personnel a été formé à la lutte contre la pollution par les hydrocarbures.

46 Afin de renforcer les capacités d'enquête sur les accidents de mer dans la région des Caraïbes, une évaluation complète a été entreprise à Antigua-et-Barbuda, aux Bahamas, au Belize, en Haïti, en Jamaïque, à Saint-Kitts-et-Nevis et à Saint-Vincent-et-les Grenadines. Cette évaluation, tant au niveau régional que national, a permis de mettre en évidence les points forts et les possibilités d'amélioration de l'approche de chaque pays. Grâce aux efforts de collaboration et à la planification stratégique, des progrès significatifs ont été réalisés dans le renforcement de la capacité de la région à enquêter sur les incidents de mer et à en rendre compte.

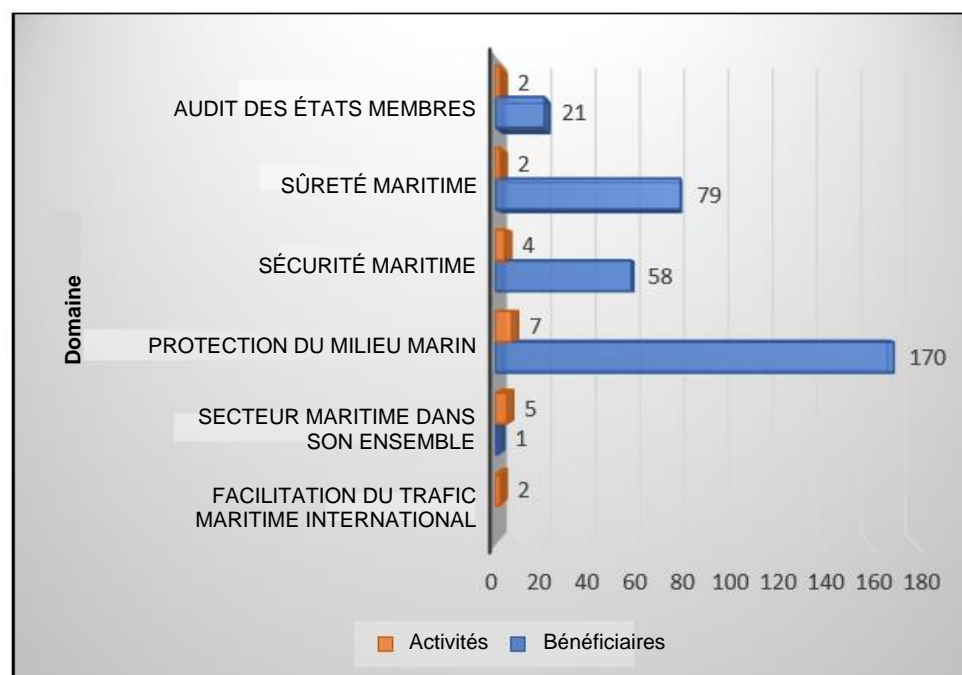
47 En outre, dans la région des Caraïbes, un atelier national organisé aux Bahamas a permis de soutenir la mise en œuvre de la Convention BWB. Cet atelier visait à améliorer la connaissance et la compréhension des mesures efficaces en matière d'application et de contrôle du respect des dispositions de la Convention BWB, ainsi que des directives connexes. Il a également facilité l'élargissement du réseau de spécialistes formés à la gestion et au contrôle des eaux de ballast.

48 Pour mettre en évidence les réalisations accomplies dans le cadre du guichet unique maritime, une présentation a été faite sur la mise en œuvre des dispositions par Antigua-et-Barbuda lors de la Conférence mondiale des ports de l'Association internationale des ports (IAPH), qui s'est tenue à Abou Dhabi en novembre 2023. Un consultant d'Antigua-et-Barbuda a collaboré avec le Secrétariat de l'OMI pour présenter le projet, initialement lancé par la Norvège, aux personnes participant à la conférence, marquant ainsi une étape importante dans l'amélioration de l'efficacité et de la coordination maritimes.

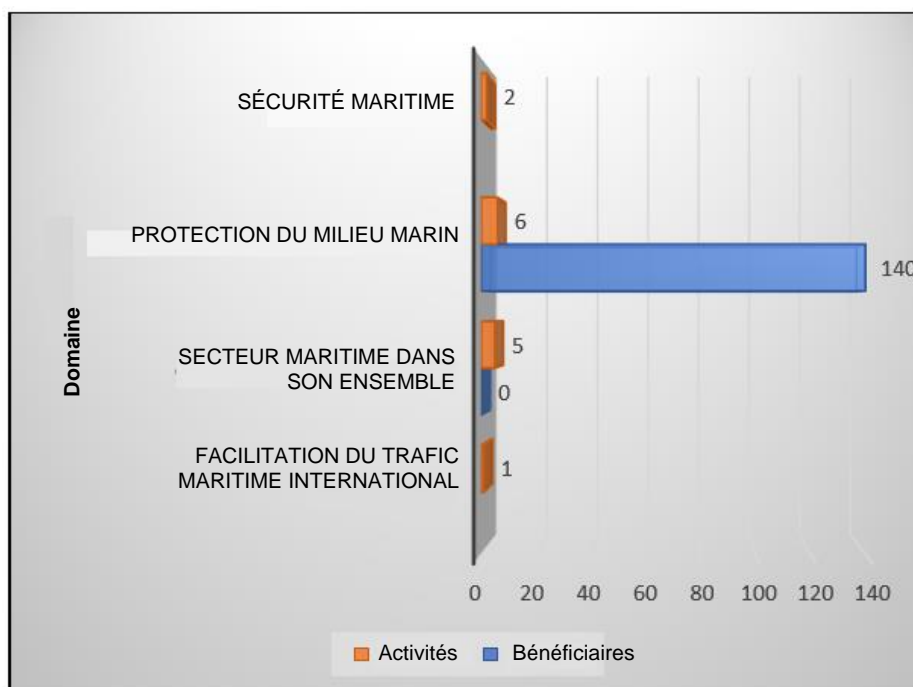
Tableau 6 – Synthèse des réalisations en Amérique latine et dans les Caraïbes, 2023

Activités	Amérique latine	Caraïbes
Missions consultatives/d'évaluation	5	1
Activités de formation à l'échelle nationale	5	5
Activités de formation à l'échelle régionale	5	2
Autres activités	7	6
Personnes ayant bénéficié d'une formation/boursiers		
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	329	140
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	4	2
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	6	10
Autres		
Responsables chargés de la stratégie	80	122

Graphique 10 – Activités et personnes ayant bénéficié d'une formation en Amérique latine, 2023



Graphique 11 – Activités et personnes ayant bénéficié d'une formation dans les Caraïbes, 2023



APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES MONDIAUX EN 2023

49 Le programme intitulé "**Services consultatifs techniques**" vise, grâce à son mécanisme souple, à répondre aux demandes urgentes d'assistance technique, telles que celles qui ont trait à la pollution des mers ou aux incidents de sécurité maritime. Il prévoit également des missions consultatives juridiques et/ou techniques ponctuelles visant à aider les gouvernements à répondre aux demandes essentielles à l'application efficace des normes maritimes mondiales. En 2023, au titre du programme, il a été apporté un soutien aux opérations des Nations Unies dans le cadre de la fourniture d'orientations techniques et de connaissances spécialisées en réponse à un éventuel incident de déversement d'hydrocarbures provenant de l'**unité flottante de stockage et de déchargement SAFER**, de même que d'avis sur les questions en suspens à traiter et de recommandations.

50 Dans le cadre du **programme visant à répondre aux besoins particuliers des PEID et des PMA en matière de transport maritime**, les travaux continuent en vue de la réalisation d'une évaluation et d'une définition du profil exhaustives des États Membres de l'OMI classés comme PEID (38) et PMA (34). En 2023, les travaux ont avancé aux fins d'une analyse thématique approfondie des besoins spécifiques des PEID et des PMA en vue d'identifier, de formuler et de traiter les conclusions communes, les causes profondes et les besoins les plus prioritaires en matière de transport maritime.

51 Dans le cadre du programme ont également été menées des activités en faveur des régions du Pacifique et de l'Afrique, qui comptent la plus forte concentration d'États Membres de l'OMI classés respectivement dans la catégorie des PEID et des PMA. Ces activités comprenaient :

- .1 le soutien à la participation de fonctionnaires à la vingt-troisième réunion du Forum des responsables des agences de sécurité maritime de l'Asie et du Pacifique (APHoMSA), ainsi qu'au cours d'initiation aux opérations de recherche et de sauvetage et au cours de perfectionnement en la matière, qui se sont tous deux tenus en juin 2023;

- .2 l'examen du cadre d'action régional du Pacifique sur les services de transport 2011-2022; et
- .3 le soutien à une réunion de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine dans le cadre du Projet de partenariats GloLitter, qui s'est tenue au Kenya en novembre 2023.

52 Le **Programme sur les femmes du secteur maritime**, qui constitue une priorité de coopération technique pour l'OMI au titre du cadre de coopération technique, a pour principal objectif de parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans le secteur maritime, en favorisant un environnement inclusif qui soutient la croissance des femmes, exploite leurs talents et reconnaît leurs contributions. On trouvera dans le document TC 74/9 des renseignements plus détaillés concernant les travaux réalisés dans le cadre de ce programme en 2023.

53 Le **programme intitulé "Renforcement des capacités et formation"** continue de contribuer au renforcement des capacités maritimes nationales et régionales par la mise en valeur des ressources humaines. En 2023, le programme a financé l'octroi de bourses à des spécialistes du domaine maritime, ce qui leur a permis de suivre des études de troisième cycle universitaire à l'UMM et à l'IMLI (voir les documents TC 74/10(a) et TC 74/10(b), respectivement), ainsi que de participer à des cours de courte et de moyenne durées dans d'autres établissements de formation (voir le document TC 74/10(c)). Le programme a aussi permis d'aider l'UMM et l'IMLI à améliorer leur gouvernance et a soutenu l'organisation de conférences en présentiel ou en mode virtuel, y compris l'organisation d'un séminaire à l'IMLI par des membres du corps enseignant de l'UMM.

54 En outre, ce programme a financé la formation de fonctionnaires à l'élaboration de politiques nationales des transports maritimes. Les activités en question comprenaient l'organisation d'un atelier au Belize afin de soutenir le développement maritime durable et de garantir le respect des obligations et responsabilités internationales du pays en tant qu'État du pavillon, État du port et État côtier. Le programme a également permis de parrainer un atelier sur les principes généraux à respecter pour rédiger la législation nationale visant à mettre en œuvre les conventions de l'OMI, auquel ont participé des juristes, des rédactrices et rédacteurs législatifs et des conseillères et conseillers politiques de plusieurs pays, ce qui a permis de mieux faire connaître les instruments de l'OMI et de renforcer les connaissances et les compétences requises pour élaborer une législation nationale visant à mettre en œuvre les conventions de l'OMI. Grâce à un accord de partenariat avec la République de Corée, un financement a aussi été accordé pour appuyer un programme de formation pratique à bord organisé à Busan, qui a aidé un certain nombre d'élèves officiers d'Afrique et d'Ukraine à satisfaire à la norme minimale relative au service en mer conformément à la Convention STCW.

55 En ce qui concerne les cours d'apprentissage en ligne, un financement a été fourni au titre de ce programme aux fins de la mise au point de matériel de formation et de contenu de cours pour les thèmes maritimes suivants :

- .1 Convention BWM;
- .2 cours d'introduction sur la lutte contre le trafic d'espèces sauvages dans les chaînes d'approvisionnement maritimes;
- .3 Protocole de Londres;
- .4 guichet unique maritime; et
- .5 traduction en français du cours d'apprentissage en ligne introductif sur la Convention OPRC.

56 Les dépenses engagées à l'appui du recrutement d'un administrateur auxiliaire, dans le cadre du personnel mis à disposition à titre gracieux, ont elles aussi été couvertes par ce programme.

57 Le programme mondial sur la **réduction des émissions dans l'atmosphère provenant des navires et dans les ports et la mise en œuvre effective de l'Annexe VI de MARPOL et de la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES** a été conçu pour fournir une assistance aux États Membres en ce qui concernait la ratification et la mise en œuvre efficace de l'Annexe VI de MARPOL, la Stratégie de l'OMI concernant la réduction des émissions de GES provenant des navires, la mise en œuvre cohérente de la stratégie IMO2020 et les zones de contrôle des émissions de soufre (SECA).

58 Au cours de l'année 2023, le programme, dans le cadre d'activités nationales et régionales, a permis de continuer à sensibiliser à la nécessité de décarboner les transports maritimes internationaux. Il a notamment permis de comprendre les voies de décarbonation et les combustibles et techniques à émissions nettes nulles ou à émissions quasi nulles qui peuvent être utilisés, et de donner une bonne impulsion aux États Membres d'Afrique, des États arabes, d'Asie et du Pacifique pour qu'ils élaborent leurs plans d'action nationaux sur la réduction des émissions de GES provenant des transports maritimes, conformément à la résolution MEPC.327(75). Un certain nombre de programmes régionaux du PICT ont également permis d'appuyer la mise en œuvre de la Stratégie de l'OMI concernant les GES, en mettant l'accent sur la promotion des synergies entre la décarbonation des transports maritimes internationaux et la transition vers les énergies vertes, y compris en incitant les parties prenantes à investir dans la production de combustibles durables et la mise en place d'infrastructures associées.

59 En février 2023, le programme a soutenu une table ronde régionale aux Fidji sur l'amélioration de la disponibilité des données sur les coûts des transports maritimes dans la région du Pacifique, organisée par l'OMI, le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) et le Centre de coopération en matière de technologie maritime (MTCC) du Pacifique. Lors de cette table ronde, il a été examiné ce que pourrait signifier une "transition juste et équitable" vers des transports maritimes à faible teneur en carbone et comment cela pourrait accélérer les progrès vers la réalisation d'un certain nombre d'objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 7 (énergie propre et d'un coût abordable), l'ODD 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), l'ODD 14 (vie aquatique) et l'ODD 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).

60 En outre, le programme a continué à appuyer les réunions et activités pertinentes du système des Nations Unies sur la mise en œuvre des ODD des Nations Unies susmentionnés, ainsi que le thème de la Journée mondiale de la mer de 2023, à savoir "50 ans après MARPOL, notre engagement continue". À cet égard, en novembre 2023, le programme a financé la représentation de l'OMI à la quatrième conférence maritime SheEO et la présentation qui a été faite en ce qui concernait la décarbonation, la numérisation et la diversité du secteur des transports maritimes. Les participantes et participants ont été informés des effets positifs sur l'environnement de l'adoption de MARPOL, principal traité mondial pour la prévention de la pollution du milieu marin par les navires, qu'elle soit intentionnelle, opérationnelle ou accidentelle.

61 Par ailleurs, en marge de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 28) qui s'est tenue à Dubaï (Émirats arabes unis) du 30 novembre au 12 décembre 2023, le programme a soutenu la participation à ladite COP 28 et a permis de rendre compte de l'avancement des travaux de l'Organisation sur la réduction des émissions de GES. Il a notamment été rendu compte de l'adoption de la Stratégie de l'OMI de 2023

concernant les GES à la cinquante-neuvième session de l'Organe subsidiaire de Conseil scientifique et technologique (SBSTA) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), comme cela a également été indiqué dans la contribution de l'OMI au premier [Bilan mondial](#).

62 En outre, le Secrétariat a coorganisé deux manifestations parallèles à la COP 28 et a participé à un certain nombre d'autres manifestations parallèles (voir le document MEPC 81/INF.10). Une manifestation parallèle à la COP 28 (2 décembre 2023), organisée par l'OMI en collaboration avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), a permis d'étudier comment les politiques élaborées par l'intermédiaire de l'OACI et de l'OMI, deux institutions spécialisées des Nations Unies, favorisaient la transition vers l'énergie propre pour l'aviation et les transports maritimes internationaux, à l'appui de l'objectif de température fixé dans l'Accord de Paris. Le 9 décembre 2023, l'OMI a coorganisé une manifestation parallèle avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'IRENA sur l'élaboration des mesures de réduction des émissions de GES à moyen terme de l'OMI. Lors de deux tables rondes représentant les différents points de vue des gouvernements et du secteur, le mécanisme de tarification des émissions de GES et les propositions relatives à l'intensité des émissions imputables au combustible qui étaient actuellement en cours d'élaboration et d'évaluation ont été présentés. Référence complémentaire : [L'OMI prend part à la COP 28](#).

63 En décembre 2023, l'OMI, en coopération avec l'équipe spéciale sur la transition juste dans le secteur maritime (Maritime Just Transition Task Force), s'est lancée dans un projet à long terme intitulé "Cadre de référence relatif à la formation des gens de mer en matière de décarbonation", visant à élaborer des supports de formation pour aider les établissements d'enseignement et de formation maritimes à préparer les gens de mer à des émissions nulles ou quasi-nulles des navires, conformément à la Stratégie de l'OMI de 2023 concernant les GES. Ainsi, le projet vise à aider le secteur mondial des transports maritimes à se décarboner et à garantir que la formation à la décarbonation est disponible pour les gens de mer qui se trouvent en première ligne dans le secteur des transports maritimes. Une fois élaboré, un Cadre de référence relatif à la formation des gens de mer en matière de décarbonation sera d'abord mis à l'essai en Asie à l'aide d'un programme dirigé par l'Université maritime mondiale (UMM) et avec l'appui du MTCC d'Asie et d'autres partenaires.

64 Le programme mondial pour le **renforcement de la sûreté maritime** demeure axé sur la fourniture d'une assistance ciblée pour répondre aux menaces croissantes posées par le terrorisme, la piraterie, les vols à main armée, la contrebande et d'autres activités illicites en mer, et prendre des mesures qui protègent les navires et les ports. Il répond aux demandes que plusieurs Gouvernements contractants à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (Convention SOLAS) avaient formulées concernant l'application des prescriptions énoncées dans le chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et dans le Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS), ainsi qu'à l'égard d'autres mesures de sûreté maritime qui avaient été prises par l'OMI, telles que la mise en place du système d'identification et de suivi des navires à grande distance (système LRIT), la mise en œuvre de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (Convention SUA) et les aspects de la Convention FAL relatifs à la sûreté.

65 En 2023, au titre du programme, 18 activités ont été organisées et/ou coorganisées avec des partenaires de développement à l'intention des autorités désignées, des responsables de la sûreté des ports et des navires, des gestionnaires, des Nations Unies et d'autres partenaires de mise en œuvre ayant un intérêt commun à renforcer la sûreté maritime dans le monde, y compris la facilitation de réunions avec les parties prenantes du secteur. Ces activités comprenaient, entre autres, une formation concernant le Code ISPS pour les autorités

désignées et les agents de sûreté des installations portuaires, les auditrices et auditeurs nationaux dans le domaine de la sûreté des installations portuaires, le registre national des risques liés à la sûreté maritime, une introduction au contrôle et à la fouille des passagers et des bagages, des exercices et entraînements avancés, des ateliers de formation des formateurs pour les consultantes et consultants de l'OMI et les évaluations des besoins en matière de sûreté.

66 Dans le cadre du programme, l'OMI a continué d'élargir de manière significative l'éventail des formations proposées aux États Membres sur les cadres de gouvernance nationaux en matière de sûreté maritime et de sûreté des ports et des navires. Outre les nouvelles formations proposées dans le cadre de l'approche mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics relative à la sûreté maritime, à la connaissance du domaine maritime et à l'introduction au contrôle et à la fouille des passagers et des bagages dans le secteur maritime, le Secrétariat élabore actuellement de nouvelles formations sur les menaces internes, la culture de la sûreté et le contrôle et la fouille pratiques des personnes et des bagages dans le secteur maritime.

67 Le programme continue de soutenir le renforcement des capacités de lutte contre la piraterie et la mise en œuvre à l'échelle mondiale de mesures visant à réprimer la piraterie en coordonnant les initiatives des parties prenantes, notamment en facilitant les réunions avec les représentantes et représentants du secteur et des centres de coordination interrégionaux. En 2023, le nombre global d'incidents a augmenté, 150 actes de piraterie et vols à main armée à l'encontre de navires ayant été signalés à l'Organisation, contre 131 en 2022. Les régions les plus touchées sont les détroits de Malacca et de Singapour (85), l'Afrique de l'Ouest (22), la mer de Chine méridionale (14) et l'Amérique du Sud (Pacifique) (14).

68 Dans le cadre du programme, l'on a poursuivi l'engagement à augmenter le nombre de femmes dans les activités de sûreté maritime en fournissant des fonds supplémentaires pour encourager leur participation aux ateliers, aux séminaires et aux cours de formation. En 2023, l'OMI a parrainé la participation de 29 candidates de pays en développement à un cours sur la sûreté maritime et portuaire organisé du 12 juin au 22 juillet au Galilee International Management Institute à Nahalal (Israël). Le cours abordait les différents aspects stratégiques, juridiques, logistiques et technologiques de la sûreté maritime, y compris la mise en œuvre d'évaluations de la sûreté des installations portuaires et l'élaboration de plans de sûreté des installations portuaires et de procédures de sûreté portuaire.

69 Enfin, en 2023, le programme a soutenu la représentation de l'OMI au sein de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme des Nations Unies (CTED) lors de visites de ports au Canada, au Chili, en Équateur, en République de Corée et en Thaïlande, afin d'évaluer leur conformité avec les instruments internationaux pertinents en matière de sûreté, à savoir le chapitre XI/2 de la Convention SOLAS, le Code ISPS et la Convention SUA.

70 Le programme mondial sur le **Programme d'audit des États Membres de l'OMI** s'est poursuivi avec succès pour aider les États Membres à former de nouveaux auditeurs et auditrices et à se préparer aux audits. L'organisation de cinq manifestations mondiales, régionales et sous-régionales dans les régions en développement, dans le cadre desquelles ont été formés 80 spécialistes au Programme d'audit des États Membres de l'OMI, a permis d'appuyer la mise en œuvre effective de la résolution A.1067(28), intitulée "Document-cadre et Procédures pour le Programme d'audit des États Membres de l'OMI".

71 En 2023, le programme a facilité la participation d'un observateur du Mexique à l'audit qui s'est déroulé en Argentine afin d'aider l'administration maritime nationale à assurer la préparation et le suivi de son audit effectué au titre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI.

72 Le programme a également permis de financer la mise au point du cours d'apprentissage en ligne de l'OMI à l'intention des auditrices et auditeurs, qui a été lancé en octobre 2023 et est accessible au public via la plateforme d'apprentissage en ligne de l'OMI. Le cours est aussi dispensé sous la forme d'une modalité d'apprentissage mixte dans le cadre de laquelle les participantes et participants doivent suivre le cours en ligne avant d'assister à la partie en présentiel, ce qui favorise la rentabilité et permet d'améliorer le contenu de la formation puisque les participantes et participants possèdent déjà les connaissances de base.

73 Dans le cadre du programme mondial de **développement maritime**, une assistance technique a été fournie à tous les niveaux pour l'alignement et l'intégration des ODD dans les plans et programmes de développement nationaux. Le programme a également soutenu les interventions effectuées au niveau mondial s'agissant des priorités thématiques en matière de coopération technique maritime, comme convenu par chacun des comités de l'OMI.

74 Dans le domaine de l'environnement, des activités ont été organisées pour promouvoir le Protocole de Londres, pour former des fonctionnaires du Bangladesh aux besoins et aux meilleures pratiques concernant la mise en place et la gestion d'une installation de traitement, de stockage et d'élimination des déchets afin de soutenir le secteur du recyclage des navires, pour mettre à jour le Manuel sur l'Outil d'évaluation de la préparation Excel à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures (Manuel RETOS) et le guide international d'évaluation de la planification de l'intervention et de la préparation concernant les déversements d'hydrocarbures, et pour appuyer les mesures de planification d'urgence prises à l'échelle nationale et entre des organismes des Nations Unies face au risque de déversement d'hydrocarbures provenant de l'**unité flottante de stockage et de déchargement SAFER** au Yémen. Les Directives de l'OMI sur l'utilisation d'agents dispersants chimiques dans la lutte contre les déversements d'hydrocarbures ont également été publiées en 2023 avec l'appui de ce programme.

75 En outre, le programme a parrainé des personnes de neuf pays pour participer à la Conférence internationale sur les déversements d'hydrocarbures pour la région Asie-Pacifique (Spillcon 2023), qui a renforcé les connaissances des participantes et participants sur des sujets liés à la préparation et à l'intervention en cas de pollution par les hydrocarbures, en vue d'améliorer leurs compétences techniques respectives et de développer les capacités au niveau national.

76 Le programme a également soutenu la campagne sur les médias sociaux et d'autres activités similaires visant à promouvoir la Journée internationale des gens de mer 2023 sur le thème "Les gens de mer et leurs voyages". Le fait de mettre l'accent sur les gens de mer et sur le voyage maritime permettra de faire le lien entre l'expérience des gens de mer et l'évolution des transports maritimes, notamment les avancées technologiques.

77 Le programme a appuyé et facilité l'atelier visant à tirer les enseignements des programmes de formation concernant le Recueil sur la navigation polaire qui s'est tenu en Argentine en novembre 2023 et qui a permis d'identifier les améliorations à apporter aux programmes de formation concernant le Recueil sur la navigation polaire afin d'atteindre l'objectif de gens de mer compétents conformément au chapitre 12 du Recueil sur la navigation polaire.

78 Au titre du programme, un soutien financier a également été apporté à un groupe d'étude chargé d'examiner les questions liées aux registres frauduleux et à l'immatriculation frauduleuse des navires ainsi que les mesures visant à prévenir et à combattre cette pratique. Ce groupe d'étude était coordonné par l'UMM, avec la participation de l'IMLI et de la CNUCED. Son rapport définitif a été soumis au Comité juridique (LEG 111/6).

79 S'agissant des mémorandums d'entente sur le contrôle par l'État du port, le programme a parrainé des formateurs et formatrices de fonctionnaires chargés du contrôle par l'État du port issus de régimes de contrôle par l'État du port en développement, afin qu'ils suivent une formation spécialisée et reçoivent des mises à jour sur les instruments pertinents, notamment en ce qui concernait les navires-citernes et les techniques d'inspection par l'État du port, conformément aux normes mondiales.

80 Grâce au soutien du programme, les travaux se sont poursuivis en ce qui concernait l'élaboration, la gestion et la mise à jour du Répertoire de l'OMI sur la simplification des formalités et le commerce électronique.

81 Le programme a également permis de produire une série de matériels promotionnels liés aux travaux de l'OMI, ainsi que des supports en réalité virtuelle destinés à sensibiliser le public à la gestion de l'encrassement biologique.

82 Le programme intitulé "**Promotion du Protocole de Londres**" permet d'apporter une assistance technique aux pays en développement en ce qui concerne le Protocole de Londres (y compris aux futures Parties au Protocole de Londres). En 2023, les activités ont continué de porter sur l'adhésion au Protocole et sa mise en œuvre, ainsi que sur l'identification et l'élimination des obstacles au respect des accords sur les rejets en mer dans le cadre déterminant de la gestion de la pollution des mers. L'année 2023 marque également l'adhésion de l'Iraq au Protocole de Londres. Le programme a aussi soutenu la poursuite des travaux des Groupes de travail 41 et 43 du Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin (GESAMP).

83 Le **programme intitulé "Cours types de l'OMI"**, qui est aujourd'hui géré en dehors du cadre du PICT, constitue un cadre pour élaborer de nouveaux cours types de l'OMI et réviser des cours types existants, ainsi que pour assurer la production, la traduction, la mise en forme et l'impression de ces cours. En 2023, les deux nouveaux cours types intitulés comme suit ont été publiés dans ce cadre : "Formation en matière de sécurité des passagers et de la cargaison et d'intégrité de la coque" (KT146E) et "Gestion des ressources Machine" (KT717E), et huit cours types révisés intitulés comme suit ont été publiés : "Prévention de l'incendie et lutte contre l'incendie" (KTB120E), "Gestion des ressources à la passerelle" (KTB122E), "Aptitude à l'exploitation des embarcations et radeaux de sauvetage et des canots de secours autres que les canots de secours rapides" (KTB123E), "Aptitude à l'exploitation des canots de secours rapides" (KTA124E), "Lutte contre l'incendie – Formation avancée" (KTB203E), "Formation de sensibilisation à la sûreté à l'intention de tout le personnel des installations portuaires" (KTA325E), "Formation en matière de sûreté à l'intention des gens de mer chargés de tâches liées à la sûreté" (KTA326E) et "Formation de sensibilisation à la sûreté à l'intention de tous les gens de mer" (KTA327E).

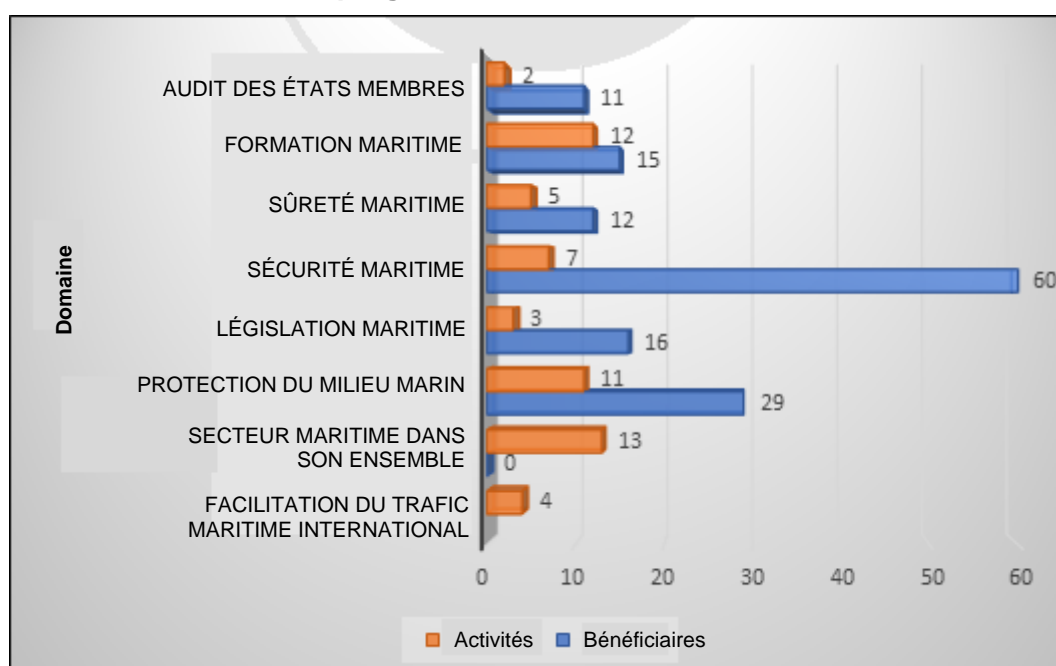
Tableau 7 – Synthèse des réalisations des programmes mondiaux, 2023³

Activités	2023
Missions consultatives/d'évaluation	0
Activités de formation à l'échelle nationale	n/a
Activités de formation à l'échelle régionale	n/a
Activités de formation à l'échelle mondiale	11

³ Afin de mieux rendre compte des pays bénéficiaires, les participantes et participants aux activités menées au titre des programmes mondiaux, y compris les bénéficiaires de bourses, ont été répartis par région bénéficiaire, dans la mesure du possible, et ont donc été inclus dans les tableaux régionaux des paragraphes précédents. Dans les cas où les participantes et participants à une activité venaient de plusieurs régions, ces participantes et participants ont été inscrits dans la catégorie mondiale.

Activités	2023
Autres activités	46
Personnes ayant bénéficié d'une formation/boursiers	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	143
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	n/a
Autres boursiers	n/a
Autres	
Responsables chargés de la stratégie	32

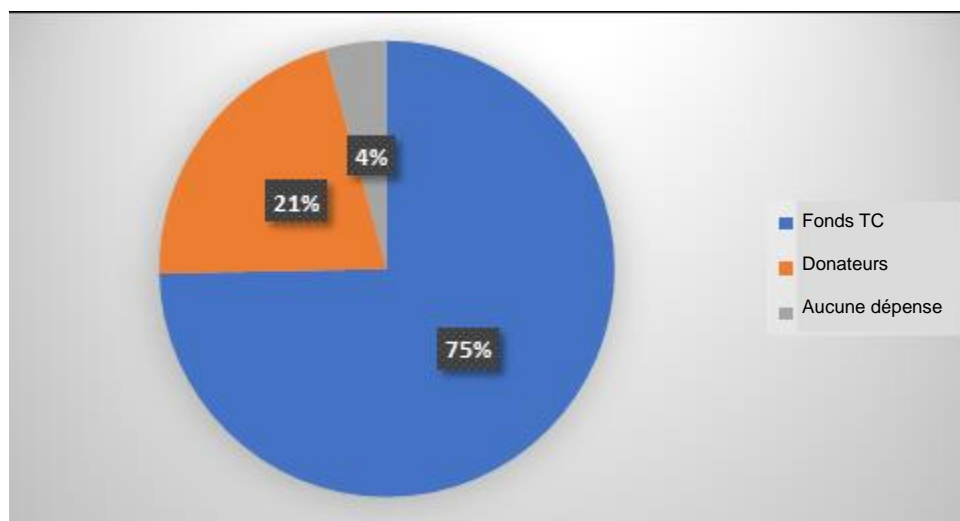
Graphique 12 – Activités et bénéficiaires d'une formation dans le cadre des programmes mondiaux, 2023



CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À L'APPUI DE L'EXÉCUTION DU PICT

84 Ainsi qu'il sera expliqué en détail dans l'additif au présent document, les activités menées dans le cadre du PICT sont financées à la fois par le Fonds TC et par des donateurs. On trouvera à l'appendice du présent document un tableau recensant l'ensemble des activités programmées pour 2023. Ce tableau comporte une colonne "Fonds TC" qui indique si l'activité a été financée en partie ou en totalité par le Fonds TC (mention "oui") ou si elle a été financée en totalité par des donateurs (mention "non") ou si aucune dépense n'a été engagée pour cette activité (mention "N/A"). Lorsqu'une cellule ne comporte pas de mention, cela signifie que l'activité a été reportée ou annulée. Le graphique 13 ci-dessous donne le pourcentage des activités achevées ou en cours qui ont été financées en partie ou en totalité par le Fonds TC et celles qui ont été financées en totalité par des donateurs.

Graphique 13 – Pourcentage des activités du PICT en 2023, par source de financement



CONTRIBUTIONS EN NATURE À L'APPUI DE L'EXÉCUTION DU PICT

85 Les contributions en nature des États Membres, des organisations régionales et internationales et du secteur des transports maritimes sont un élément essentiel du succès des activités du PICT. Cet appui en nature prend habituellement la forme de la mise à disposition d'installations d'accueil pour les activités exécutées. On trouvera dans l'appendice des renseignements détaillés sur chacune des activités menées au titre du PICT en 2023, y compris sur les lieux concernés. D'une manière générale, on peut partir du principe que, lorsqu'elles le peuvent, les autorités nationales du pays hôte mettent à disposition des installations d'accueil pour l'activité en question.

86 Outre les installations d'accueil qui ont été mises à disposition, comme indiqué ci-dessus, les contributions en nature ci-après ont grandement contribué à l'exécution des programmes du PICT en 2023.

Tableau 9 – Contributions en nature

Fourniture de :	Fournisseurs d'appui en nature :
Personnes ressources , telles que spécialistes et consultantes et consultants, mis à disposition à titre gracieux par :	Australie, Canada, Chili, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Ghana, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, République de Corée, Royaume-Uni, Singapour, CPPS, AISM, OHI, IPCSA, IPIECA, ISO, ITOFP, OSRL, CPS, PROE, CNUCED, CEE, OMD, WSC, WWF
Appui administratif , tel que la coorganisation et les arrangements logistiques, assuré par :	Argentine, Australie, Bahamas, Belize, Brésil, Cameroun, Chili, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, El Salvador, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Honduras, Kenya, Madagascar, Malawi, Malaisie, Nicaragua, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Philippines (les), République démocratique du Congo, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, CPPS, RAC/REMPEITC-Caribe, REMPEC, CPS, PROE
Services de restauration assurés par :	Arabie saoudite, Australie, Bahamas, Belize, Brésil, Cameroun, Chili, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Honduras, Iraq, Kenya, Madagascar, Malawi, Malaisie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Philippines (les), République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Thaïlande, Tunisie, Türkiye, COCATRAM, REMPEC, CPS
Aide financière , couvrant notamment les déplacements et le logement, fournie par :	Australie, Brunéi Darussalam, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Ghana, Guatemala, Îles Salomon, Kenya, Malaisie, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Singapour
Services de traduction et d'interprétation fournis par :	Japon, Nigéria
Autres types d'appui en nature fournis par :	<p>Appui administratif pour les bureaux de présence régionale situés en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, aux Philippines et à Trinité-et-Tobago</p> <p>Bureaux pour le bureau de présence régionale situé en Côte d'Ivoire</p> <p>Appui administratif et bureaux fournis par la CPS pour le bureau de présence régionale situé aux Fidji</p> <p>Bureaux fournis par les Îles Salomon et la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour les administrateurs et administratrices auxiliaires soutenant la transition du bureau de présence régionale de la région des îles du Pacifique</p>

PROJETS THÉMATIQUES À LONG TERME

87 Outre les programmes régionaux et mondiaux relevant du PICT, le programme de coopération technique de l'OMI pour 2023 a porté sur un certain nombre de projets thématiques à long terme. Ces services sont fournis à l'aide de fonds externes obtenus dans le cadre de la stratégie de mobilisation des ressources de l'OMI.

88 Ce portefeuille de projets à long terme toujours plus étoffé a permis de s'attaquer à divers défis mondiaux qui s'avèrent essentiels pour assurer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la transition du secteur maritime vers un avenir plus durable, tout en mettant l'accent sur les besoins des pays en développement, en particulier ceux des PEID et des PMA.

89 S'appuyant sur une série d'objectifs et d'activités clairement définis par un cadre de résultats faisant régulièrement l'objet de suivis et d'évaluations, ces projets sont mis en œuvre avec l'appui des parties prenantes et des partenaires stratégiques nationaux, régionaux et mondiaux. Parmi eux figurent des gouvernements, des parties prenantes du secteur, des organisations non gouvernementales et d'autres organisations relevant de la société civile, qui sont tous des partenaires essentiels pour garantir une mise en œuvre réussie et efficace des projets. Ces projets sont également alignés sur les priorités thématiques de coopération technique maritime convenues par chacun des comités de l'OMI et sur les ODD, et encouragent une collaboration et une participation actives entre l'OMI, les organismes publics et les autres parties prenantes concernées.

Projets en matière de GES

90 Le projet de **Réseau mondial de centres de coopération en matière de technologie maritime (GMN)** est financé par l'Union européenne, à hauteur de 11 millions de dollars. La phase I a été achevée avec succès en mars 2022 et visait à réduire les émissions de GES provenant des transports maritimes internationaux. En six ans, le Réseau mondial de MTCC a créé cinq MTCC en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes, en Amérique latine et dans le Pacifique, avec pour objectif principal de renforcer les capacités humaines et institutionnelles des administrations maritimes et des autorités portuaires. Le Réseau a organisé plus de 90 ateliers et conférences et exécuté dix projets pilotes de démonstration. Pour mettre à profit la réussite de ces activités, la Commission européenne s'est engagée à verser 10 millions d'euros supplémentaires destinés à appuyer le déploiement de la phase II du projet GMN (2023-2027). Dans la phase II, il s'agira avant tout de mener à plus grande échelle les activités des centres régionaux, en s'attachant à faciliter, dans les ports, l'adoption de mesures et de techniques en matière de rendement énergétique et à moderniser les navires existants des flottes nationales dans le cadre de démonstrations pilotes.

91 Au cours de la période considérée, il a été obtenu un certain nombre de résultats importants dans le cadre du **projet GreenVoyage2050 de l'OMI**, notamment en aidant les Îles Salomon à élaborer un plan d'action national pour réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant des navires et en réalisant une étude de faisabilité pour des projets pilotes identifiés en Afrique du Sud, en Géorgie et en Malaisie. GreenVoyage2050 a également permis la mise en place et l'organisation de deux nouveaux ateliers, l'un sur la [mise au point d'une méthode d'élaboration de plans d'action fondés sur les routes](#) à Singapour, et l'autre sur les [mesures portuaires en faveur du transport maritime écologique](#), à Mumbai (Inde). Le projet a bénéficié d'un financement supplémentaire pour une phase 2, qui se déroulerait à partir de janvier 2024, de la part du Gouvernement norvégien (210 millions de couronnes norvégiennes), ainsi que de contributions supplémentaires de l'Allemagne, de la Finlande, de la France et du Royaume des Pays-Bas d'un montant total de 450 000 euros. Pour plus d'informations sur les travaux menés dans le cadre du projet GreenVoyage2050, se reporter au site Web <https://greenvoyage2050.imo.org/>

92 **L'Alliance mondiale du secteur à l'appui des transports maritimes à faibles émissions de carbone (Alliance mondiale du secteur)**, un partenariat public-privé établi dans le cadre de GreenVoyage2050, a lancé un nouveau portail Web sur l'[arrivée "juste-à-temps"](#), et a mis au point et publié une série de vidéos sur le [CII](#) et l'[EEXI](#). L'Alliance mondiale du secteur a également mené plusieurs activités concernant les combustibles marine de substitution, notamment un [exercice de définition réglementaire](#), et a élaboré un glossaire regroupant la [terminologie relative à l'analyse du cycle de vie](#). En outre, elle a organisé une table ronde pour discuter des modèles de chaîne de responsabilité et d'intégrité en ce qui concernait la durabilité et les émissions de GES sur le cycle de vie des combustibles marine.

93 **Le programme de l'OMI intitulé "Coordinated Actions to Reduce Emissions from Shipping" (IMO CARES)**, financé par le Royaume d'Arabie saoudite (1,6 million de dollars), est un projet qui vise à réduire les émissions provenant des transports maritimes par des actions coordonnées à l'échelle mondiale. Après une phase préparatoire d'un an, le projet est passé à une phase de mise en œuvre à grande échelle le 1^{er} avril 2023. L'objet du projet est d'accélérer la démonstration de la technologie verte et son déploiement à l'échelle mondiale, en mettant l'accent sur les PEID et les PMA. Pour atteindre cet objectif, un défi mondial est en train d'être relevé en matière de technologie maritime, dont la finalité est de définir des solutions techniques appropriées. Ces techniques sont axées sur le rendement énergétique à l'échelle des ports et sur la modernisation des flottes nationales. Les solutions recensées feront à terme l'objet de démonstrations pilotes en Afrique et dans les Caraïbes dans le cadre de la deuxième phase du projet GMN. En outre, il sera établi, au titre du projet IMO CARES, un rapport détaillé, axé sur les techniques maritimes à haut rendement énergétique dans les pays en développement.

94 Dans le cadre du portefeuille GES, le **programme OMI-République de Corée GHG-SMART (programme de formation à un système durable de transports maritimes visant à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES)** est financé par la République de Corée à hauteur de 4,5 millions de dollars et vise à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES en renforçant les capacités des PMA et des PEID. Cela comprend l'élaboration d'un programme de formation complet et le suivi, l'évaluation et le perfectionnement après la formation. Le projet GHG-SMART offre un moyen novateur de dispenser les cours de formation de l'OMI, car il établit, pendant une année, un programme permanent à long terme. Au cours en ligne de formation élémentaire succèdent un suivi post-formation, une évaluation et des mesures d'amélioration. Les participantes et participants se voient dispenser une formation théorique en salle et pratique sur le terrain. La formation sur le terrain prévoit la visite des sites de développement technologique et de démonstration ainsi que des principales infrastructures qui contribuent à la réduction des émissions de GES et à l'accroissement du rendement énergétique. En outre, les deux participants les plus performants du programme (une femme et un homme) se voient offrir des bourses entièrement financées pour suivre un Master ès sciences en gestion de l'énergie marine, dispensé à l'UMM à Malmö (Suède). En 2023, 20 participantes et participants de 13 pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et du Pacifique ont été formés dans le cadre du projet GHG-SMART.

95 La troisième édition du **Forum de l'innovation OMI-PNUE-Norvège** a eu lieu le 28 septembre 2023. Le Forum de l'innovation est une plateforme mondiale d'échange de bonnes pratiques entre des décideuses et décideurs politiques internationaux compétents, des organisations maritimes, environnementales et de lutte contre le changement climatique, des développeuses et développeurs de technologies, des universitaires, le secteur maritime, les ports et le monde de la finance, qui vise à impulser la collaboration et l'innovation en faveur de l'action climatique dans le secteur maritime. Il met notamment l'accent sur la collaboration Nord-Sud et Sud-Sud pour promouvoir l'innovation inclusive afin d'accélérer la transition du

secteur maritime vers un avenir à émissions faibles ou nulles et est axé sur les besoins spécifiques des pays en développement, en particulier ceux des PEID et des PMA. Il est organisé en partenariat avec le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et est financé par le Gouvernement norvégien (644 991 de dollars sur quatre ans). La quatrième édition du Forum aura lieu en octobre 2024.

96 L'OMI et l'Autorité maritime et portuaire de Singapour (MPA) ont lancé conjointement **NextGEN Connect** ("GEN" signifie "Green and Efficient Navigation"). En réunissant les parties prenantes du secteur, le milieu universitaire et les centres de recherche mondiaux, NextGEN Connect permet de définir des solutions inclusives aux fins de la décarbonation du secteur maritime et de les mettre à l'essai le long de certaines routes maritimes. Son lancement a eu lieu à l'occasion de la Conférence OMI-Singapour sur l'avenir du transport maritime : décarbonation (6 avril 2022). Au titre de l'initiative NextGEN Connect, diverses parties prenantes ont été invitées à proposer des méthodes solides permettant d'élaborer conjointement, à titre expérimental, des plans d'action fondés sur des itinéraires en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre produites entre des points spécifiques d'une route maritime située dans la région Asie-Pacifique. À la suite de l'examen des propositions par un groupe de spécialistes, un lauréat a été annoncé lors de la semaine maritime de Singapour (24-28 avril 2023), et des travaux sont en cours pour élaborer des études de cas concernant des mesures éventuelles fondées sur les routes entre différents ports. En outre, la base de données NextGEN (nextgen.imo.org/) répertorie actuellement plus de 430 projets de décarbonation et rassemble un peu moins de 1 000 parties prenantes dans le monde, notamment des États Membres de l'OMI, des propriétaires de navires, des concepteurs de technologie, des sociétés de classification et des organisations non gouvernementales.

97 La troisième **Table ronde FIN-SMART OMI-BERD-Banque mondiale** s'est tenue le 23 juin 2023 au siège de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) à Londres. Plus de 50 responsables des secteurs financier, public et privé ont participé à la troisième Table ronde sur le financement du transport maritime durable (FIN-SMART) pour examiner les projets pilotes en cours ainsi que les propositions susceptibles d'être financées et pour renforcer l'importance générale de l'investissement des banques multilatérales de développement dans les transports maritimes écologiques. La table ronde vise à soutenir l'accélération des flux financiers, en particulier dans les pays en développement, aux fins de la décarbonation du secteur maritime, conformément aux priorités des pays et aux objectifs de la Stratégie de l'OMI de 2023 concernant la réduction des émissions de GES provenant des navires.

98 Le projet **Blue Solutions** est un projet de réduction des émissions provenant des transports maritimes en Asie, qui doit aider les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est à déterminer les possibilités de prévenir et de réduire les émissions imputables au transport. Sa phase préparatoire a été soumise à l'approbation de l'Initiative internationale pour le climat du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire (BMU) en 2022. Une fois approuvé, le projet de grande envergure ciblera la réduction des émissions de GES et autres polluants atmosphériques provenant des navires exploités dans les ports, mais aussi des transports exploités dans les régions que les ports desservent, par des mesures visant à accroître le rendement énergétique, à optimiser les processus et à adopter des techniques innovantes (solutions bleues).

Projets liés aux océans

99 Le projet intitulé "Création de partenariats pour aider les pays en développement à réduire au minimum les incidences de l'encrassement biologique" (projet de **partenariats GloFouling FEM-PNUD-OMI**) s'inscrit dans la continuité des efforts plus larges que l'OMI met en œuvre, en collaboration avec le PNUD et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), en vue de protéger les écosystèmes marins contre les effets négatifs des espèces aquatiques envahissantes. Le financement initial de ce projet est assuré par le **FEM** à hauteur de **6,9 millions de dollars**. Le projet encourage une intervention dans 12 pays bénéficiaires et 14 pays partenaires dans six régions à plusieurs niveaux : conduire des réformes juridiques, politiques et institutionnelles dans les pays pour mettre en œuvre les directives de l'OMI sur l'encrassement biologique; développer la capacité à mettre en œuvre une politique nationale; et faire participer activement le secteur privé à l'identification de solutions et de techniques efficaces pour lutter contre l'encrassement biologique. Il s'intéresse également aux émissions de GES dues à l'encrassement biologique des navires.

100 En 2023, le tout premier atelier sur les femmes arabes du secteur maritime et la gestion de l'encrassement biologique a été organisé et dispensé au titre du projet à Djedda (Royaume d'Arabie saoudite) les 10 et 11 mai. Cet atelier a permis à des femmes de 18 pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) d'approfondir leurs connaissances sur le thème de l'encrassement biologique et de ses effets et, en retour, de partager leurs connaissances pratiques en identifiant les lacunes liées à l'égalité des sexes et en trouvant des solutions. Au titre des partenariats GloFouling a également été organisé un atelier international sur la gestion de l'encrassement biologique au service de la prévention de la prolifération des espèces aquatiques envahissantes dans les zones marines protégées et les zones maritimes particulièrement vulnérables, lequel s'est tenu du 6 au 9 juin dans les îles Galapagos (Équateur). L'atelier a permis aux spécialistes de 20 pays d'échanger leurs points de vue, leurs méthodes et leurs pratiques en matière de prévention, d'évaluation des risques, d'inspection, de surveillance, de détection précoce et de réaction rapide à l'introduction d'espèces envahissantes du fait de l'encrassement biologique des navires. Dans le cadre du projet, un cours de formation axé sur l'élaboration de plans de gestion de l'encrassement biologique et des registres correspondants, éléments clés des Directives de l'OMI sur l'encrassement biologique, a été mis au point et dispensé dans sept des douze pays partenaires principaux. En 2023, deux comptes rendus ont également été établis sous leur forme définitive et publiés dans le cadre du projet GloFouling : l'un de la deuxième réunion de l'Équipe spéciale mondiale, qui s'était tenue en avril 2022, et l'autre de la deuxième édition du Forum-exposition de recherche et développement du projet de partenariats GloFouling sur la prévention et la gestion de l'encrassement biologique, qui s'était déroulée en octobre 2022.

101 Lancé en 2022, le projet **TEST Biofouling** (accélération du transfert de technologies respectueuses de l'environnement par des démonstrations pour réduire l'encrassement biologique et les émissions connexes), qui est financé par l'**Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) (4 millions de dollars)**, a pour but d'aider les pays en développement à consolider leurs connaissances relatives au contrôle et à la gestion de l'encrassement biologique et à présenter des approches efficaces concernant la gestion de l'encrassement biologique et l'atténuation des risques pour l'environnement que représente le transfert d'espèces aquatiques envahissantes du fait de l'encrassement biologique, dans le cadre de projets de démonstration régionaux et nationaux. En 2023, une série de cours de formation en ligne et virtuels (mis au point dans le cadre du projet GloFouling Partnerships) ont été dispensés au titre du projet TEST Biofouling sur le thème "Introduction à l'encrassement biologique et gestion des risques" à l'intention des pays partenaires du projet. En outre, une analyse approfondie de l'état des pays en matière de gestion de l'encrassement biologique a été réalisée et le projet entre dans la phase de démonstrations technologiques aux niveaux régional et national.

102 Dans le cadre de l'engagement envers l'ODD 5, l'on continue, au titre du projet TEST Biofouling, de mettre en œuvre des activités fondées sur le plan d'action en faveur de l'égalité des sexes élaboré dans le cadre du projet, lequel facilite la collaboration et la mise en commun des connaissances, et vise à relever les défis uniques auxquels les femmes sont confrontées dans le domaine de la gestion de l'encrassement biologique. Le projet a permis d'élaborer deux rapports d'analyse et des publications électroniques sur les femmes dans le domaine de la gestion de l'encrassement biologique et sur la participation des femmes dans les secteurs qui y sont liés. En outre, le projet a soutenu la participation de femmes représentant les pays partenaires principaux et les pays partenaires, à savoir la Jordanie et le Nigéria, à la manifestation Maritime SheEO (21 novembre 2023) pour souligner les contributions précieuses et le rôle indispensable qu'elles jouaient dans le secteur de la gestion de l'encrassement biologique, plaidant pour une reconnaissance plus large et la promotion de la diversité. Une campagne a été lancée au titre du projet dans les médias sociaux pour mettre en avant les programmes "He for She" et "She Champions" dans le secteur de la gestion de l'encrassement biologique. La campagne promeut les réalisations de chacun et chacune au sein d'un secteur efficace de la gestion de l'encrassement biologique qui bénéficie de l'ensemble des valeurs et des perspectives apportées par les hommes et les femmes dans ce domaine. Elle encourage aussi les parties prenantes à promouvoir activement la diversité de genre dans les domaines pertinents du secteur de la gestion de l'encrassement biologique.

103 Le **portefeuille visant à lutter contre les déchets plastiques rejetés dans le milieu marin par les navires** a été créé pour permettre de collaborer à la lutte contre ce problème dans le cadre de tous les projets relatifs aux déchets plastiques présents dans le milieu marin. Le projet à l'origine de cette initiative, à savoir le **Projet de partenariats OMI-FAO GloLitter**, est financé principalement par la Norvège et un financement supplémentaire a été obtenu de l'Australie et du Royaume d'Arabie saoudite pour un montant total de 4,5 millions de dollars. GloLitter accompagne les pays partenaires principaux dans l'achèvement de leurs plans d'action nationaux respectifs, de sorte à continuer à répondre jusqu'en 2024 aux besoins prioritaires inscrits dans les plans d'action nationaux. Neuf plans d'action nationaux ont été publiés et deux autres devraient être achevés prochainement. Priorité est donnée par les plans d'action nationaux aux mesures de lutte, à l'échelon national, contre les déchets plastiques rejetés dans le milieu marin par les navires, dans la droite ligne de l'Annexe V de MARPOL, du Protocole de Londres et du Plan d'action visant à traiter le problème des déchets plastiques rejetés dans le milieu marin par les navires. Une fois achevé leur plan d'action national, les pays seront en mesure de mettre en place des dispositifs de jumelage avec des pays partenaires de leur région, et ainsi de répondre ensemble, sous les auspices du Projet de partenariats GloLitter, aux enjeux d'intérêt commun liés aux déchets plastiques présents dans le milieu marin. Certaines régions ont établi des propositions d'activités de jumelage; le Costa Rica en est un exemple, le pays partenaire principal ayant demandé, avec les pays partenaires de la région, un plan d'action régional. Un consultant a été désigné pour poursuivre cette activité régionale.

104 Le deuxième projet du **portefeuille visant à lutter contre les déchets plastiques rejetés dans le milieu marin par les navires** est le **projet régional sur les déchets, RegLitter**, financé par la République de Corée avec un budget disponible de 5,5 millions de dollars. RegLitter s'appuiera sur les résultats du projet GloLitter en mettant l'accent sur les pays d'Asie. Les pays partenaires du projet GloLitter bénéficieront d'un soutien pour l'élaboration de leur propre plan d'action national et les pays partenaires principaux du projet GloLitter bénéficieront d'un soutien supplémentaire pour la mise en œuvre des activités incluses dans le plan d'action national élaboré dans le cadre du projet GloLitter. RegLitter est pour l'essentiel la phase 2 de GloLitter concernant les pays participants de la région Asie.

105 Le troisième projet du **portefeuille visant à lutter contre les déchets plastiques rejetés dans le milieu marin par les navires** est le **projet PRO-SEAS**, qui prendra quatre pays du projet GloLitter et constituera pour l'essentiel la phase 2 en ce qui concerne ces pays. Ces pays disposent tous d'un plan d'action national et le projet se concentrera sur des activités spécifiques identifiées dans ces plans d'action nationaux pour la mise en œuvre du projet. Ce projet est dans sa phase préparatoire et, à ce titre, son descriptif est encore en cours d'élaboration. En cas d'approbation, le FEM officialisera le projet et fournira un soutien de 7 millions de dollars.

106 Le **projet SENSREC** aide les pays en développement à mettre en œuvre la Convention de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires. Lancé au Bangladesh en 2015, il est financé par le Ministère norvégien des affaires étrangères. En 2023, grâce aux travaux menés au titre du projet SENSREC, le Bangladesh a adhéré à la Convention de Hong Kong et a contribué à la réalisation des conditions nécessaires à son entrée en vigueur, prévue pour juin 2025. En 2023, au titre du projet SENSREC, les activités restantes de la deuxième phase, telles qu'une évaluation des défis et des obstacles à l'intégration des femmes dans la main-d'œuvre en matière de recyclage des navires au Bangladesh, ont été achevées. À la fin de l'année 2023, un atelier de lancement a été organisé au titre du projet en vue du lancement de sa troisième phase au Bangladesh, qui sera axée sur le soutien au secteur national et aidera à la mise en place d'infrastructures pour la gestion des déchets dangereux en aval à Chattogram.

107 Le **projet de Partenariat mondial pour l'atténuation du bruit sous-marin dû à la navigation (Partenariat GloNoise)** est entré dans sa phase de mise en œuvre avec la signature de la version définitive du descriptif du projet en décembre 2023 par le FEM/PNUD et l'OMI. L'objectif global du projet de Partenariat GloNoise est d'établir un véritable partenariat mondial entre les parties prenantes, en mettant l'accent sur les pays en développement, afin de traiter le problème environnemental majeur que constitue le bruit sous-marin dû à la navigation. En particulier, le projet aidera les pays et les régions en développement à sensibiliser le public, à renforcer les capacités et à recueillir des renseignements afin de contribuer au dialogue politique sur l'atténuation du bruit sous-marin anthropique produit par les navires. Le projet s'appuie sur les Directives de l'OMI visant à réduire le bruit sous-marin produit par les navires de commerce pour atténuer leurs incidences néfastes sur la faune marine, ainsi que sur leurs futures révisions, et sur les discussions politiques pertinentes à de multiples niveaux. Le projet compte six pays pilotes principaux : l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Chili, le Costa Rica, l'Inde et Trinité-et-Tobago, et trois pays de jumelage : la Géorgie, Madagascar et la Malaisie, en plus des partenaires stratégiques.

Programme SMART-C

108 En 2023, l'OMI et la République de Corée ont signé une série d'accords visant à établir et à renforcer officiellement le **programme de coopération OMI-République de Corée sur le transport maritime durable (SMART-C)**. L'objectif du programme SMART-C, d'une valeur de 25,5 milliards de wons (environ 20 millions de dollars), est de promouvoir des systèmes de transport maritime durables et un milieu marin durable en renforçant les connaissances et en développant les capacités techniques dans les pays en développement dans le cadre de projets thématiques à long terme. Jusqu'à présent, cinq projets ont été lancés dans le cadre du programme SMART-C, à savoir les projets SMART-C Women, SMART-C Traffic, SMART-C GHG, SMART-C Leaders et SMART-C RegLitter.

109 **Projet SMART-C WOMEN** - Renforcement des compétences des femmes dans le secteur des transports maritimes durables en rehaussant leur niveau de qualification dans les domaines de la technologie maritime numérique et de la protection du milieu marin (2023-2026). L'objectif du projet est de contribuer à la réalisation de l'égalité des sexes en

augmentant les possibilités d'emploi pour les femmes dans le secteur maritime des pays en développement, dans les régions de l'Asie et du Pacifique, et en offrant aux femmes une formation pour les aider à faire progresser leur carrière dans les secteurs connexes. Plus précisément, le projet offrira aux femmes fonctionnaires des pays bénéficiaires une formation en ligne et en présentiel qui renforcera leurs compétences en ce qui concerne les techniques environnementales et numériques et les préparera à saisir ces nouvelles possibilités au sein du secteur maritime, tout en les aidant à acquérir de nouvelles qualifications grâce à des bourses d'études à l'Université maritime mondiale.

110 **Projet SMART-TRAFFIC** - Mise en place d'un système de régulation du trafic maritime pour les besoins du transport maritime durable (SMART) et renforcement des moyens opérationnels en la matière d'un pays en développement pilote (Philippines) (2023-2026). L'objectif du projet est de mettre au point, d'exploiter et de mettre à l'essai un service d'e-navigation en ligne, permettant d'analyser et de gérer efficacement les informations relatives à la sécurité maritime dans un environnement en ligne.

111 **Projet SMART-C GHG** – Renforcement des capacités dans deux pays pilotes asiatiques pour l'élaboration de plans d'action nationaux et la mise en œuvre de la Stratégie de l'OMI concernant les GES à l'aide des données sur les émissions de GES du secteur maritime (2023-2027). Ce projet vise à mettre en œuvre les règles maritimes en matière de réduction des émissions de GES en renforçant les capacités nécessaires à la collecte, à la gestion et à l'analyse des données de référence sur les émissions, conformément à la Stratégie de l'OMI de 2023 concernant les GES.

112 **Projet SMART-C Leaders** – Renforcement des capacités en matière d'application des conventions de l'OMI et de formation professionnelle des dirigeantes et dirigeants maritimes internationaux (2023-2027). L'objectif du projet est d'améliorer la capacité des PEID du Pacifique en matière d'inspection des navires, de contrôle par l'État du port (PSC) et d'inspection par l'État du pavillon, et d'aider le pays à mettre en œuvre le plan de mesures correctives établi après son audit dans le cadre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI.

Projets liés à la sûreté maritime

113 Dans le cadre du projet financé par l'UE sur la **sûreté portuaire et la sécurité de la navigation en Afrique orientale et australe et dans l'océan Indien**, l'on continue de travailler en étroite collaboration avec les points de contact nationaux et les représentantes et représentants de l'OMI pour mettre en œuvre les activités convenues. Les États participants sont l'Angola, les Comores, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles et la Tanzanie. Après des activités liées à l'examen de l'état de mise en œuvre des instruments de l'OMI, suivies par l'identification des obstacles à la transposition des principaux instruments de l'OMI dans la législation nationale, une assistance a été fournie pour la rédaction de la législation relative aux mesures de sûreté maritime.

114 En 2023, l'objectif de la mise en œuvre s'est élargi pour inclure la fourniture d'une formation concernant le contrôle et le respect du chapitre XI/2 de la Convention SOLAS, ainsi que le soutien à la réalisation d'évaluations de la sûreté des installations portuaires dans le cadre du Code ISPS, y compris (le soutien à) la rédaction des plans de sûreté des installations portuaires qui s'ensuivaient. La collaboration s'est poursuivie avec les États Membres participants aux fins de la mise en œuvre du Code ISPS et une assistance a été fournie à l'appui de la conduite sur place d'enquêtes dans les ports et installations portuaires désignés par chaque État Membre. Les plans de travail ont également été revus, et une prolongation sans frais d'une durée maximale de 24 mois a été approuvée à la suite de la deuxième réunion du comité directeur du projet, qui s'est tenue au Cap en mai 2023.

115 Le **Programme régional pour la sûreté maritime dans la zone de la mer Rouge**, financé par l'Union européenne (5,25 millions d'euros au total pour l'OMI), a été lancé en février 2021 à Djibouti. Dans le cadre de ce programme, l'OMI mène des actions coordonnées avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), à l'appui des pays participants, à savoir Djibouti, l'Éthiopie, la Somalie, le Soudan et le Yémen, afin de renforcer les capacités et de promouvoir des normes de sécurité et de sûreté adéquates pour les autorités maritimes, portuaires et terrestres chargées de l'application de la loi, conformément aux objectifs de la Stratégie maritime intégrée pour l'Afrique à l'horizon 2050.

116 Au cours de l'année 2023, les travaux de l'OMI étaient axés sur l'amélioration de la mise en œuvre du Code ISPS, à savoir le soutien aux pays participants dans la mise en place d'une approche de la sûreté maritime qui fasse intervenir l'ensemble des pouvoirs publics et favorise la coopération entre les organismes publics ayant un intérêt dans la sûreté maritime. Les activités ont favorisé la mise en place de comités nationaux de sûreté maritime, l'élaboration d'un registre national des risques liés à la sûreté maritime et l'établissement d'une stratégie nationale en matière de sûreté maritime. Un soutien de spécialistes a également été apporté à la réalisation d'évaluations de la sûreté des installations portuaires dans le cadre du Code ISPS.

117 Le **programme de mise en œuvre du Code de conduite de Djibouti** a continué d'aider les États Membres de l'océan Indien occidental et du golfe d'Aden à renforcer leur capacité à lutter contre la piraterie et d'autres menaces pour la sûreté maritime. En 2023, l'accent a été mis sur la mise en œuvre des priorités convenues lors des deux réunions de haut niveau tenues à Dubaï (mai 2022) et à Djedda (novembre 2022), notamment la mise en œuvre de la stratégie et de la feuille de route pour le développement du réseau d'échange de renseignements dans le cadre du Code de conduite de Djibouti, l'amélioration de la coordination des efforts de renforcement des capacités et la prise de mesures pour faire face aux menaces nouvelles et émergentes qui pesaient sur la coordination maritime. En priorité, les États participants se sont efforcés de renforcer les capacités nationales en mettant en œuvre le principe de l'OMI consistant à adopter une approche de la sûreté maritime qui fasse intervenir l'ensemble des pouvoirs publics.

118 Les États signataires avaient un calendrier d'activités bien rempli, qui comprenait les réunions du comité directeur, les activités du groupe de travail n° 1, qui était l'initiateur du développement du réseau d'échange de renseignements dans le cadre du Code de conduite de Djibouti, notamment pour la mise en place de centres nationaux interinstitutions d'échange de renseignements maritimes dans tous les États participants, ainsi que les activités du groupe de travail n° 2 sur la coordination du renforcement des capacités, qui a été élargi pour couvrir les différents domaines thématiques envisagés dans l'Amendement de Djedda.

119 Les États signataires ont maintenu une bonne collaboration avec les partenaires internationaux dans le cadre du Forum des amis du Code de conduite de Djibouti afin de s'assurer que l'assistance et le soutien techniques étaient fondés sur les lacunes et les priorités identifiées dans la matrice de coordination du renforcement des capacités élaborée au titre du Code de conduite de Djibouti et hébergée sur le portail réservé aux membres du site Web du Code de conduite de Djibouti. En octobre 2023, lors de la réunion de haut niveau qui s'est tenue au Cap, il a été convenu qu'il fallait élaborer une stratégie nationale en matière de sûreté maritime au titre du Code de conduite de Djibouti et encourager la coordination des opérations en mer pour faire face efficacement aux menaces croissantes qui pesaient sur la sûreté maritime.

120 Depuis novembre 2023, dans le cadre du Code de conduite de Djibouti, l'on se préoccupe de la dégradation de la situation en matière de sûreté dans la région de la mer Rouge et l'on s'efforce de trouver des solutions durables.

121 Le **programme intitulé "Sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre"** vise à appuyer la mise en place d'activités de renforcement des capacités axées sur la fourniture d'une assistance directe aux États Membres de la région, afin que ces derniers puissent développer et renforcer leurs moyens de faire face aux problèmes et aux difficultés qui surviennent au sein de leur espace maritime. Ce programme est financé au moyen des contributions versées au Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre et de contributions bilatérales.

122 Grâce à une contribution du Gouvernement du Royaume-Uni, l'OMI continue de mettre à disposition un spécialiste pour aider les États Membres du golfe de Guinée à poursuivre la mise en œuvre du Code de conduite de Yaoundé, qui a été signé le 25 juin 2013 par les 25 États Membres qui composent la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Commission du golfe de Guinée (CGG). L'objectif premier est d'instaurer une coopération régionale durable en matière de sûreté maritime en améliorant la gouvernance dans ce domaine, ce qui permettra de renforcer la lutte contre la criminalité maritime, et l'efficacité des procédures judiciaires dans les cas d'actes de piraterie et de vols à main armée à l'encontre des navires. À cet effet, il faut adopter une approche faisant intervenir l'ensemble des pouvoirs publics, continuer d'appuyer l'architecture régionale du Code de conduite de Yaoundé et coordonner efficacement les efforts déployés par les partenaires internationaux.

123 En outre, grâce à une contribution de la République de Corée, l'OMI a amélioré les moyens de communication à l'échelle du Centre multinational de coordination maritime de la zone F (CEDEAO) et promu la sécurité et la sûreté maritimes au sein de cette même zone et du golfe de Guinée. Il est prévu de mettre en place un projet de suivi dans la zone D de la CEEAC à l'aide des fonds versés par la République de Corée au premier trimestre de 2024.

124 En décembre 2023, l'OMI a signé un accord de 2 millions d'euros avec l'Allemagne pour financer le projet intitulé "Boosting African Implementation of the YCoC" (Accélérer la mise en œuvre du Code de conduite de Yaoundé en Afrique) (2024-2025). Le projet, qui appuie la CEEAC, la CEDEAO, la Commission du golfe de Guinée et les organes régionaux et nationaux de l'architecture de Yaoundé, appuiera également directement le Centre interrégional de coordination, basé à Yaoundé (Cameroun), qui joue un rôle stratégique dans la promotion de la coopération dans la région.

125 L'OMI remercie l'Allemagne, la République de Corée et le Royaume-Uni des contributions financières qu'ils ont versées au Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre.

APPENDICE

Activités prévues dans le cadre du PICT en 2023

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
PROGRAMMES RÉGIONAUX										
Soutien au développement maritime, Afrique (anglophone)										
Atelier sous-régional de sensibilisation concernant la mise en œuvre du Code maritime international des marchandises dangereuses (Code IMDG) et du Code maritime international des cargaisons solides en vrac (Code IMSBC)	Achevée	Juillet	Banjul (Gambie)	Les parties prenantes ont été sensibilisées et informées aux fins d'une meilleure utilisation du Code IMDG et du Code IMSBC, et la sécurité du transport des marchandises dangereuses a été renforcée.	Cabo Verde, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone	28	0	0	Sécurité maritime	Oui
Atelier sous-régional de sensibilisation concernant la mise en œuvre du Code maritime international des marchandises dangereuses (Code IMDG) et du Code maritime international des cargaisons solides en vrac (Code IMSBC)	Annulée		Le Cap (Afrique du Sud)		Afrique du Sud, Angola, Éthiopie, Kenya, Mozambique, Namibia, République-Unie de Tanzanie, Soudan du Sud				Non applicable	
Échanges à l'appui de la formation pratique à la recherche et au sauvetage – Formation des instructrices et instructeurs	Annulée		Londres (Royaume-Uni)		Maroc				Non applicable	
Sixième Conférence de l'Association des Administrations maritimes africaines (AAMA) – Appui à la participation des États Membres de la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et de la région anglophone de l'Afrique de l'Ouest et du Centre	Achevée	Mai	Mombasa (Kenya)	La Conférence a permis aux parties intéressées de mieux comprendre les faits nouveaux dans le domaine maritime/des transports maritimes, en particulier s'agissant de la mise en œuvre des instruments de l'OMI et des objectifs de la Stratégie intitulée "Décennie pour le renforcement des capacités (2021-2030)", dans le contexte de la Stratégie AIM 2050 de l'Union africaine.	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Libéria, Madagascar, Malawi, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Togo, Zambie, Zimbabwe	0	0	61	Secteur maritime au sens large	Oui
Atelier national sur les zones maritimes particulièrement vulnérables (PSSA)	Annulée		Le Cap (Afrique du Sud)		Afrique du Sud				Non applicable	
Atelier national sur la planification d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures	Achevée	Mai	Port-Louis (Maurice)	Les participantes et participants se sont familiarisés avec la nécessité de prendre rapidement une décision pour atténuer les incidences d'un déversement d'hydrocarbures et avec l'importance de la coopération entre les parties prenantes à l'échelle nationale et celles des pays voisins et de la communauté internationale au sens large. L'atelier portait également sur les rôles et responsabilités avant et pendant l'intervention en cas d'événement de pollution, les réglementations et conventions sur la question, et sur la responsabilité et l'indemnisation.	Maurice	32	0	0	Protection du milieu marin	Non
Atelier régional à l'intention des femmes participant aux activités de recherche et de sauvetage	Achevée	Février	Rabat (Maroc)	Les femmes formées dans le cadre de l'atelier deviendront des modèles (et éventuellement des mentors) pour d'autres femmes qui participent aux activités de recherche et de sauvetage. L'atelier a également offert aux participantes la possibilité de nouer des relations et de former un groupe d'entraide. Il a été organisé en collaboration avec l'IMRF.	Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Libéria, Maroc, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo	17	0	0	Sécurité maritime	Non
Atelier régional à l'intention des femmes participant aux activités de recherche et de sauvetage	Achevée	Avril	Mombasa (Kenya)	Cette activité a contribué à l'adoption d'une stratégie sur l'égalité femmes-hommes, en renforçant et en développant les capacités des femmes africaines en matière de recherche et de sauvetage. Par ailleurs, les femmes formées dans le cadre de l'atelier deviendront des modèles (et éventuellement des mentors) pour d'autres femmes qui participent aux activités de recherche et de sauvetage. L'atelier a également offert aux participantes la possibilité de nouer des relations et de former un groupe d'entraide.	Afrique du Sud, Angola, Comores, Kenya, Madagascar, Mozambique, Namibie, Seychelles, Somalie, République-Unie de Tanzanie	14	0	0	Sécurité maritime	Non
Atelier sous-régional sur la sécurité des navires effectuant des voyages nationaux et des transbordeurs à passagers	Achevée	Mars	Kampala (Ouganda)	Les participantes et participants se sont familiarisés avec les notions et les principes qui sous-tendent les règles types relatives à la sécurité; la formation a permis de renforcer les capacités en matière de surveillance, de communication de renseignements et de contrôle des navires effectuant des voyages nationaux; les besoins en matière de coopération technique avec la République de l'Ouganda ont été recensés.	Kenya, Malawi, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Soudan du Sud, Zambie, Zimbabwe	29	0	0	Sécurité maritime	Non

TC 74/3
Annexe, page 38

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Soutien au développement maritime, Afrique (anglophone) (suite)										
Cours national de formation des instructrices et instructeurs, dans le cadre de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée, et examen de l'Administration maritime	Achevée	Mars	Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	L'évaluation des besoins a permis de recenser les domaines dans lesquels une assistance technique supplémentaire serait la bienvenue en vue de renforcer les capacités institutionnelles et humaines de l'administration maritime (TASAC) et, partant, de permettre au pays de pleinement exercer ses responsabilités et satisfaire à ses obligations, telles qu'elles sont énoncées dans les différents instruments de l'OMI auxquels le pays est Partie. Acquisition de compétences à l'appui de la planification et de l'élaboration d'une formation et d'instructions efficaces; sélection de méthodes et de supports d'enseignement appropriés; capacité à évaluer le processus d'enseignement et d'apprentissage.	République-Unie de Tanzanie	35	0	0	Sécurité maritime	Oui
Cours national de formation national : coordination sur place (Manuel IAMSAR, volume III), y compris les notions fondamentales en matière de recherche et de sauvetage	Achevée	Avril	Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	La formation s'est traduite par la mise en œuvre des meilleures pratiques du secteur dans la conduite des opérations de recherche et de sauvetage et par une coopération renforcée entre les organismes nationaux chargés des activités de recherche et de sauvetage.	République-Unie de Tanzanie	39	0	0	Sécurité maritime	Oui
Atelier national sur la mise en œuvre de la Convention sur la gestion des eaux de ballast	Annulée		Port-Louis (Maurice)		Maurice				Non applicable	
Atelier régional sur le système de gestion des incidents	Achevée	Mai	Nairobi (Kenya)	Amélioration des connaissances sur la mise en œuvre effective de la Convention OPRC et du Protocole OPRC-HNS, et sur les avantages de la coopération et de la coordination régionales aux fins de la préparation aux déversements en mer et de l'intervention en cas d'incidents. Examen de la nécessité, du mandat, de la faisabilité et de la viabilité d'un centre régional sur la préparation aux déversements et l'intervention en cas d'incidents pour l'Afrique de l'Est et l'Océan Indien occidental.	Afrique du Sud, Comores, Ghana, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Seychelles	41	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Formation à l'administration et à la gestion des opérations de recherche et de sauvetage (Manuel IAMSAR, volume I)	Achevée	Juin	En ligne	Cette activité a contribué à renforcer les compétences et la confiance des participantes et participants à la formation aux fins de l'application des meilleures orientations concernant la création et la mise en place de systèmes SAR de manière méthodique et bien planifiée, les étapes essentielles à améliorer, ainsi que la mise en œuvre de processus de gouvernance et de gestion améliorés à tous les niveaux du système d'intervention en cas d'urgence maritime. Elle a également permis d'améliorer le respect des dispositions des conventions pertinentes de l'OMI et de sensibiliser les responsables aux meilleures pratiques en matière de bonne gouvernance et de gestion.	Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Libéria, Maroc, Mauritanie, Sénégal, Sierra Leone	12	0	0	Sécurité maritime	Oui
Atelier national d'appui à la mise en œuvre des Annexes I à VI de MARPOL dans la législation kényane	Achevée	Mai	Mombasa (Kenya)	Renforcement des connaissances concernant le processus de ratification, de mise en œuvre et d'application des Annexes I à VI de MARPOL. Élaboration d'un projet de législation nationale pour l'application efficace des Annexes I à VI de MARPOL.	Kenya	0	0	11	Protection du milieu marin	Oui
Appui à l'Angola aux fins de la mise en œuvre du projet SWIFT - Étude des processus institutionnels	Achevée	Juin	Singapour (Singapour)	La plateforme SWIFT a été sensiblement améliorée. L'Angola et les représentants et représentants de l'Autorité maritime et portuaire, y compris les parties prenantes issues du secteur privé angolais, ont activement pris part aux efforts consentis à cette fin.	Angola, Singapour				Simplification des formalités	Oui
Mission d'évaluation des besoins aux fins du respect et de la mise en œuvre de la Convention STCW de 1978	Achevée	Juin	Freetown (Sierra Leone)	La mission a permis d'évaluer le niveau de mise en œuvre de la Convention STCW de 1978 en Sierra Leone et de recenser les lacunes et les éventuels besoins, autant de renseignements utiles à la poursuite de la fourniture d'une assistance technique à l'État Membre.	Sierra Leone				Sécurité maritime	Oui
Atelier régional de sensibilisation à l'importance de la présentation du rapport d'évaluation indépendante conformément à la règle 1/8.3 de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée	Achevée	Juillet	Mombasa (Kenya)	Les participantes et participants ont mieux compris l'importance du rapport d'évaluation indépendante, ainsi que les modalités applicables pour soumettre leur rapport conformément aux dispositions de la Convention STCW, telle que modifiée.	Afrique du Sud, Comores, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Zambie, Zimbabwe	27	0	0	Sécurité maritime	Oui
Atelier régional sur la recherche et le sauvetage	Achevée	Novembre	Le Cap (Afrique du Sud)	L'atelier a contribué à appuyer la mise en relation des différents centres régionaux de coordination de sauvetage maritime et a fourni une plateforme aux fins de l'échange d'idées et de solutions envisageables pour répondre aux difficultés rencontrées. Le niveau et la qualité des interventions et des échanges menés par les participantes et participants ont témoigné de l'engagement et de l'enthousiasme de ces derniers quant à la possibilité qui s'offrait à eux de rencontrer leurs homologues.	Afrique du Sud, Kenya, Libéria, Maroc, Nigéria	10	0	0	Sécurité maritime	Oui
Traduction en anglais du cours d'apprentissage en ligne intitulé "Initiation au Code ISM"	En cours		À domicile (France)						Non applicable	Oui

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Soutien au développement maritime, Afrique (anglophone) (suite)										
Formation à l'administration et à la gestion des opérations de recherche et de sauvetage (Manuel IAMSAR, volume I)	Achevée	Décembre	En ligne	Cette activité a contribué à renforcer les compétences et la confiance des participantes et participants à la formation-----n aux fins de l'application des meilleures orientations concernant la création et la mise en place de systèmes SAR de manière méthodique et bien planifiée, les étapes essentielles à améliorer, ainsi que la mise en œuvre de processus de gouvernance et de gestion améliorés à tous les niveaux du système d'intervention en cas d'urgence maritime. Elle a également permis d'améliorer le respect des dispositions des conventions pertinentes de l'OMI et de sensibiliser les responsables aux meilleures pratiques en matière de bonne gouvernance et de gestion.	Cabo Verde, Cameroun, Gambie, Libéria, Maroc, Namibie, Nigéria, Ouganda, Sierra Leone	16	0	0	Sécurité maritime	Oui
Appui à l'élaboration d'une proposition de PSSA autour des côtes de Maurice et de l'île Rodrigues	En cours		À domicile (Royaume-Uni)		Maurice				Non applicable	Oui
Assistance technique à Maurice – Examen du projet de législation pour la mise en application de la Convention SOLAS	En cours		À domicile (Royaume-Uni)		Maurice				Non applicable	Oui
Appui à l'Angola aux fins de la mise en œuvre du projet SWIFT – Engagement d'une consultante ou d'un consultant	Achevée	Novembre	Luanda (Angola)	Élaboration réussie du système de guichet unique maritime, achèvement du projet et mise en œuvre du système dans le port de Lobito	Angola				Simplification des formalités	Oui
Cours national de formation concernant les enquêtes sur les accidents et incidents de mer	Achevée	Mars	Accra (Ghana)	Conduite et notification efficaces et systématiques des enquêtes sur les accidents et incidents de mer	Ghana	38	0	0	Sécurité maritime	Non
Atelier national sur l'élaboration d'une législation visant à mettre en œuvre les instruments de l'OMI	Achevée	Mars	Mogadiscio (Somalie)	Meilleure compréhension des conventions de l'OMI, de leur ratification et de leur application dans le droit interne	Somalie	29	0	0	Législation maritime	Non
Soutien au développement maritime, Afrique (francophone)										
Mission d'évaluation des besoins concernant la mise en œuvre de la Convention STCW	Achevée	Avril	Yaoundé (Cameroun)	La mission a permis d'évaluer le niveau de mise en œuvre de la Convention STCW de 1978 au Cameroun et de recenser les lacunes et les éventuels besoins, autant de renseignements utiles à la poursuite de la fourniture d'une assistance technique à l'État Membre.	Cameroun				Sécurité maritime	Oui
Atelier régional sur le Code pour les enquêtes sur les accidents et la communication de renseignements y relatifs	Achevée	Mars	Abidjan (Côte d'Ivoire)	L'activité a permis de promouvoir et d'appuyer une mise en œuvre effective grâce au renforcement des capacités institutionnelles et des ressources humaines dans le domaine des enquêtes sur les accidents.	Bénin, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mauritanie, Sénégal, Togo	25	0	0	Sécurité maritime	Oui
Atelier national de sensibilisation concernant la mise en œuvre du Code maritime international des marchandises dangereuses (Code IMDG) et du Code maritime international des cargaisons solides en vrac (Code IMSBC)	Achevée	Juillet	Antananarivo (Madagascar)	L'activité a permis de sensibiliser et d'informer les participantes et participants aux fins d'une meilleure utilisation du Code IMDG et du Code IMSBC, ce qui s'est traduit par un transport des marchandises dangereuses plus sécurisé.	Madagascar	33	0	0	Sécurité maritime	Oui
Atelier sous-régional de sensibilisation concernant la mise en œuvre du Code maritime international des marchandises dangereuses (Code IMDG) et du Code maritime international des cargaisons solides en vrac (Code IMSBC)	Achevée	Octobre	Abidjan (Côte d'Ivoire)	Les participantes et participants ont été sensibilisés et informés aux fins d'une meilleure utilisation du Code IMDG et du Code IMSBC et la sécurité a été renforcée grâce aux bonnes pratiques en matière de transport des marchandises dangereuses. En outre, les participantes et participants ont été sensibilisés aux incidences potentielles sur l'environnement et aux procédures d'urgence et d'intervention en cas d'accident.	Bénin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Maroc, Mauritanie, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo	41	0	0	Sécurité maritime	Oui
Fourniture de publications de l'OMI à certains établissements de formation maritime	Achevée	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Les publications de l'OMI ont été diffusées auprès de plusieurs professionnels du secteur maritime de la région.	Madagascar				Secteur maritime au sens large	Oui
Assistance juridique à distance à l'appui de la mise en œuvre efficace des conventions de l'OMI en matière de pollution par les hydrocarbures, de responsabilité et d'indemnisation (GI WACAF)	Achevée	Août	En ligne	Les participantes et participants se sont familiarisés avec les dispositions et les obligations liées à la ratification des conventions de l'OMI relatives à la préparation aux événements de pollution et à la lutte contre ces événements, à la responsabilité et à l'indemnisation. En outre, ils en ont appris davantage sur le processus de transposition desdites conventions dans le droit interne.	Bénin, Guinée, Mauritanie, Togo				Protection du milieu marin	Oui
Atelier sur l'élaboration d'un plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures (GI WACAF)	Achevée	Septembre	Banjul (Gambie)	Les participantes et participants se sont familiarisés avec l'importance d'un cadre national efficace pour la préparation aux déversements d'hydrocarbures et l'intervention en cas de déversement, y compris en matière de communication, ainsi qu'avec les rôles et les responsabilités qui doivent être assumés avant et pendant un déversement d'hydrocarbures, en particulier l'importance d'une collaboration efficace entre les multiples parties prenantes. Un plan d'action a été établi en vue de faciliter l'actuelle mise au point d'un cadre national efficace pour la préparation aux déversements d'hydrocarbures et la lutte contre ces déversements.	Gambie	40	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Atelier sous-régional sur la mise en œuvre efficace des conventions de l'OMI en matière de pollution par les hydrocarbures, de responsabilité et d'indemnisation (GI WACAF)	Achevée	Octobre	Lomé (Togo)	Les participantes et participants se sont familiarisés avec les dispositions et les obligations liées à la ratification des conventions de l'OMI relatives à la préparation aux événements de pollution et à la lutte contre ces événements, à la responsabilité et à l'indemnisation. En outre, ils en ont appris davantage sur le processus de transposition desdites conventions dans le droit interne.	Bénin, Guinée, Mauritanie, Togo	18	0	0	Protection du milieu marin	Oui

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Soutien au développement maritime, Afrique (francophone) (suite)										
Atelier sous-régional sur l'élaboration d'une politique relative à l'utilisation d'agents dispersants (GI WACAF)	Achevée	Novembre	Johannesburg (Afrique du Sud)	Les participantes et participants ont pu approfondir leurs connaissances sur la manière d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques relatives à l'utilisation d'agents dispersants dans un contexte transfrontalier, afin de réagir efficacement en cas d'événement de pollution. L'activité a permis de renforcer la coopération entre l'Afrique du Sud, l'Angola et la Namibie concernant l'utilisation d'agents dispersants et les parties intéressées ont pu échanger sur les enseignements tirés de l'expérience et les difficultés rencontrées dans l'évaluation des besoins et l'établissement des priorités à l'échelle nationale lorsque la stratégie de lutte suppose l'utilisation d'agents dispersants.	Afrique du Sud, Angola, Namibie	18	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Atelier sur l'élaboration d'un plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures (GI WACAF)	Achevée	Février	Bissau (Guinée-Bissau)	Les participantes et participants se sont familiarisés avec l'importance d'un cadre national efficace pour la préparation aux déversements d'hydrocarbures et l'intervention en cas de déversement, y compris en matière de communication, ainsi qu'avec les rôles et les responsabilités qui doivent être assumés avant et pendant un déversement d'hydrocarbures, en particulier l'importance d'une collaboration efficace entre les multiples parties prenantes. Un plan d'action a été établi en vue de faciliter l'actuelle mise au point d'un cadre national efficace pour la préparation aux déversements d'hydrocarbures et la lutte contre ces déversements.	Guinée-Bissau	13	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Cours à l'intention des coordinatrices et coordonnateurs sur place (Manuel IAMSAR, Vol. III), y compris les notions fondamentales en matière de recherche et de sauvetage	Achevée	Juillet	En ligne	L'activité a permis aux participantes et participants de renforcer leurs compétences et d'être plus confiants aux fins de la mise en œuvre des meilleures pratiques dès lors qu'ils agissent en qualité de coordinatrice ou coordonnateur sur place.	Afrique du Sud, Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Libéria, Maroc, Namibie, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Somalie	18	0	0	Sécurité maritime	Oui
Cours avancé pour les coordinatrices et coordonnateurs sur place (Manuel IAMSAR, Vol. III)	Annulée		En ligne		Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Togo				Non applicable	
Évaluation des ressources et des capacités en matière de recherche et de sauvetage et formation nationale sur la gestion et l'organisation de la recherche et du sauvetage (Manuel IAMSAR, Vol. I)	Achevée	Juin	Douala (Cameroun)	L'activité a permis de renforcer et d'améliorer les systèmes de recherche et de sauvetage, conformément aux normes de l'OMI, afin de réduire les pertes en vies humaines en mer.	Cameroun	37	0	0	Sécurité maritime	Non
Réunion régionale pour les cinq régions SAR d'Afrique	Achevée	Novembre	En ligne	La réunion a permis aux participantes et participants de mettre en commun leurs expériences et de réfléchir conjointement à des solutions pour répondre aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Elle permettra de renforcer la coopération en Afrique et d'améliorer la communication.	Afrique du Sud, Kenya, Libéria, Maroc, Nigéria	0	0	13	Sécurité maritime	Oui
Formation à la recherche et au sauvetage dans le cadre du Système mondial de détresse et de sécurité en mer	Achevée	Décembre	En ligne	Les participantes et participants ont compris le fonctionnement du SMDSM, ont acquis des connaissances fondamentales sur le SMDSM et en ont appris davantage sur le système de communication SAR. Cette activité permettra de renforcer la coordination des opérations de recherche et de sauvetage et se traduira par une meilleure utilisation du matériel.	Madagascar	18	0	0	Sécurité maritime	Oui
Formation à la recherche et au sauvetage dans le cadre du Système mondial de détresse et de sécurité en mer	Achevée	Novembre	En ligne	Les participantes et participants ont mieux compris le fonctionnement du SMDSM, ont acquis des connaissances fondamentales sur le SMDSM et en ont appris davantage sur le système de communication SAR. Cette activité permettra de renforcer la coordination des opérations de recherche et de sauvetage et se traduira par une meilleure utilisation du matériel.	Bénin	20	0	0	Sécurité maritime	Oui
Formation nationale à la recherche et au sauvetage	Achevée	Septembre	En ligne	La formation a permis aux participantes et participants de comprendre le fonctionnement du système SAR et d'acquérir des connaissances fondamentales en matière de recherche et de sauvetage, ce qui facilitera la mise en place d'un système SAR. Elle a également permis de promouvoir la coopération nationale, de mettre en lumière les tâches de recherche et de sauvetage et de clarifier les rôles de chaque partie.	Congo	10	0	0	Sécurité maritime	Oui
Formation nationale à la recherche et au sauvetage	Achevée	Décembre	En ligne	La formation a permis aux participantes et participants de comprendre le fonctionnement du système SAR et d'acquérir des connaissances fondamentales en matière de recherche et de sauvetage, ce qui facilitera la mise en place d'un système SAR. Elle a également permis de promouvoir la coopération nationale, de mettre en lumière les tâches de recherche et de sauvetage et de clarifier les rôles de chaque partie.	Guinée	20	0	0	Sécurité maritime	Oui
Atelier national sur le Protocole de Londres, axé sur le captage et le stockage du carbone (CSC)	Reportée		Antananarivo (Madagascar)		Madagascar				Non applicable	
Formation nationale sur la mise en œuvre par l'État du pavillon	Reportée		Antananarivo (Madagascar)		Madagascar				Non applicable	

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Soutien au développement maritime, Afrique (francophone) (suite)										
Atelier sur l'élaboration d'un plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures	Achevée	Novembre	Nouakchott (Mauritanie)	Les participantes et participants se sont familiarisés avec l'importance d'un cadre national efficace pour la préparation aux déversements d'hydrocarbures et l'intervention en cas de déversement, y compris en matière de communication, ainsi qu'avec les rôles et les responsabilités qui doivent être assumés avant et pendant un déversement d'hydrocarbures, en particulier l'importance d'une collaboration efficace entre les multiples parties prenantes. Un plan d'action a été établi en vue de faciliter l'actuelle mise au point d'un cadre national efficace pour la préparation aux déversements d'hydrocarbures et la lutte contre ces déversements.	Mauritanie	29	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Mission d'évaluation des besoins sur le guichet unique maritime	Achevée	Décembre	Cotonou (Bénin)	Un rapport détaillé, contenant une analyse du système existant et des recommandations sur l'architecture du système, a été élaboré en vue d'aider l'État Membre à répondre aux prescriptions applicables au système du guichet unique maritime.	Bénin				Simplification des formalités	Oui
Mission d'évaluation des besoins sur le guichet unique maritime	Reportée		Lomé (Togo)		Togo				Non applicable	
Traduction en français du cours d'apprentissage en ligne intitulé "Initiation au Code ISM"	En cours		À domicile						Non applicable	Oui
Appui technique aux fins de l'élaboration du cours d'apprentissage en ligne intitulé "Initiation au Code ISM" en anglais et en français	En cours		À domicile						Non applicable	Oui
Appui au développement maritime, États arabes et Méditerranée										
Cours régional de formation sur l'évaluation, l'examen et la délivrance de brevets aux gens de mer (cours type 3.12 de l'OMI)	Reportée		Aqaba (Jordanie)		Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie, Yémen				Non applicable	
Mission consultative et séminaire national sur la ratification et la mise en œuvre efficace de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée	Annulée		Khartoum et Port-Soudan (Soudan)		Soudan				Non applicable	
Cours régional de formation concernant les enquêtes sur les accidents et incidents de mer	Achevée	Novembre	Doha (Qatar)	Les participantes et participants ont été informés des derniers faits nouveaux en matière d'enquêtes sur les accidents, à l'appui de la conduite efficace et systématique d'enquêtes et de signalements en cas d'accidents de mer dans la région.	Arabie saoudite, Égypte, Iraq, Jordanie, Liban, Libye, Qatar, Yémen	24	0	0	Sécurité maritime	Oui
Présence régionale - Appui à la création d'un bureau de présence régionale de l'OMI dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord	Achevée	Février	Alexandrie (Égypte)	On a procédé à l'inspection du bâtiment et on a vérifié que l'espace de bureau et les autres installations étaient adaptés. L'OMI s'est mise en rapport avec le Département de la sûreté et de la sécurité (DSS) pour effectuer l'évaluation habituelle de la sûreté et de la sécurité du bâtiment et des zones environnantes pendant la durée de la mission. En outre, on a débattu du projet de memorandum d'accord pour l'accueil du nouveau bureau de présence régionale de l'OMI dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord avec les responsables égyptiens de l'Autorité égyptienne pour la sécurité maritime.	Égypte				Secteur maritime au sens large	Oui
Réunion et atelier sur la Convention sur la gestion des eaux de ballast et l'harmonisation des procédures dans la région de la Méditerranée conformément à la Convention	Achevée	Mars	Kappara (Malte)	Renforcement des connaissances sur le processus de ratification, de mise en œuvre et d'application de la Convention BWM, ainsi que sur les prescriptions relatives au contrôle et au suivi de la conformité, et élargissement du réseau de spécialistes formés à la gestion et au contrôle des eaux de ballast. Examen du projet de procédures harmonisées à l'échelle régionale pour la mise en œuvre uniforme de la Convention BWM dans la région de la Méditerranée.	Albanie, Croatie, Égypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Liban, Libye, Malte, Maroc, Monténégro, Slovaquie, Tunisie, Turquie	29	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur les responsabilités en matière d'application des instruments par l'État du pavillon et de contrôle par l'État du port	Achevée	Juin	Djedda (Arabie saoudite)	Les participantes et participants ont été formés aux différents types d'inspection et de vérification prévus par les instruments pertinents de l'OMI.	Arabie saoudite	19	0	0	Sécurité maritime	Non
Atelier national sur les responsabilités en matière d'application des instruments par l'État du pavillon et de contrôle par l'État du port	Achevée	Juin	Dammam (Arabie saoudite)	Les participantes et participants ont été dûment formés aux différents types d'inspection et de vérification prévus par les instruments pertinents de l'OMI.	Arabie saoudite	15	0	0	Sécurité maritime	Non
Mission de consultation sur la mise en œuvre de l'évaluation indépendante en lien avec la Convention STCW de 1978, telle que modifiée	Annulée		Beyrouth (Liban)		Liban				Non applicable	
Élaboration d'une stratégie maritime nationale globale pour le Soudan	Annulée		Khartoum et Port-Soudan (Soudan)		Soudan				Non applicable	
Élaboration d'une stratégie maritime nationale globale pour l'Iraq	Achevée	Mars	Bagdad et Bassora (Iraq)	Une stratégie maritime nationale a été élaborée pour l'Iraq, afin de s'assurer que le pays répond à toutes les dispositions pertinentes des instruments applicables de l'OMI et des instruments internationaux pertinents.	Iraq				Secteur maritime au sens large	Oui
Soutien au développement maritime, Asie										
Atelier national de sensibilisation concernant la mise en œuvre du Code maritime international des marchandises dangereuses (Code IMDG) et du Code maritime international des cargaisons solides en vrac (Code IMSBC)	Achevée	Avril	Bangkok (Thaïlande)	Les parties prenantes en ont appris davantage sur le Code IMDG et le Code IMSBC et ont été sensibilisées à l'importance du signalement de tout problème à l'OMI par les États du pavillon et/ou les pays d'origine de la cargaison.	Thaïlande	50	0	0	Sécurité maritime	Oui

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Soutien au développement maritime, Asie (suite)										
Atelier national de sensibilisation concernant la mise en œuvre du Code maritime international des marchandises dangereuses (Code IMDG) et du Code maritime international des cargaisons solides en vrac (Code IMSBC)	Achevée	Mai	Hanoï (Viet Nam)	Les parties prenantes en ont appris davantage sur le Code IMDG et le Code IMSBC et ont été sensibilisées à l'importance du signalement de tout problème à l'OMI par les États du pavillon et/ou les pays d'origine de la cargaison.	Viet Nam	31	0	0	Sécurité maritime	Oui
Cours de base sur les enquêtes sur les accidents de mer à l'intention des États Membres de l'OMI (programme abrégé sur la base du cours type 3.11 de l'OMI)	Achevée	Avril	Manille (Philippines)	Les enquêtrices et enquêteurs nationaux chargés des accidents de mer ont appris à mener des enquêtes de sécurité sans imputation de la faute.	Philippines	24	0	0	Sécurité maritime	Oui
Appui au Brunéi Darussalam en vue de son adhésion à la Convention OPRC	Achevée	Mai	En ligne	Appui au Brunéi Darussalam en ce qui concerne les aspects essentiels de la Convention OPRC aux fins de la mise à jour de son plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures	Brunéi Darussalam				Protection du milieu marin	Non applicable
Atelier national à l'appui de l'élaboration d'un cadre national et mise au point définitive du plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures	Achevée	Octobre	Phnom Penh (Cambodge)	Renforcement des connaissances et de la compréhension de la ratification et de la mise en œuvre efficace de la Convention OPRC. Les participantes et participants se sont familiarisés avec l'importance d'un cadre national efficace pour la préparation aux déversements d'hydrocarbures et l'intervention en cas de déversement, y compris en matière de communication, ainsi qu'avec les rôles et les responsabilités qui doivent être assumés avant et pendant un déversement d'hydrocarbures, en particulier l'importance d'une collaboration efficace entre les multiples parties prenantes. Un plan d'action a été établi en vue de faciliter l'actuelle mise au point d'un cadre national efficace pour la préparation aux déversements d'hydrocarbures et la lutte contre ces déversements.	Cambodge	51	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la mise en œuvre du Protocole de Londres	Annulée		Colombo (Sri Lanka)		Sri Lanka				Non applicable	
Participation de l'OMI à l'atelier de renforcement des capacités à l'intention du personnel des douanes de la région de l'Asie du Sud-Est	Achevée	Mars	Ha Long (Viet Nam)	L'OMI a présenté les nouvelles Directives pour la prévention et l'élimination de l'introduction clandestine d'espèces sauvages à bord des navires effectuant des voyages internationaux.					Simplification des formalités	Non applicable
Vidéos pédagogiques sur la sécurité des transbordeurs effectuant des voyages nationaux	En cours		À domicile (République de Corée)						Non applicable	Non
Atelier national sur la Convention OPRC	Annulée		En ligne		République populaire démocratique de Corée				Non applicable	
Atelier national à l'appui de l'adhésion à la Convention OPRC	Annulée		Bali (Indonésie)		Indonésie				Non applicable	
Atelier national à l'appui des travaux menés en faveur de l'adhésion à la Convention OPRC	Achevée	août	Hanoï (Viet Nam)	Renforcement des connaissances et de la compréhension de la ratification et de la mise en œuvre efficace de la Convention OPRC. Les participantes et participants se sont familiarisés avec l'importance d'un cadre national efficace pour la préparation aux déversements d'hydrocarbures et l'intervention en cas de déversement, y compris en matière de communication, ainsi qu'avec les rôles et les responsabilités qui doivent être assumés avant et pendant un déversement d'hydrocarbures, en particulier l'importance d'une collaboration efficace entre les multiples parties prenantes. Un plan d'action a été établi en vue de faciliter l'actuelle mise au point d'un cadre national efficace pour la préparation aux déversements d'hydrocarbures et la lutte contre ces déversements.	Viet Nam	43	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Plan régional d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures dans le cadre du mémorandum d'accord de l'ASEAN	Achevée	Novembre	Klang (Malaisie)	Les participantes et participants se sont familiarisés avec l'importance d'un cadre régional efficace pour la préparation aux déversements d'hydrocarbures et l'intervention en cas de déversement, y compris en matière de communication, ainsi qu'avec les rôles et les responsabilités qui doivent être assumés avant et pendant un déversement d'hydrocarbures. L'accent a été mis en particulier sur l'importance d'une collaboration efficace entre les multiples parties prenantes, ainsi que sur une compréhension poussée des défis communs et des complexités aux fins de la mise en œuvre d'un système régional de préparation et d'intervention efficace.	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam	27	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Séminaire national sur la ratification et la mise en œuvre de la Convention de Hong Kong sur le recyclage des navires	Achevée	Novembre	Karachi (Pakistan)	Dans le contexte de l'entrée en vigueur prochaine de la Convention de Hong Kong sur le recyclage des navires, les participantes et participants ont été sensibilisés à toutes les questions pertinentes (juridiques, techniques, administratives), en vue d'appuyer la mise en œuvre de la Convention et des directives connexes. En outre, ils ont mis en commun leurs meilleures pratiques en matière de recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires. Ils ont notamment échangé leurs connaissances sur les questions de recyclage des navires et de gestion des déchets du point de vue des pouvoirs publics, des sociétés de classification et des chantiers de recyclage des navires. Une visite a été organisée dans les chantiers de recyclage des navires à Gadani (Pakistan), au cours de laquelle les participantes et participants ont été informés des activités de recyclage de navires menées au Pakistan. À l'issue du séminaire, le Gouvernement (fédéral) pakistanais a approuvé la signature de la Convention de Hong Kong sur le recyclage des navires, ainsi que l'élaboration d'un projet d'instrument d'adhésion à l'OMI.	Pakistan	69	0	0	Protection du milieu marin	Non

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Soutien au développement maritime, Asie (suite)										
Participation de l'OMI aux quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions du Groupe de travail sur les transports maritimes de l'ASEAN	Achevée	Octobre	Da Nang (Viet Nam)	L'OMI a participé aux quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions du Groupe de travail sur les transports maritimes de l'ASEAN, au cours desquelles certaines questions intéressant le cadre de coopération technique de l'OMI dans la région de l'ASEAN ont notamment été examinées.					Secteur maritime au sens large	Oui
Fourniture de publications	Annulée		Londres (Royaume-Uni)						Non applicable	
Évaluation du rapport sur l'étude sur la sécurité et le rendement énergétique des navires à passagers effectuant des voyages nationaux aux Philippines	Achevée	Décembre	À domicile (multiples lieux)	On a procédé à un examen général et exhaustif des rapports des consultantes et consultants, y compris du rapport consolidé englobant les deux composantes de l'étude (à savoir, la sécurité et le rendement énergétique des navires à passagers effectuant des voyages nationaux).					Protection du milieu marin	Oui
Assistance technique à l'appui des travaux menés par le Brunéi Darussalam aux fins de la ratification des conventions de l'OMI pertinentes (Convention FAL, Convention OPRC, Annexe IV de MARPOL, Convention LLMC et Convention BWM)	Achevée	Août	Bandar Seri Begawan (Brunéi Darussalam)	Meilleure compréhension des processus de ratification et de mise en œuvre et du respect des dispositions de plusieurs conventions de l'OMI, y compris la Convention FAL, la Convention OPRC, l'Annexe IV de MARPOL, la Convention BWM et la Convention LLMC	Brunéi Darussalam				Législation maritime	Non applicable
Programme de détachement connexe au cours de base sur les enquêtes sur les accidents de mer à l'intention des États Membres	Achevée	Octobre	Singapour (Singapour)	Le personnel chargé des accidents et incidents de mer a reçu une formation pratique et a acquis une expérience concrète en matière de conduite des enquêtes.	Philippines, Thaïlande	4	0	0	Sécurité maritime	Non
Atelier de renforcement des capacités à l'appui de la sécurité de la navigation par des moyens numériques	Achevée	Septembre	Séoul (République de Corée)	Les parties prenantes ont échangé sur les initiatives prometteuses en matière d'e-navigation et de transition numérique qui sont menées en Asie et qui présentent un intérêt à l'échelle mondiale.	Bangladesh, Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Timor-Leste, Viet Nam	22	0	0	Sécurité maritime	Oui
Appui au développement maritime, Asie occidentale et Europe orientale										
Séminaire national sur la facilitation du trafic maritime	Achevée	Mai	Aktau (Kazakhstan)	Le séminaire a permis d'aborder de manière pratique diverses questions liées à la mise en place d'un guichet unique maritime au Kazakhstan et d'examiner les meilleures pratiques suivies par d'autres pays dans le domaine des guichets uniques maritimes. Il a donné la possibilité de rassembler toutes les parties prenantes des secteurs portuaire et maritime, afin d'examiner les modalités d'une éventuelle collaboration future.	Kazakhstan	46	0	0	Simplification des formalités	Oui
Cours régional de formation sur la coordination des missions SAR	Achevée	Juillet	Constanța (Roumanie)	À l'issue de la formation, les participantes et participants étaient mieux en mesure de remplir leurs fonctions de coordinatrice ou coordonnateur de missions SAR dans leur centre de coordination de sauvetage (RCC) respectif.	Bulgarie, Géorgie, Roumanie, Türkiye, Ukraine	14	0	0	Sécurité maritime	Oui
Coopération avec le TCT de l'UE et l'AESM	Achevée	Septembre	Tivat (Monténégro)	Une délégation de l'OMI a participé à la conférence organisée à l'occasion de la Journée de la mer de 2023 par la Communauté des transports de l'UE, à Tivat (Monténégro). Une délégation de l'OMI a également participé à la septième réunion du comité technique sur le transport par voie navigable et la multimodalité. Étaient aussi présents la Direction générale pour la mobilité et les transports de la Commission européenne, l'Organisation des ports maritimes européens, la Communauté des transports de l'UE, les autorités portuaires de Bar et de Durrës, l'Agence des transports maritimes de Géorgie, la Direction générale des affaires maritimes d'Albanie, la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Ministère des investissements du Monténégro et l'Agence navale de la République de Moldova.	Albanie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Monténégro, République de Moldova, Serbie, Ukraine				Secteur maritime au sens large	Oui
Séminaire national sur la Convention FAL	Achevée	Décembre	Durrës (Albanie)	Les participantes et participants, issus de différentes autorités publiques chargées de l'accomplissement des formalités concernant les navires (arrivée au port/départ du port) et de diverses structures privées, ont été formés aux notions, processus et procédures liés à l'échange électronique de données au moyen d'un guichet unique maritime. Des cadres supérieurs occupant des postes à responsabilité ont participé au séminaire.	Albanie	49	0	0	Simplification des formalités	Oui
Soutien au développement maritime, Amérique latine										
Atelier sur le programme d'amélioration et le plan de mise en œuvre du système national de préparation, de lutte et de coopération en matière de pollution par les hydrocarbures	Annulée		Sarajevo (Bosnie-Herzégovine)		Bosnie-Herzégovine				Non applicable	
Atelier régional à l'intention des administratrices et administrateurs maritimes principaux du ROCRAM-CA	Achevée	Juin	San Salvador (El Salvador)	Les participantes et participants ont été informés des activités menées par la Division de la coopération technique dans le cadre des programmes thématiques, conformément à la stratégie à long terme. Les activités prévues pour 2023 leur ont également été présentées. Il a été convenu que les autorités maritimes assisteraient à l'Assemblée générale, qui se tiendrait en novembre au Siège de l'OMI, et que la prochaine réunion se tiendrait à Roatán (Honduras), en 2024.	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, République dominicaine	0	0	19	Secteur maritime au sens large	Oui
Atelier national sur la Convention FAL	Annulée		San Salvador (El Salvador)		El Salvador				Non applicable	
Évaluation des besoins nationaux relatifs à la Convention FAL	Achevée	Novembre	Tegucigalpa (Honduras)	Le Honduras a continué de prendre en compte les résultats de l'évaluation des besoins menée en 2021. Une recommandation clé portait sur la création officielle de comités de simplification des formalités aux niveaux national et local, assortis de plans d'activité et de coordination clairement définis.	Honduras				Simplification des formalités	Oui

TC 74/3
Annexe, page 44

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Soutien au développement maritime, Amérique latine (suite)										
Évaluation des besoins nationaux relatifs à la Convention FAL	Achevée	Novembre	San José (Costa Rica)	Les consultants et consultants ont conclu qu'il était indispensable de procéder à des modifications d'ordre juridique pour permettre à l'autorité maritime du Costa Rica de jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration des systèmes voulus aux fins de la mise en œuvre du guichet unique. Une recommandation clé portait sur le renforcement de la coordination et de la communication entre les parties concernées, un élément essentiel à l'appui de la transition numérique.	Costa Rica				Simplification des formalités	Oui
Activité nationale de suivi concernant la Convention STCW	Annulée		San José (Costa Rica)		Costa Rica				Non applicable	
Activité nationale de suivi concernant la Convention STCW	Annulée		Managua (Nicaragua)		Nicaragua				Non applicable	
Activité nationale de suivi concernant la Convention STCW	Annulée		San Salvador (El Salvador)		El Salvador				Non applicable	
Évaluation des besoins sous-régionaux concernant le Protocole de Londres - ROCRAM-CA	En cours		À domicile (Nicaragua)		Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine				Non applicable	Oui
Cours à distance pour la mise en œuvre et le contrôle uniformes de la teneur de 0,50 % de soufre dans le cadre de l'Annexe VI de MARPOL	Achevée	Mai	En ligne	Amélioration des connaissances servant à appliquer l'ensemble des dispositions relatives à la limitation de la teneur en soufre des combustibles des navires.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Panama, Pérou, Uruguay, Venezuela	13	0	0	Protection du milieu marin	Non applicable
Cours de formation à distance sur la mise en œuvre de l'Accord du Cap de 2012	Achevée	Juin	En ligne	Renforcement des connaissances sur la mise en œuvre de l'Accord du Cap.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, Uruguay, Venezuela	17	0	0	Sécurité maritime	Non applicable
Évaluation des besoins (partie II) aux fins de la mise en œuvre de mesures visant à faciliter le trafic maritime international dans les pays d'Amérique latine, compte tenu de leur capacité à adopter l'échange électronique de données	En cours		À domicile (plusieurs lieux)		Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Pérou, Uruguay				Non applicable	Oui
Révision des plans nationaux SAR de Cuba, de l'Équateur, du Mexique et du Venezuela	Annulée		À domicile (plusieurs lieux)		Cuba, Équateur, Mexique, Venezuela				Non applicable	
Participation de l'OMI à un atelier international sur la biosûreté marine dans les zones maritimes particulièrement vulnérables (PSSA) et les aires marines protégées (AMP)	Achevée	Juin	Galapagos (Équateur)	Renforcement des connaissances des participantes et participants sur le processus d'identification et de désignation d'une PSSA ou d'une AMP et sur le processus de présentation d'une proposition à l'OMI.					Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur le Protocole de Londres	Achevée	Juin	Lima (Pérou)	Sensibilisation des participantes et participants aux mesures que devrait prendre le Pérou à l'échelle nationale pour pleinement mettre en œuvre le Protocole de Londres.	Pérou	56	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Appui de l'OMI à un atelier sous-régional sur la biodiversité marine dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale	Achevée	Novembre	San José (Costa Rica)	Renforcement des connaissances des participantes et participants sur le processus d'identification et de désignation d'une PSSA dans une zone ne relevant pas de la juridiction nationale et sur le processus de présentation d'une proposition à l'OMI.	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine				Protection du milieu marin	Oui
Approche stratégique pour la ratification des instruments de l'OMI et des amendements y relatifs (phase I)	Achevée	Novembre	À domicile (plusieurs lieux)	Les autorités maritimes ont pu élaborer un outil stratégique qui peut être étendu à d'autres processus organisationnels. La consultation a notamment permis de mettre en lumière le fait que la ratification allait au-delà de la dimension juridique et qu'elle devait s'inscrire dans une vision stratégique.	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine				Secteur maritime au sens large	Oui
Traduction en espagnol d'un cours d'apprentissage en ligne sur la gestion de l'encrassement biologique et des espèces aquatiques envahissantes	En cours		Plusieurs lieux						Non applicable	Oui
Mission d'évaluation des capacités technologiques de la DIRECTEMAR et du centre d'enseignement de la Prefectura Naval Argentina (PNA)	Achevée	Mars	Buenos Aires (Argentine)	Le programme d'apprentissage en ligne sur le contrôle par l'État du port élaboré par la PNA a été évalué. L'OMI et la PNA ont renforcé leur collaboration en vue d'élaborer d'autres cours d'apprentissage en ligne s'appuyant sur les ressources de la PNA. Des réunions ont été organisées avec la DIRECTEMAR et la CEPALC sur la coopération technique, en particulier sur les questions relatives aux GES.	Argentine, Chili				Sécurité maritime	Oui
Cours hybride d'introduction aux phrases normalisées pour les communications maritimes (SMCP)	Achevée	Mai	Hybride (Espagne)	Les participantes et participants ont suivi un cours hybride, qui s'est déroulé au Centre Jovellanos, en Espagne, et en ligne. Ils ont ainsi bénéficié d'une formation complète aux phrases normalisées pour les communications maritimes (SMCP).	Guatemala	1	0	0	Secteur maritime au sens large	Oui
Évaluation des besoins régionaux de l'Amérique latine concernant la Convention OPRC	En cours		À domicile (Portugal)		Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela				Non applicable	Oui
Atelier national sur la voie vers un secteur des transports maritimes plus durable	Achevée	Août	Valparaiso (Chili)	Renforcement des connaissances sur le projet de l'OMI sur l'hydrogène vert en Amérique latine, avant son lancement en 2024.	Chili	90	0	0	Protection du milieu marin	Oui

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Soutien au développement maritime, Amérique latine (suite)										
Conférence sur les transports maritimes écologiques en Amérique latine : relever les défis en exploitant les possibilités et en débloquent les investissements	Achevée	Août	Santiago (Chili)	Les participantes et participants ont été sensibilisés à la nécessité de décarboner le secteur des transports maritimes et aux possibilités connexes. À cet égard, il convient de comprendre les voies de décarbonation envisageables et les combustibles et technologies auxquels il est possible de recourir. La conférence a encouragé les pays d'Amérique latine à élaborer leur plan d'action national respectif sur la réduction des émissions de GES provenant du trafic maritime, conformément à la résolution MEPC.327(75) de l'OMI, qui encourage les États Membres à élaborer un plan d'action national en vue de réduire les émissions de GES provenant des transports maritimes et à explorer d'autres solutions, notamment des possibilités d'investissement dans la production, l'utilisation à plus grande échelle et le soutage éventuel de combustibles plus respectueux de l'environnement pour les transports maritimes et l'infrastructure portuaire.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Uruguay, Venezuela	0	0	33	Protection du milieu marin	Oui
Évaluation des besoins aux fins de l'examen des processus et de la structure de l'Administration maritime d'El Salvador	Achevée	Décembre	À domicile (Chili)	Il est recommandé que le personnel de l'Administration maritime étudie le rapport et ses annexes, afin d'analyser les différentes recommandations et propositions stratégiques, tâches et mesures qui y sont énoncées, ce qui permettra de déterminer les recommandations auxquelles il conviendra de donner suite en priorité.	El Salvador				Secteur maritime au sens large	Oui
Atelier national sur les cours types 3.12, 6.09 et 6.10 de l'OMI	Achevée	Octobre	San José (Costa Rica)	Les participantes et participants ont été formés aux cours types 3.12 (Évaluation, examen et délivrance des brevets aux gens de mer), 6.09 (Cours de formation à l'intention des instructrices et instructeurs) et 6.10 (Cours de formation à l'intention des instructrices et instructeurs et des évaluatrices et évaluateurs sur simulateurs) de l'OMI.	Costa Rica	33	0	0	Sécurité maritime	Oui
Participation de l'OMI à la vingt-deuxième réunion ordinaire du ROCRAM et réunion avec la Direction de l'enseignement de la Prefectura Naval Argentina (PNA) et la DIRECTEMAR	Annulée		Mexico et Santiago (Mexique)	Renforcement des connaissances des participantes et participants sur la théorie des marées, l'utilisation des données sur les niveaux d'eau dans le cadre des relevés hydrographiques, le contrôle de la qualité des niveaux d'eau, l'installation, le dépannage et l'entretien des marégraphes, ainsi que la mise à niveau et le contrôle de la verticalité des capteurs.					Non applicable	
Cours régional de formation sur les marées	Achevée	Novembre	Puntarenas (Costa Rica)		Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine	8	0	0	Sécurité maritime	Oui
Cours à distance pour la mise en œuvre et le contrôle uniformes de la teneur de 0,50 % de soufre dans le cadre de l'Annexe VI de MARPOL (deuxième édition)	Achevée	Novembre	En ligne	Amélioration des connaissances des participantes et participants issus de l'Amérique latine aux fins de l'application de l'ensemble des dispositions relatives à la limitation de la teneur en soufre des combustibles des navires.	Argentine, Chili, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Paraguay, Venezuela	11	0	0	Protection du milieu marin	Non applicable
Consultation nationale sur les STM	Annulée		Puerto Limón (Costa Rica)		Costa Rica				Non applicable	
Évaluation de la situation et conception du site Web du ROCRAM	En cours		À domicile (Chili)						Non applicable	Oui
Soutien au développement maritime, Caraïbes										
Réunion régionale des directrices et directeurs et des responsables des administrations maritimes (DIHMAR)	Achevée	Juin	St John's (Antigua-et-Barbuda)	Les participantes et participants ont adopté les règles de convocation des réunions régionales des directrices et directeurs et responsables des administrations maritimes, ont approuvé le document de projet Carib-SMART, dans lequel les principales lacunes et les principaux besoins recensés au cours du processus préparatoire font l'objet d'activités qu'il est prévu de mener au titre d'un projet de coopération technique qui fait partie du programme d'assistance technique Carib-SMART à plus long terme, et ont examiné et mis à jour l'étude de faisabilité concernant l'élaboration d'un plan régional relatif aux installations de réception pour les PEID de la région des Caraïbes.	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Curaçao, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, Pays-Bas (Royaume des), Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Saint-Martin (partie néerlandaise), Suriname, Trinité-et-Tobago	0	0	44	Secteur maritime au sens large	Oui
Cours de formation à l'intention des inspectrices et inspecteurs de navires des Caraïbes (CASIT) (phase III)	Annulée		À confirmer		Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Curaçao, Grenade, Guyana, Haïti, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques, Jamaïque, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Saint-Martin (partie néerlandaise), Suriname, Trinité-et-Tobago				Non applicable	
Évaluation des besoins en matière d'enquêtes sur les accidents de mer dans la région des Caraïbes	Achevée	Décembre	À domicile (Uruguay)	Évaluation de la situation et examen des dispositions existantes en matière d'enquêtes sur les accidents de mer dans chaque pays de la région, aux niveaux régional et national. Sensibilisation au respect des prescriptions en matière de communication de renseignements pertinents et appui à la poursuite des échanges en vue d'un éventuel accord régional sur les enquêtes sur les accidents de mer.	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Belize, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines				Sécurité maritime	Oui
Cours nationaux de formation sur la Convention OPRC (niveaux 1 et 2)	Achevée	Juin	La Havane (Cuba)	Formation du personnel à la lutte contre la pollution Renforcement des connaissances et des compétences afin d'être en mesure de se préparer aux déversements d'hydrocarbures et d'intervenir en cas d'incident, et amélioration de la compréhension des défis communs et des complexités liés à la mise en œuvre d'un système efficace de préparation et d'intervention en cas de déversement.	Cuba	25	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Soutien au développement maritime, Caraïbes (suite)										
Fourniture de publications	Achevée	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Les publications de l'OMI ont été fournies à l'autorité maritime du Suriname.					Secteur maritime au sens large	Oui

TC 74/3
Annexe, page 46

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Atelier national à l'appui de la mise en œuvre de la Convention sur la gestion des eaux de ballast	Achevée	Novembre	Nassau (Bahamas)	Renforcement des connaissances et amélioration de la compréhension relatives à la mise en œuvre efficace et aux mesures coercitives appliquées au titre de la Convention BWM, ainsi qu'à la mise en œuvre des directives connexes. Élargissement du réseau de spécialistes formés à la gestion et au contrôle des eaux de ballast.	Bahamas	30	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la ratification et la mise en œuvre de la Convention AFS	Achevée	Septembre	La Havane (Cuba)	Progrès réalisés aux fins de la ratification, puis de la mise en œuvre et du respect de la Convention AFS par Cuba.	Cuba	26	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Appui à l'harmonisation des procédures dans la région des Caraïbes, en application de la Convention sur la gestion des eaux de ballast	Achevée	Décembre	À domicile (Canada)	Élaboration de procédures harmonisées à l'appui de la mise en œuvre de la Convention BWM dans la région des Caraïbes.	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Grenade, Guadeloupe, Guatemala, Guyana, Guyane française, Haïti, Honduras, Îles Caïmanes, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges américaines, Îles Vierges britanniques, Jamaïque, Martinique, Mexique, Montserrat, Nicaragua, Panama, Puerto Rico, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Saint-Martin, Saint-Martin (partie néerlandaise), Suriname, Trinité-et-Tobago, Venezuela				Protection du milieu marin	Oui
Mise en place d'un guichet unique maritime pour les États Membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO)	Annulée		Belize City (Belize)		Belize				Non applicable	
Appui à l'élaboration d'un plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures, y compris à l'utilisation du RETOS	Achevée	Octobre	Bridgetown (Barbade)	Les participantes et participants se sont familiarisés avec l'importance d'un cadre national efficace pour la préparation aux déversements d'hydrocarbures et l'intervention en cas de déversement, y compris en matière de communication, ainsi qu'avec les rôles et les responsabilités qui doivent être assumés avant et pendant un déversement d'hydrocarbures, en particulier l'importance d'une collaboration efficace entre les multiples parties prenantes. Renforcement des connaissances et de la compréhension des avantages du RETOS pour aider la Barbade à recenser ses lacunes afin d'évaluer son niveau de préparation et sa capacité d'intervention.	Barbade	19	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la Convention OPRC - Niveau II	Reportée		Port of Spain (Trinité-et-Tobago)		Trinité-et-Tobago				Non applicable	
Présentation du système de guichet unique maritime de l'OMI mis en place à Antigua-et-Barbuda lors de la Conférence mondiale des ports organisée par l'IAPH, à Abou Dhabi, en novembre 2023	Achevée	Novembre	Abou Dhabi (Émirats arabes unis)	Un consultant venu d'Antigua-et-Barbuda a participé à la Conférence mondiale des ports de 2023 organisée par l'Association internationale des ports (IAPH) et S&P Global. Il a collaboré et travaillé avec le Secrétariat de l'OMI en vue de présenter le projet de système de guichet unique maritime de l'OMI mis en place par la Norvège à Antigua-et-Barbuda.	Antigua-et-Barbuda				Simplification des formalités	Oui
Atelier régional sur les Annexes III à V de MARPOL, y compris sur les installations de réception portuaires	Achevée	Février	Montego Bay (Jamaïque)	Renforcement des connaissances et formation des participantes et participants au processus de ratification, de mise en œuvre et d'application des Annexes III à V de MARPOL.	Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Curaçao, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Saint-Martin, Suriname, Trinité-et-Tobago	40	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Examen et mise à jour des cours types à l'intention des capitaines et des mécaniciennes et mécaniciens de marine, qui relèvent du Recueil SCV des Caraïbes	Achevée	Mars	À domicile (Royaume-Uni)	Les cours types à l'intention des capitaines et des mécaniciennes et mécaniciens de marine ont été révisés afin d'harmoniser les activités d'enseignement et d'apprentissage, les supports d'enseignement et les aides, ainsi que les horaires/calendriers avec les résultats poursuivis. En outre, les méthodes d'évaluation et le contenu ont été révisés pour s'assurer qu'ils respectent la portée et la structure voulues, qu'ils sont organisés selon un déroulement logique et qu'il existe une synergie entre les parties. La méthode d'enseignement des cours types a aussi été révisée pour tenir compte des ressources disponibles. Enfin, le manuel destiné aux instructrices et aux instructeurs a été révisé afin d'inclure des conseils appropriés pour l'utilisation des ressources et pour s'assurer que les brevets remis aux capitaines et aux mécaniciennes et mécaniciens de marine font écho à d'autres qualifications maritimes pertinentes, afin de permettre aux personnes intéressées d'évoluer plus facilement vers des niveaux de certification plus élevés et d'améliorer leurs futures perspectives d'emploi.					Sécurité maritime	Oui

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
PROGRAMMES MONDIAUX										
Appui aux petits États insulaires en développement et aux pays les moins avancés pour répondre à leurs besoins dans le domaine des transports maritimes										
Supports promotionnels et publications liés au programme d'appui aux PEID et aux PMA	Annulée		À confirmer (Royaume-Uni)						Non applicable	
Appui à la participation des parties intéressées à la vingt-troisième session du Forum des responsables des agences de sécurité maritime de l'Asie et du Pacifique : renforcement des capacités des PEID et des PMA	Achevée	Juin	Sydney (Australie)	Les participantes et participants ont échangé sur différents sujets, notamment les femmes du secteur maritime, la sécurité en mer et le bien-être des gens de mer, la protection du milieu marin, la réponse aux événements de mer et le renforcement de la coopération régionale. Ils ont pris note de la proposition conjointe de l'OMI et de la CPS visant à fusionner les documents stratégiques de haut niveau en une stratégie commune.	Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Timor-Leste, Tonga, Vanuatu	0	0	13	Secteur maritime au sens large	Oui
Appui à la participation au cours d'initiation aux opérations de recherche et de sauvetage et au cours de perfectionnement sur les opérations de recherche et de sauvetage	Achevée	Juin	Suva (Fidji)	Renforcement des compétences et des connaissances des participantes et participants venus de Kiribati en vue de mener des opérations de recherche et de sauvetage efficaces en toute sécurité, d'évaluer les risques et les défis liés aux opérations de recherche et de sauvetage et d'appliquer les techniques appropriées pour gérer comme il se doit les incidents de recherche et de sauvetage.	Kiribati	1	0	0	Sécurité maritime	Non
Atelier national sur la mise en œuvre et le respect des Annexes I à V de MARPOL	Annulée		Dili (Timor-Leste)		Timor-Leste				Non applicable	
Appui au Projet de partenariats GloLitter : mise en place de relations entre les pays partenaires principaux et les pays partenaires de la région, afin de promouvoir les relations de travail à l'échelle régionale (OMI) - Réunion de l'équipe spéciale régionale pour l'Afrique	Achevée	Novembre	Nairobi (Kenya)	Des possibilités de collaboration entre les pays participants ont été recensées, afin de combattre conjointement les problèmes liés aux déchets plastiques rejetés dans le milieu marin par les navires et les pêcheries au niveau régional.	Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Kenya, Madagascar, Mozambique, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Soudan, Togo	24	0	1	Protection du milieu marin	Oui
Plan de programme et analyse thématique afin de définir les besoins propres aux PEID et aux PMA, y compris des plans de partenariat pour donner suite aux conclusions de l'analyse, ainsi qu'un programme complet de l'OMI prévoyant des activités et des programmes connexes	Achevée	Décembre	À domicile (plusieurs lieux)	Un rapport d'analyse thématique détaillé sur les besoins propres aux PEID et aux PMA a été élaboré, en vue de recenser les observations communes, les causes profondes et les besoins prioritaires dans le secteur des transports maritimes, de mettre ces éléments en relation les uns avec les autres et de résoudre les problèmes observés.					Secteur maritime au sens large	Oui
Examen du cadre d'action relatif aux services de transport de la région du Pacifique	Achevée	Avril	Suva (Fidji)	Le cadre d'action relatif aux services de transport de la région du Pacifique pour la période 2011-2022 a été examiné.					Secteur maritime au sens large	Oui
Programme sur les femmes du secteur maritime										
Activités visant à promouvoir le Programme sur les femmes du secteur maritime de l'OMI	Achevée	Décembre	Plusieurs lieux	Appui aux manifestations organisées en lien avec la Journée internationale des femmes du secteur maritime (18 mai) et à d'autres manifestations liées à l'Objectif de développement durable n° 5.					Secteur maritime au sens large	Oui
Appui aux Associations régionales des femmes du secteur maritime (WIMA)	Achevée	Décembre	Plusieurs lieux	Appui aux WIMA de l'OMI au moyen de la fourniture de supports promotionnels, de matériel, d'aide à la création de sites Web, etc.					Secteur maritime au sens large	Non
Célébration de la Journée internationale des femmes du secteur maritime de 2023 et Conférence mondiale des WIMA	Achevée	Mai	Londres (Royaume-Uni)	Manifestation de deux jours organisée pour célébrer les contributions des femmes à la communauté maritime, mettre en lumière leur rôle en tant que dirigeantes et spécialistes, et débattre des obstacles à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 5 à l'échelle du secteur.					Secteur maritime au sens large	Oui
Appui de l'OMI au Maritime SheEO virtual leadership accelerator programme (LEAP)	Achevée	Juin	En ligne	Trente femmes ont pu renforcer leurs compétences en matière d'encadrement, afin de favoriser leur évolution professionnelle. Renforcement des partenariats à l'appui de la résolution de l'Assemblée de l'OMI intitulée "Préserver l'héritage du thème maritime mondial de 2019 et mettre en place un environnement de travail exempt d'obstacles pour les femmes dans le secteur maritime".	Afrique du Sud, Algérie, Bangladesh, Cameroun, Colombie, Égypte, États-Unis, Fidji, Ghana, Jordanie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas (Royaume des), République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni, Seychelles, Singapour, Turquie	0	30	0	Secteur maritime au sens large	Non
Octroi de bourses dans le cadre du programme avancé de gestion portuaire du GIMI	Achevée	Juillet	Nahalal (Israël)	Quatorze femmes originaires de pays en développement ont suivi une formation à la gestion et aux opérations portuaires au Galilee International Management Institute.	Bahamas, Belize, Brésil, Congo, Guyana, Îles Cook, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Tonga	0	14	0	Formation maritime	Oui
Suivi et évaluation des cours proposés dans le cadre du Programme sur les femmes du secteur maritime	Achevée	Août	En ligne	Le programme avancé de gestion portuaire dispensé par le GIMI a été évalué par un fonctionnaire technique de la Division de la sécurité maritime. Les conclusions étaient positives et il a été recommandé que le PICT continue d'appuyer ce cours.					Formation maritime	Oui
Élaboration de marqueurs de genre et de modules de formation sur leur application	En cours		Londres (Royaume-Uni)						Non applicable	Oui
Mise au point de modules de formation relatifs à l'égalité des sexes	Annulée		En ligne						Non applicable	
Vingtième cours de formation intitulé "La gestion portuaire au féminin" dispensé à l'IPER	Achevée	Juillet	Le Havre (France)	Vingt femmes originaires de pays en développement ont été formées à la gestion portuaire à l'IPER.	Algérie, Brésil, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée-Bissau, Haïti, Madagascar, Maroc, Nicaragua, Seychelles, Togo, Tunisie	0	20	0	Formation maritime	Oui

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programme sur les femmes du secteur maritime (suite)										
Conférence régionale et Assemblée générale annuelle de l'Association des femmes du secteur maritime des Caraïbes (WIMAC)	Achevée	Octobre	Montego Bay (Jamaïque)	La manifestation a permis de consolider la reconnaissance du rôle des femmes à l'échelle nationale et régionale, en particulier des réseaux de femmes, en tant que ressources clés à l'appui de la transition vers un secteur des transports maritimes durable dans les Caraïbes. Les participantes et participants se sont également familiarisés avec la stratégie mondiale récemment adoptée pour les WIMA de l'OMI, les grands projets de l'OMI et l'intégration des questions de genre dans leur mise en œuvre, ainsi que la Stratégie de l'OMI de 2023 concernant les GES, entre autres sujets.	Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Curaçao, Dominique, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago	0	0	44	Secteur maritime au sens large	Oui
Conférence régionale et Assemblée générale annuelle du Réseau des femmes des Autorités maritimes d'Amérique latine (Réseau MAMLa)	Achevée	Novembre	Guatemala (Guatemala)	La manifestation a permis de consolider la reconnaissance du rôle des femmes à l'échelle nationale et régionale, en particulier des réseaux de femmes, en tant que ressources clés à l'appui de la transition vers un secteur des transports maritimes durable en Amérique latine. Les participantes et participants se sont également familiarisés avec la stratégie mondiale récemment adoptée pour les WIMA de l'OMI, le guichet unique maritime, la Stratégie de l'OMI de 2023 concernant les GES, ainsi que le cinquantenaire de l'adoption de MARPOL, entre autres sujets.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela	0	0	28	Secteur maritime au sens large	Oui
Formation aux aides à la navigation de l'IALA World Wide Academy	Achevée	Décembre	Plusieurs lieux	Trois femmes originaires de pays en développement ont suivi une formation aux aides à la navigation dispensée par l'IALA World Wide Academy.	Albanie, Sierra Leone, Tunisie	0	3	0	Formation maritime	Oui
Réunion conjointe de la troisième conférence régionale des Océaniennes du secteur maritime et du neuvième atelier régional sur la recherche et le sauvetage en mer du Pacifique	Achevée	Mars	Cairns (Australie)	La troisième conférence régionale de la PacWIMA s'est traduite par une plus grande reconnaissance nationale et régionale du rôle des femmes en tant que ressources clés pour le secteur des transports maritimes, a permis de sensibiliser les participantes et participants à leur rôle en tant que partenaires stratégiques des pays et territoires insulaires du Pacifique dans le cadre des opérations de recherche et de sauvetage, et a encouragé la poursuite des efforts de collaboration entre la PacWIMA et les services de recherche et de sauvetage dans le Pacifique.	Australie, Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	0	0	42	Secteur maritime au sens large	Oui
Atelier sur le plan stratégique de l'Association des femmes du secteur maritime des Caraïbes (WiMAC)	Achevée	Février	Port of Spain (Trinité-et-Tobago)	Élaboration d'un plan stratégique quinquennal pour la période 2023-2027 pour guider les travaux de l'Association.	Barbade, Dominique, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Suriname, Trinité-et-Tobago	0	0	9	Secteur maritime au sens large	Oui
Renforcement des capacités et formation										
Octroi de bourses d'études à l'Université maritime mondiale (UMM)	En cours		Malmö (Suède)						Non applicable	Oui
Organisation de cours magistraux, de séminaires et d'ateliers à l'Université maritime mondiale (UMM)	Achevée	Décembre	Malmö (Suède)	Le personnel de l'OMI a organisé des conférences en ligne à l'intention des étudiantes et étudiants de l'UMM, ainsi que des conférences en présentiel dans les locaux de l'Université.					Secteur maritime au sens large	Oui
Octroi de bourses d'études à l'Institut de droit maritime international (IMLI) de l'OMI	En cours		La Valette (Malte)						Non applicable	Oui
Organisation de cours magistraux, de séminaires et d'ateliers à l'Institut de droit maritime international (IMLI) de l'OMI	Achevée	Décembre	La Valette (Malte)	Le personnel de l'OMI a organisé des cours magistraux en ligne à l'intention des étudiantes et étudiants de l'IMLI, ainsi que des cours magistraux en présentiel dans les locaux de l'Institut, et un professeur de l'UMM a dirigé un séminaire.					Secteur maritime au sens large	Oui
Appui à la gouvernance de l'UMM et de l'IMLI	Achevée	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Fourniture d'un appui à la gouvernance des deux établissements.					Secteur maritime au sens large	Oui
Cours sur l'application des instruments par l'État du pavillon dispensés par l'IMSSEA (bourses)	Achevée	Avril	Gênes (Italie)	Formation des administratrices et administrateurs maritimes par l'intermédiaire d'un cours de perfectionnement de courte durée sur l'application des instruments par l'État du pavillon.	Belize, Cameroun, Éthiopie, Îles Cook, Indonésie, Nigéria, Sierra Leone	0	7	0	Formation maritime	Oui
Cours sur le contrôle par l'État du port dispensés par l'IMSSEA (bourses)	Achevée	Mai	Gênes (Italie)	Formation des administratrices et administrateurs maritimes par l'intermédiaire d'un cours de perfectionnement de courte durée sur le contrôle par l'État du port.	Belize, Gambie, Nigéria, Philippines, République-Unie de Tanzanie	0	6	0	Formation maritime	Oui
Cours sur le Code ISPS dispensés par l'IMSSEA (bourses)	Achevée	Octobre	Gênes (Italie)	Formation des administratrices et administrateurs maritimes par l'intermédiaire d'un cours de perfectionnement de courte durée sur le Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS).	Algérie, Angola, Belize, Cameroun, Gambie, Iraq	0	6	0	Formation maritime	Oui
Cours sur les procédures d'enquête en cas d'accidents de mer dispensés par l'IMSSEA (bourses)	Achevée	Novembre	Gênes (Italie)	Formation des administratrices et administrateurs maritimes par l'intermédiaire d'un cours de perfectionnement de courte durée sur les procédures d'enquête en cas d'accidents de mer.	Belize, Cameroun, Comores, Gambie, Sierra Leone	0	5	0	Formation maritime	Oui
Trente-septième cours de l'IPER sur la gestion et les opérations portuaires (bourses)	Achevée	Octobre	Le Havre (France)	Renforcement des compétences des responsables chargés de la gestion et des opérations portuaires.	Bangladesh, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Éthiopie, Haïti, Indonésie, Libéria, Mauritanie, Mongolie, Philippines, République démocratique du Congo, République islamique d'Iran, Sénégal, Thaïlande, Togo, Tunisie	0	20	0	Formation maritime	Oui
Dépenses d'appui des administratrices et administrateurs auxiliaires recrutés dans le cadre du personnel fourni à titre gracieux	Achevée	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Financement des dépenses d'appui d'un administrateur auxiliaire.	Chine				Secteur maritime au sens large	Oui
Appui technique à l'élaboration d'un cours d'apprentissage en ligne sur la Convention sur la gestion des eaux de ballast	Achevée	Décembre	Plusieurs lieux	Assistance-conseil aux fins de l'élaboration d'un cours d'apprentissage en ligne sur la Convention BWM.					Protection du milieu marin	Non

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Renforcement des capacités et formation (suite)										
Élaboration d'un cours d'apprentissage en ligne sur le Protocole de Londres et sa mise en œuvre	En cours		Plusieurs lieux						Non applicable	Oui
Élaboration d'un cours d'apprentissage en ligne d'introduction à la mise en place du guichet unique maritime	Achevée	Septembre	Malmö (Suède)	Mise au point définitive du contenu et des supports du cours, y compris de la structure et des éléments du cours d'apprentissage en ligne d'introduction à la mise en place du guichet unique maritime.					Simplification des formalités	Non
Atelier sur la politique nationale relative aux transports maritimes	Achevée	Mai	Belize City (Belize)	Des responsables originaires du Belize ont été formés à l'élaboration d'une politique nationale relative aux transports maritimes.	Belize	0	0	25	Secteur maritime au sens large	Oui
Atelier sur les principes généraux de la rédaction d'une législation nationale visant à mettre en œuvre les conventions de l'OMI	Achevée	Octobre	Londres (Royaume-Uni)	Formation de juristes du gouvernement, de législatrices et législateurs et de conseillères et conseillers politiques aux principes et aux processus de transposition des conventions de l'OMI dans la législation nationale.	Belize, Brunéi Darussalam, États-Unis, Gambie, Ghana, Grenade, Guyana, Kiribati, Nauru, Pakistan, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago	16	0	0	Législation maritime	Oui
Élaboration d'un cours d'apprentissage en ligne d'introduction à la Convention OPRC en français	Achevée	Décembre	Plusieurs lieux	Mise en ligne du cours d'apprentissage en ligne d'introduction à la Convention OPRC en français.					Protection du milieu marin	Oui
Élaboration du cours d'apprentissage en ligne d'introduction à la lutte contre le trafic d'espèces sauvages dans les chaînes d'approvisionnement maritimes	En cours		À domicile (plusieurs lieux)						Non applicable	Oui
Programme de formation à bord	Achevée	Décembre	Busan (République de Corée)	Les participantes et participants ont suivi des cours de renforcement des capacités axés sur la formation à bord, ce qui a permis d'aider les futurs responsables maritimes à satisfaire aux normes minimales d'expérience en mer conformément à la Convention STCW.	Ghana, Sénégal, Ukraine	15	0	0	Formation maritime	Non
Octroi de bourses d'études à l'Université maritime mondiale (UMM)	Achevée	Octobre	Malmö (Suède)	Les bénéficiaires de bourses de l'OMI ont obtenu un master en affaires maritimes (année académique 2022-2023).	Argentine, Bangladesh, Belize, Cabo Verde, Cambodge, Égypte, Gambie, Kenya, Malawi, Mozambique, Namibie, Pakistan, Philippines, République arabe syrienne, Sierra Leone, Somalie, Thaïlande, Viet Nam	0	18	0	Formation maritime	Oui
Octroi de bourses d'études à l'Institut de droit maritime international (IMLI) de l'OMI	Achevée	Juin	La Valette (Malte)	Les bénéficiaires de bourses de l'OMI ont obtenu un master en droit ou un master en sciences humaines et ont été formés à la rédaction de la législation maritime nationale et à la transposition des instruments de l'OMI dans leur cadre juridique national respectif (année universitaire 2022-2023)	Algérie, Bahamas, Bolivie, Congo, El Salvador, Éthiopie, Kenya, Libye, Malaisie, Mexique, Monténégro, Ouganda, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Tuvalu, Yémen	0	18	0	Formation maritime	Oui
Élaboration d'un cours d'apprentissage en ligne sur la Convention sur la gestion des eaux de ballast	En cours		Malmö (Suède)						Non applicable	Non
Supports visuels et outil d'orientation à l'intention des utilisatrices et utilisateurs du Système mondial intégré de renseignements maritimes de l'OMI (GISIS)	Achevée	Janvier	À domicile (Turquie)	Élaboration d'un outil d'orientation audiovisuel portant sur certains modules du GISIS, afin d'aider les États Membres dans leur processus de recensement des données et d'accroître la disponibilité et la fiabilité des données.					Secteur maritime au sens large	Oui
Élaboration de supports pour le cours d'introduction à la lutte contre le trafic d'espèces sauvages dans les chaînes d'approvisionnement maritimes	Achevée	Janvier	À domicile (États-Unis)	Mise au point définitive du contenu et des supports du cours, y compris de la structure et des éléments du cours d'introduction à la lutte contre le trafic d'espèces sauvages dans les chaînes d'approvisionnement maritimes					Simplification des formalités	Oui
Élaboration des supports du cours d'apprentissage en ligne d'introduction à la mise en place du guichet unique maritime	Achevée	Février	À domicile (Norvège)	Mise au point définitive du contenu et des supports du cours, y compris de la structure et des éléments du cours d'apprentissage en ligne d'introduction à la mise en place du guichet unique maritime					Simplification des formalités	Oui
Traduction de l'anglais vers le français du cours d'apprentissage en ligne d'introduction à la Convention OPRC	Achevée	Mars	Londres (Royaume-Uni)	Traduction de l'anglais vers le français du cours d'apprentissage en ligne d'introduction à la Convention OPRC.					Protection du milieu marin	Non
Réduction des émissions dans l'atmosphère qui proviennent des navires et des émissions dans les ports, et bonne mise en œuvre de l'Annexe VI de MARPOL et de la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES										
Conférence de l'OMI sur les transports maritimes sobres en carbone en Afrique	Achevée	Mai	Mombasa (Kenya)	Sensibilisation à la nécessité de décarboner le secteur des transports maritimes, ainsi qu'aux possibilités connexes. Renforcement de la compréhension des voies de décarbonation envisageables et des combustibles et technologies auxquels il est possible de recourir. La conférence a encouragé les pays à élaborer leur plan d'action national respectif sur la réduction des émissions de GES provenant du trafic maritime, conformément à la résolution MEPC.327(75) de l'OMI, qui encourage les États Membres à élaborer un plan d'action national en vue de réduire les émissions de GES provenant des transports maritimes et à explorer d'autres solutions.	Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, États-Unis, Éthiopie, Ghana, Guinée, Kenya, Madagascar, Malawi, Nigéria, Royaume-Uni, République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Sierra Leone, Somalie	0	0	33	Protection du milieu marin	Oui

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Renforcement des capacités et formation (suite)										
Conférence sur les perspectives en matière de transports maritimes écologiques en Asie et dans le Pacifique	Achevée	Mai	Manille (Philippines)	Les participantes et participants ont été sensibilisés à la nécessité de décarboner le secteur des transports maritimes et aux possibilités connexes. À cet égard, il convient de comprendre les voies de décarbonation envisageables et les combustibles et technologies auxquels il est possible de recourir. La conférence a encouragé les pays d'Asie et du Pacifique à élaborer leur plan d'action national respectif sur la réduction des émissions de GES provenant du trafic maritime, conformément à la résolution MEPC.327(75) de l'OMI, qui encourage les États Membres à élaborer un plan d'action national en vue de réduire les émissions de GES provenant des transports maritimes et à explorer d'autres solutions.	Australie, Brunéi Darussalam, Cambodge, Fidji, Îles Marshall, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République populaire démocratique de Corée, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam	0	0	32	Protection du milieu marin	Oui
Révision du manuel intitulé "MARPOL – Comment procéder", avec un accent particulier sur l'Annexe VI de MARPOL	Annulée		À domicile (plusieurs lieux)						Non applicable	
Appui de l'OMI aux réunions et activités pertinentes menées par le système des Nations Unies à l'appui de la mise en œuvre des objectifs de développement durable, notamment les objectifs 13 et 14	Achevée	Décembre	Plusieurs lieux	Participation de l'OMI à la quatrième conférence maritime SheEO (2023) : présentation sur la décarbonation, la transition numérique et la diversité du secteur des transports maritimes. Communication de renseignements sur les incidences positives sur l'environnement depuis l'adoption de MARPOL, le principal traité mondial pour la prévention de la pollution du milieu marin par les navires, qu'elle soit intentionnelle, opérationnelle ou accidentelle. En outre, l'OMI a participé à la COP 28, tenue à Doubaï (Émirats arabes unis), et aux manifestations parallèles, en organisant deux d'entre elles, à savoir "Innovation et énergie propre pour les secteurs de l'aviation et des transports maritimes internationaux" et "Stratégie 2023 de l'OMI concernant les GES : définir les règles mondiales de la décarbonation des transports maritimes".					Protection du milieu marin	Oui
Projet de mise en œuvre d'un cadre de référence relatif à la formation des gens de mer en matière de décarbonation	En cours		Plusieurs lieux						Non applicable	Oui
Table ronde sur l'amélioration de la disponibilité des données relatives aux coûts des transports maritimes dans le Pacifique	Achevée	Février	Suva (Fidji)	Mise en place d'un réseau de personnes référentes chargées de recueillir des données relatives aux coûts des transports maritimes dans le Pacifique, de mettre en commun les enseignements tirés de la première phase du projet et de recenser les besoins en activités d'appui technique dans la région aux fins de l'adaptation du secteur maritime/portuaire. Mise en commun des enseignements tirés dans la région du Pacifique sur la signification d'une "transition juste et équitable" vers un secteur des transports maritimes sobre en carbone.	États-Unis, Fidji, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Suisse, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	0	0	23	Protection du milieu marin	Oui
Conférence sur les transports maritimes écologiques - Exploiter les possibilités en matière de transports maritimes écologiques en Afrique	Achevée	Février	Accra (Ghana)	Sensibilisation à la nécessité de décarboner le secteur des transports maritimes, ainsi qu'aux possibilités connexes. Renforcement de la compréhension des voies de décarbonation envisageables et des combustibles et technologies auxquels il est possible de recourir.	Afrique du Sud, Angola, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Libéria, Mauritanie, Namibie, Nigéria, République démocratique du Congo, Togo	0	0	35	Protection du milieu marin	Oui
Renforcement de la sûreté maritime										
Atelier conjoint OMI/OEA sur le registre national des risques en matière de sûreté maritime pour le Guatemala	Achevée	Février	Guatemala (Guatemala)	Renforcement de la capacité des Gouvernements contractants à la Convention SOLAS à mettre en œuvre les dispositions du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et du Code ISPS; promotion d'une démarche mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics en matière de sûreté maritime, y compris des échanges interinstitutions et une coopération entre les départements et les organismes publics sur les principaux incidents de sûreté maritime et les questions liées au respect des dispositions.	Guatemala	48			Sûreté maritime	Non
Participation de l'OMI au Forum régional de l'ASEAN - Présentation	Achevée	Avril	Mumbai (Inde)	L'OMI a présenté l'amendement au Code ISM relatif à la cybersécurité, conformément au Code ISPS					Sûreté maritime	Non
Cinquante-et-unième réunion SHADE (Shared Awareness and Deconfliction)	Annulée		Manana (Bahreïn)		Bahreïn				Non applicable	
Atelier d'introduction au contrôle et à la fouille des passagers et des bagages	Achevée	Novembre	Panama (Panama)	Renforcement des compétences et des connaissances à l'appui de la conception efficace et du bon fonctionnement des points de contrôle de sûreté, conformément aux dispositions du chapitre XI/2 de la Convention SOLAS et du Code ISPS.	Panama	31			Sûreté maritime	Non
Cours national de formation à l'intention des auditrices et auditeurs de la sûreté des installations portuaires	Achevée	Juin	Jakarta (Indonésie)	Renforcement des compétences des participantes et participants en matière d'audit de la sûreté des installations portuaires, afin de renforcer la capacité des autorités désignées à satisfaire à leurs obligations en matière d'audit conformément au chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et au Code ISPS, l'objectif étant de garantir l'application effective du Code ISPS dans les installations portuaires indonésiennes.	Indonésie	20			Sûreté maritime	Oui
Atelier national sur le Code ISPS à l'intention des autorités désignées et des agents de sûreté des installations portuaires	Achevée	Mars	Beyrouth (Liban)	Consolidation de la législation aux fins de la pleine mise en œuvre des prescriptions pertinentes énoncées au chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et dans le Code ISPS (au niveau politique/de la gouvernance/opérationnel/de la sûreté physique) afin de renforcer la sécurité maritime de l'État Membre à long terme et de manière pérenne.	Liban	16			Sûreté maritime	Non
Atelier avancé sur les exercices et les entraînements	Achevée	Mai	Manille (Philippines)	Renforcement des compétences et des connaissances des participantes et participants dans les domaines de la planification et de l'exécution d'exercices et d'entraînements en matière de sûreté maritime; application de la méthode décrite dans le manuel de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) sur les exercices et les entraînements en matière de sûreté maritime à l'intention des installations portuaires.	Philippines	32			Sûreté maritime	Non

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Renforcement de la sûreté maritime (suite)										
Atelier avancé sur les exercices et les entraînements	Achevée	Mai	Kuala Lumpur (Malaisie)	Renforcement des compétences et des connaissances des participantes et participants dans les domaines de la planification et de l'exécution d'exercices et d'entraînements en matière de sûreté maritime; application de la méthode décrite dans le manuel de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) sur les exercices et les entraînements en matière de sûreté maritime à l'intention des installations portuaires.	Malaisie	35			Sûreté maritime	Non
Atelier national sur le Code ISPS à l'intention du personnel de sûreté des installations portuaires et des autorités désignées	Achevée	Juin	Lomé (Togo)	Consolidation de la législation aux fins de la pleine mise en œuvre des prescriptions pertinentes énoncées au chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et dans le Code ISPS (au niveau politique/de la gouvernance/opérationnel/de la sûreté physique) afin de renforcer la sécurité maritime de l'État Membre à long terme et de manière pérenne.	Togo	24			Sûreté maritime	Non
Atelier national sur le Code ISPS à l'intention du personnel de sûreté des installations portuaires et des autorités désignées	Achevée	Juillet	Bassora (Iraq)	Consolidation de la législation aux fins de la pleine mise en œuvre des prescriptions pertinentes énoncées au chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et dans le Code ISPS (au niveau politique/de la gouvernance/opérationnel/de la sûreté physique) afin de renforcer la sécurité maritime de l'État Membre à long terme et de manière pérenne.	Iraq	21			Sûreté maritime	Non
Évaluation des besoins en matière de sûreté	Achevée	Novembre	Bassora (Iraq)	Identification des besoins spécifiques aux fins de la mise en œuvre des prescriptions pertinentes énoncées dans le chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et dans le Code ISPS, y compris de l'élimination des lacunes en matière d'organisation nationale, de législation, de sûreté physique et de fonctionnement, le but étant de renforcer la sûreté maritime à long terme et de manière pérenne.	Iraq	2			Sûreté maritime	Non
Acquisition de matériel pour l'atelier pratique de l'OMI sur le contrôle et la fouille des passagers et des bagages dans le secteur maritime	Annulée		Londres (Royaume-Uni)						Non applicable	
Cours régional de formation à l'intention des auditrices et auditeurs de la sûreté des installations portuaires	Reportée		Casablanca (Maroc)						Non applicable	
Atelier national sur le modèle de l'OMI concernant la démarche mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics en matière de sûreté maritime	Achevée	Septembre	Edea (Cameroun)	Renforcement des connaissances des participantes et participants sur le processus nécessaire à la création de comités nationaux de sûreté maritime, ainsi qu'à l'élaboration de registres des risques et de stratégies. Cette activité aidera les participantes et participants à améliorer la prise de décisions en matière de sûreté maritime à l'échelle nationale, l'élaboration de politiques et le contrôle de la mise en œuvre au Cameroun.	Cameroun	4	0	0	Sûreté maritime	Non
Représentation de l'OMI dans les missions de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT) de l'ONU	Achevée	Décembre	Plusieurs lieux	L'OMI a évalué, en collaboration avec la DECT de l'ONU, le respect de divers instruments internationaux relatifs à la sûreté, à savoir le chapitre XI/2 de la Convention SOLAS, le Code ISPS et la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, dans le cadre de missions menées au Canada, en République de Corée, au Chili, en Équateur et en Thaïlande.					Sûreté maritime	Non
Appui au renforcement des capacités de lutte contre la piraterie	Annulée		Plusieurs lieux (Royaume-Uni)						Non applicable	
Supports et publications à l'appui du renforcement des capacités en matière de sûreté maritime	Achevée	Décembre	Plusieurs lieux (Royaume-Uni)	Promotion et mise en lumière des travaux menés par l'OMI à l'appui du renforcement des capacités en matière de sûreté maritime. Dissemination of IMO maritime security measures and promotion of IMO Guide to Maritime Security and the ISPS Code aiming to enhance the capacity of SOLAS Contracting Governments to implement SOLAS chapter XI-2 and the ISPS Code. Improvement in the planning and delivery of technical cooperation and capacity- building activities in connection with the enhancement of maritime security.					Sûreté maritime	Oui
Participation de femmes au cours sur la sûreté maritime et portuaire dispensé par le Galilee International Management Institute	Achevée	Juillet	En ligne	Vingt-neuf femmes ont participé au cours de formation à la sûreté maritime et portuaire dispensé par le Galilee International Management Institute	Afrique du Sud, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gambie, Ghana, Jamaïque, Kenya, Maurice, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sénégal, Sierra Leone	0	29	0	Sûreté maritime	Non
Atelier régional sur le modèle de l'OMI concernant la démarche mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics en matière de sûreté maritime	Achevée	Mars	Rotorua (Nouvelle-Zélande)	Renforcement des connaissances des participantes et participants sur le processus nécessaire à la création de comités nationaux de sûreté maritime, ainsi qu'à l'élaboration de registres des risques et de stratégies. Les participantes et participants étaient issus de 13 pays des îles du Pacifique et de la Communauté du Pacifique. Cette activité aidera les participantes et participants à améliorer la prise de décisions en matière de sûreté maritime à l'échelle nationale, l'élaboration de politiques et le contrôle de la mise en œuvre dans leur pays respectif et au sein de la Communauté du Pacifique.	Australie, États-Unis, Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Samoa, Tonga, Vanuatu	22	0	0	Sûreté maritime	Oui
Atelier de formation des instructrices et instructeurs à l'intention des consultantes et consultants de l'OMI sur le modèle de l'OMI concernant la démarche mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics en matière de sûreté maritime, et renforcement des compétences aux fins de la formation des instructrices et instructeurs	Achevée	Avril	Londres (Royaume-Uni)	Formation des consultantes et consultants de l'OMI à la présentation de l'atelier sur le modèle de l'OMI concernant la démarche mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics en matière de sûreté maritime, ainsi que des ateliers sur les éléments constitutifs du modèle, notamment les comités nationaux pour la sûreté maritime, les registres des risques et les stratégies, et à la mise en application des pratiques actuelles pour dispenser les cours de formation.	Argentine, Brésil, Italie, Kenya, Liban, Pérou, Royaume-Uni, Tunisie, Venezuela	12	0	0	Sûreté maritime	Non

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Renforcement de la sûreté maritime (suite)										
Atelier régional de formation à l'intention des auditrices et auditeurs de la sûreté des installations portuaires	Achevée	Septembre	Bangkok (Thaïlande)	Renforcement des connaissances et des compétences nécessaires pour assurer un contrôle efficace des procédures conformément aux principales mesures de sûreté maritime de l'OMI, y compris les dispositions pertinentes du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et du Code ISPS. Renforcement des connaissances nécessaires à la réalisation d'un audit externe aux fins du renouvellement de la déclaration de conformité des installations portuaires.	Cambodge, Inde, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Viet Nam	27	0	0	Sûreté maritime	Non
Supports et publications à l'appui du renforcement des capacités en matière de sûreté maritime	Achevée	Mars	Londres (Royaume-Uni)	Promotion et mise en lumière des travaux menés par l'OMI à l'appui du renforcement des capacités en matière de sûreté maritime. Diffusion des mesures de sûreté maritime de l'OMI et promotion du Guide pour la sûreté maritime et le Code ISPS de l'OMI en vue de renforcer la capacité des Gouvernements contractants à la Convention SOLAS à mettre en œuvre le chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et le Code ISPS. Amélioration de la planification et de l'exécution des activités de coopération technique et de renforcement des capacités à l'appui du renforcement de la sûreté maritime.					Sûreté maritime	Oui
Programme d'audit des États Membres de l'OMI										
Cours de formation à l'intention des auditrices et auditeurs principaux	Achevée	Octobre	Londres (Royaume-Uni)	À l'issue du cours de formation de cinq jours destiné aux responsables des équipes d'audit, les participantes et participants avaient consolidé leurs compétences en matière d'encadrement des équipes chargées de mener des audits au titre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI. Ils ont pu renforcer leurs connaissances et leurs compétences par l'intermédiaire de cours magistraux, de travaux pratiques, d'échanges de groupe et d'exercices de mise en situation. En outre, ils ont utilisé les modules du GISIS relatifs à la préparation et à la conduite des audits, ainsi qu'à la rédaction et à la soumission des rapports d'audit. Le cours de formation d'une durée de cinq jours a également mis en lumière le rôle du responsable de l'équipe d'audit en matière d'élaboration des mesures correctives et des activités de suivi. En définitive, les responsables des équipes chargées de mener des audits au titre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI ont été formés comme voulu.	Bangladesh, Congo, Égypte, Finlande, Inde, Liban, Panama, Pays-Bas (Royaume des), Roumanie, Suède, Uruguay	11	0	0	Audit des États Membres	Oui
Cours régional de formation à l'intention des auditrices et auditeurs	Achevée	Novembre	Rio de Janeiro (Brésil)	D'une durée de cinq jours, le cours régional de formation à l'intention des auditrices et auditeurs dans le cadre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI a permis de former les participantes et participants au système d'audit élaboré par l'OMI. En outre, les participantes et participants ont reçu des conseils sur la structure et les mécanismes voulus pour améliorer la capacité globale et l'efficacité d'une administration maritime aux fins de la mise en œuvre et du respect des instruments obligatoires de l'OMI, y compris du Code d'application des instruments de l'OMI (Code III). Ils ont aussi été formés à aider les États Membres à se préparer aux audits menés dans le cadre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI et aux audits de suivi. Enfin, ils ont acquis des connaissances utiles sur des éléments précis du processus d'audit et ont été invités à diffuser ces connaissances auprès de leurs collègues dans leur administration maritime respective et à les aider à être désignés par leur administration maritime pour figurer sur la liste des auditrices et auditeurs au titre du Programme.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela	20	0	0	Audit des États Membres	Oui
Cours régional de formation à l'intention des auditrices et auditeurs	Achevée	Septembre	Addis-Abeba (Éthiopie)	Le cours a été conçu sur la base d'un modèle avancé d'apprentissage mixte, lequel combine des sessions de cours en présentiel et des sessions d'étude personnalisées en ligne. Grâce à la nouvelle plateforme d'apprentissage en ligne de l'OMI, les participantes et participants ont pu accéder à un ensemble de leçons, d'exercices et de questionnaires en ligne, qui reposaient tous sur des supports de cours révisés et enrichis. Le cours a permis de renforcer les capacités d'audit des États Membres participants et a répondu aux besoins des auditrices et auditeurs internes chargés d'évaluer l'efficacité de la mise en œuvre des instruments de l'OMI dans leur administration maritime respective.	Afrique du Sud, Angola, Éthiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Libéria, Malawi, Mozambique, Somalie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Zimbabwe	23	0	0	Audit des États Membres	Oui
Cours sous-régional de formation à l'intention des auditrices et auditeurs	Achevée	Juin	Port Klang (Malaisie)	Les participantes et participants ont assisté à la préparation et au suivi d'un audit mené au titre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI et se sont exercés en conduisant un audit interne au sein de leur propre administration maritime. S'ils sont désignés par leur administration maritime respective pour figurer sur la liste des auditrices et auditeurs de l'OMI, cela permettra d'augmenter le nombre d'auditrices et d'auditeurs disponibles à l'avenir pour mener des audits au titre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI.	Brunéi Darussalam, Cambodge, Fidji, Hong Kong (Chine), Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour	25	0		Audit des États Membres	Non
Participation d'une observatrice ou d'un observateur	Achevée	Octobre	Buenos Aires (Argentine)	Un auditeur originaire du Mexique a reçu une formation pratique en participant en qualité d'observateur à un audit mené en Argentine. Il devrait ainsi être en mesure d'aider son administration maritime à préparer l'audit mené au titre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI et à en assurer le suivi.	Mexique	1			Audit des États Membres	Oui
Atelier national sur l'audit	Reportée		Rabat (Maroc)		Maroc				Non applicable	
Élaboration d'un cours de formation en ligne à l'intention des auditrices et auditeurs	Achevée	Juin	Londres (Royaume-Uni)	Augmentation du nombre d'auditrices et d'auditeurs formés et certifiés dans le cadre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI.					Audit des États Membres	Oui

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Développement maritime										
Participation de l'OMI aux réunions et aux autres activités pertinentes du système des Nations Unies sur la réalisation et le respect des objectifs de développement durable, ainsi que sur l'économie bleue	Annulée		Plusieurs lieux						Non applicable	
Promotion des notions de développement maritime et d'économie bleue durable, et appui à la simplification des formalités	Achevée	Décembre	Plusieurs lieux	Mise en lumière de l'importance que revêt une économie bleue durable grâce à la participation de l'OMI à différentes réunions.					Secteur maritime au sens large	Oui
Appui à la mise en œuvre de la Stratégie intitulée "Décennie pour le renforcement des capacités (2021-2030)", y compris amélioration de la qualité et de la coordination de la planification et de l'exécution de la coopération technique et de la communication de renseignements connexes	Annulée		Plusieurs lieux						Non applicable	
Fourniture d'une assistance aux pays en développement à l'appui de l'élaboration de stratégies maritimes nationales solides qui tirent pleinement parti des économies bleue et maritime	Annulée		Plusieurs lieux						Non applicable	
Définition et mise en place d'accords de partenariat	Achevée	Décembre	Plusieurs lieux	Services de conseil en vue d'élaborer une stratégie de mobilisation des ressources et d'appuyer sa mise en œuvre. Conception, production et diffusion de brochures relatives au mémorandum d'entente de l'OMI. Participation de l'OMI au Forum régional Asie-Pacifique sur la connectivité maritime durable (2023), tenu à Bangkok (Thaïlande), à l'atelier régional d'échange des connaissances sur la transition verte et la décarbonation des ports ainsi qu'au troisième North Bund Forum (organisé par la Chine), tous deux tenus à Shanghai (Chine), à la Singapore Maritime Week et à la Korea Maritime Week, tenue à Séoul (République de Corée).					Secteur maritime au sens large	Oui
Campagne menée sur les médias sociaux pour promouvoir la Journée des gens de mer de 2023	Achevée	Juin	Londres (Royaume-Uni)	Campagne sur les médias sociaux et autres activités similaires en vue de promouvoir la Journée des gens de mer de 2023 sur le thème "Les gens de mer et leurs voyages". Le fait de mettre l'accent sur les gens de mer et l'évolution du secteur des transports maritimes permettra d'établir un lien entre l'expérience des gens de mer et l'évolution du secteur, notamment en ce qui concerne les avancées technologiques.					Secteur maritime au sens large	Non
Participation de plusieurs pays à la Conférence internationale sur les déversements d'hydrocarbures pour la région Asie-Pacifique (Spillcon 2023)	Achevée	Septembre	Brisbane (Australie)	renforcement des connaissances sur les sujets liés à la préparation et à la lutte en matière de pollution par les hydrocarbures, en vue d'améliorer les compétences techniques et de renforcer les capacités à l'échelle nationale. Cours de courte durée sur le recouvrement des coûts liés aux déversements d'hydrocarbures, ainsi que sur la Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures.	Cambodge, Îles Cook, Îles Salomon, Nauru, Philippines, Sarmoa, Timor-Leste, Vanuatu, Viet Nam	0	0	9	Protection du milieu marin	Oui
Projet relatif au Répertoire de l'OMI sur la simplification des formalités et le commerce électronique	Achevée	Décembre	À domicile (plusieurs lieux)	Publication du Répertoire de l'OMI, aux formats HTML et Excel, approuvée par le FAL 47, cette publication comprend les nouveaux ensembles de données de l'OMI sur la masse brute vérifiée, la déclaration sur les eaux de ballast, les renseignements préétablis concernant les voyageurs et la réception des déchets.					Simplification des formalités	Oui
Supports promotionnels sur la coopération technique	n cours		Londres (Royaume-Uni)	Des pins sur le thème maritime mondial et une nouvelle brochure sur la stratégie suivie en matière de coopération technique ont été produits.					Non applicable	Oui
Atelier sur la promotion du Protocole de Londres	Achevée	Mars	Casablanca (Maroc)	Renforcement des connaissances et de la compréhension concernant le Protocole de Londres. Appui à la mise en œuvre des dispositions du Protocole de Londres dans les pays déjà Parties à la Convention et à l'approbation politique des pays qui n'y ont pas encore adhéré. Définition de perspectives de coopération future. Augmentation du taux de notification pour les pays déjà Parties à la Convention ou au Protocole de Londres.	Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Maroc, Mauritanie, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo	24	0	0	Protection du milieu marin	Oui
Appui de l'OMI au FSO SAFER - opération d'assistance (phase I)	Achevée	Août	Sanaa (Yémen)	Appui de l'OMI aux mesures de planification d'urgence prises à l'échelle nationale et entre les organismes des Nations Unies face au risque de déversement d'hydrocarbures provenant de l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER au Yémen. Ce faisant, l'Organisation a attaché un soin particulier à promouvoir les meilleures pratiques et à mettre en commun les enseignements tirés de la lutte contre les événements de pollution par les hydrocarbures, à appuyer tous les aspects liés à l'opération d'assistance maritime (phase I) et à jouer un rôle de premier plan dans la planification d'urgence dans le contexte de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Le soutien apporté au Yémen a notamment pris les formes suivantes : analyse du niveau de préparation, orientation et assistance techniques, formation à la préparation aux déversements d'hydrocarbures, conseils en matière de demandes de financement, et conseils techniques sur l'installation d'une solution de remplacement pour l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER.	Yémen				Protection du milieu marin	Oui
Supports de réalité virtuelle sur la gestion de l'engrassissement biologique	Achevée	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Casques de réalité virtuelle achetés afin de présenter les supports de sensibilisation dans les pays en développement.					Protection du milieu marin	Oui

TC 74/3
Annexe, page 54

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Développement maritime (suite)										
Atelier sur le partenariat pour le savoir - Pacifique	Achevée	Mars	Suva (Fidji)	Sensibilisation à la stratégie de mobilisation des ressources de l'OMI, mise en place de réseaux nationaux et régionaux de partenariat pour le savoir, et meilleure communication des renseignements.	Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu			43	Secteur maritime au sens large	Oui
Atelier sur le partenariat pour le savoir - Afrique de l'Ouest et centrale (anglophone)	Achevée	Novembre	Accra (Ghana)	Sensibilisation à la stratégie de mobilisation des ressources de l'OMI, mise en place de réseaux nationaux et régionaux de partenariat pour le savoir, et meilleure communication des renseignements.	Cabo Verde, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone			26	Secteur maritime au sens large	Oui
Atelier sur le partenariat pour le savoir - Amérique latine	Annulée		À confirmer		Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, République dominicaine, Uruguay, Venezuela				Non applicable	
Élaboration de concepts et de propositions de projets	Annulée		Royaume-Uni						Non applicable	
Statistiques sur la base des données sur les accidents de mer et analyse des tendances	En cours		À domicile (Suède)						Non applicable	Oui
Appui à l'atelier sur la Convention SNPD de 2010	Achevée	Avril	Londres (Royaume-Uni)	Financement des services d'interprétation lors de l'atelier sur la Convention SNPD de 2010.					Législation maritime	Oui
Mémorandum d'entente de Tokyo - Onzième cours général de formation à l'intention des fonctionnaires chargés du contrôle par l'État du port (GTC 11)	Achevée	Septembre	Yokohama (Japon)	L'activité a contribué à promouvoir l'harmonisation des activités de contrôle par l'État du port au niveau mondial et a appuyé le renforcement des capacités des pays en développement concernant la mise en œuvre des instruments de l'OMI, en particulier les activités de contrôle par l'État du port.	Chine, Fidji, Hong Kong (Chine), Îles Salomon, Indonésie, Malaisie, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, République de Corée, Thaïlande, Vanuatu, Viet Nam	22	0	0	Sécurité maritime	Oui
Appui au Groupe de travail mixte MSC/LEG/FAL sur les navires de surface autonomes (MASS-JWG 2) - Séminaire sur les questions juridiques relatives aux navires de surface autonomes	Achevée	Avril	Londres (Royaume-Uni)	Financement des frais de voyage et de l'indemnité journalière de subsistance pour la participation de spécialistes aux échanges tenus sur les questions juridiques relatives aux navires de surface autonomes qui présentent un intérêt pour les travaux du Groupe de travail mixte.					Sécurité maritime	Oui
L'élément humain – Mémorandum d'entente de Paris	Achevée	Octobre	La Haye (Pays-Bas (Royaume des))	Renforcement des compétences de communication des fonctionnaires chargés du contrôle par l'État du port en matière de gestion des conflits et de différences culturelles, et promotion de la mise en commun des connaissances entre les régions.	Afrique du Sud, Bahreïn, Cameroun, Géorgie, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les Grenadines	6	0	0	Sécurité maritime	Oui
Programme de formation à l'appui des visites et des inspections pour la sécurité des navires	Achevée	Août	Yokohama (Japon)	Renforcement des capacités des fonctionnaires chargés du contrôle par l'État du port en vue de garantir l'application des procédures de sécurité dans le cadre de l'inspection des navires et du contrôle par l'État du port	Fidji, Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Timor-Leste	8	0	0	Sécurité maritime	Non applicable
Atelier sur les enseignements tirés des programmes de formation au Recueil sur la navigation polaire	Achevée	Novembre	Buenos Aires (Argentine)	Définition des améliorations à apporter aux programmes de formation au Recueil sur la navigation polaire, en vue de satisfaire aux prescriptions relatives à l'existence de gens de mers compétents à bord, conformément au chapitre 12 du Recueil sur la navigation polaire.	Afrique du Sud, Argentine, Canada, Chili, Chine, Danemark, Finlande, France, Géorgie, Malaisie, Panama, Philippines, Slovaquie, Turquie	24	0	0	Sécurité maritime	Non
Mise au point définitive des directives de l'OMI sur l'utilisation d'agents dispersants chimiques dans la lutte contre les déversements d'hydrocarbures	Achevée	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Mise au point définitive et publication des directives de l'OMI sur l'utilisation d'agents dispersants chimiques dans la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.					Protection du milieu marin	Oui
Appui au programme de coproduction de connaissances de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) sur la recherche et le sauvetage en mer à l'intention du personnel du service des garde-côtes	Achevée	Novembre	Tokyo (Japon)	Renforcement des connaissances du personnel du service des garde-côtes sur les questions liées à la recherche et au sauvetage grâce au détachement d'un membre du personnel de l'OMI chargé de donner des cours magistraux sur la recherche et le sauvetage sur la base du cours type 3.13 de l'OMI, intitulé "Recherche et sauvetage – Administration" (Manuel IAMSAR, Vol. I).					Sécurité maritime	Non applicable
Renforcement des capacités concernant les installations de traitement, de stockage et d'élimination aux fins d'un recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires	Achevée	Décembre	Plusieurs lieux (Japon)	Renforcement des capacités de fonctionnaires du Bangladesh concernant les besoins et les meilleures pratiques aux fins de la mise en place et de la gestion d'une installation de traitement, de stockage et d'élimination à l'appui du recyclage des navires.	Bangladesh	0	0	8	Protection du milieu marin	Oui
Atelier de l'OMI à l'intention des secrétaires des mémorandums d'entente/accords sur le contrôle des navires par l'État du port, des gestionnaires des bases de données et des responsables	Achevée	Novembre	Londres (Royaume-Uni)	Tous les secrétaires des mémorandums d'entente, les gestionnaires des bases de données et les responsables régionaux ont échangé des renseignements, afin de contribuer à l'harmonisation du contrôle par l'État du port, et ont élaboré un dossier de recommandations (PSCWS 8/11).	Arabie saoudite, Argentine, Australie, Chypre, Égypte, Fédération de Russie, Gambie, Inde, Irlande, Jamaïque, Japon, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Pays-Bas (Royaume des), Portugal, Roumanie, Suriname, Turquie	0	0	23	Sécurité maritime	Non
Appui à la mise en œuvre de la Stratégie intitulée "Décennie pour le renforcement des capacités (2021-2030)", y compris améliorations rapides des processus de planification et de communication de renseignements	Achevée	Juillet	Londres (Royaume-Uni)	Conception de logiciels et engagement de graphistes aux fins de la production de la brochure sur la coopération technique. Fourniture de conseils spécialisés à l'appui de l'exécution de la première phase du projet TC Space (automatisation de la livraison et de la mise en œuvre des activités de coopération technique).					Secteur maritime au sens large	Oui

Intitulé de l'activité	État d'avancement	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Responsables chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Développement maritime (suite)										
Appui au Groupe d'étude chargé d'examiner les problèmes que posent l'immatriculation frauduleuse et les registres frauduleux de navires et de définir des mesures visant à prévenir et à combattre cette pratique	Achevée	Décembre	En ligne	Appui financier à la constitution d'un groupe d'étude chargé d'examiner les problèmes que posent l'immatriculation frauduleuse et les registres frauduleux de navires et de définir des mesures envisageables pour prévenir et combattre cette pratique, conformément à la demande du LEG 109. Les travaux du Groupe d'étude étaient coordonnés par l'UMM, avec la participation de l'IMLI de l'OMI et de la CNUCED. Le Groupe a analysé les questions et problèmes pertinents, élaboré un questionnaire et soumis un rapport préliminaire au LEG 110. Il soumettra son rapport définitif au LEG 111.					Législation maritime	Oui
Atelier sur la Convention SNPD de 2010	Annulée		Londres (Royaume-Uni)	???????					Non applicable	
Mise à jour du Manuel RETOS et du guide international d'évaluation de la planification de l'intervention et de la préparation concernant les déversements d'hydrocarbures	Achevée	Octobre	À domicile (Royaume-Uni)	Mise à jour de la publication du Manuel RETOS et du guide international d'évaluation de la planification de l'intervention et de la préparation concernant les déversements d'hydrocarbures, afin d'aider les utilisatrices et utilisateurs à comprendre l'application en ligne RETOS et la façon dont il convient de l'utiliser pour évaluer le niveau de préparation aux déversements d'hydrocarbures.					Protection du milieu marin	Oui
Promotion du Protocole de Londres										
Définition et élimination des obstacles empêchant les pays de respecter les accords sur les rejets en mer	Achevée	Décembre	Plusieurs lieux	Appui aux travaux du Groupe de travail 41 (géo-ingénierie marine) et du Groupe de travail 43 (sources marines de déchets présents dans le milieu marin) du GESAMP, qui fournissent des avis scientifiques aux Parties à la Convention et au Protocole de Londres, à la demande des Parties.					Protection du milieu marin	Non
Participation de l'OMI à des conférences/séminaires/ateliers sur les questions relatives au Protocole de Londres	Achevée	Décembre	Plusieurs lieux	Participation à un atelier sur la géo-ingénierie marine organisé par le Groupe de travail 41 du GESAMP, afin de mieux faire connaître et de mieux comprendre le Protocole de Londres et ses amendements relatifs aux changements climatiques.					Protection du milieu marin	Non